COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO

BURKINA FASO
Unité – Progrès - Justice

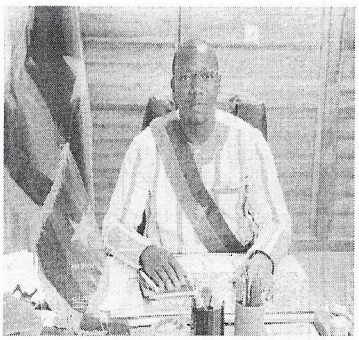
Plan d'Actions de la Délégation Spéciale

PADS 2022 - 2024



Août 2023

PREAMBULE



La charte du 14 octobre 2022 assigne à la Transition, six (06) missions principales, à savoir : rétablir et renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire national(i); apporter une réponse urgente, efficace et efficiente à la crise humanitaire(ii) ; promouvoir la bonne gouvernance et lutter contre la corruption(iii); engager des réformes politiques, administratives et institutionnelles en vue de renforcer la culture démocratique et consolider l'Etat de droit(iv); œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale(v) et assurer l'organisation d'élections libres, transparentes et inclusives(vi).

En vue de mettre en œuvre ces missions, un Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) a été élaboré et mis à jour au niveau de l'Etat.

Au niveau de la Commune de Bobo-Dioulasso, l'instrument d'opérationnalisation de la politique de développement dénommé Plan d'Actions de la Délégation Spéciale (PADS 2022-2024) prend en compte les engagements de la délégation spéciale et ses nouvelles orientations. Son élaboration s'est voulue participative avec l'implication de l'ensemble des forces vives de la Commune de Bobo-Dioulasso.

Il est bâti autour des quatre (04) axes suivants :

- **AXE 1 :** Améliorer la gouvernance au niveau de la Commune ;
- **AXE 2 :** Contribuer à la sécurisation du territoire communal ;
- **AXE 3 :** Promouvoir des actions humanitaires ;
- **AXE 4 :** Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation entre citoyens.

Son coût global est estimé à **30 802 123 004 francs** CFA.

C'est l'occasion pour moi de remercier l'ensemble des forces vives, les services techniques municipaux et les personnes de ressource pour l'ardeur, la détermination, l'assiduité et l'ingéniosité durant trois (03) mois de travaux acharnés afin de mettre à la disposition de la Commune un Plan d'actions qui va constituer un guide, une boussole pour le développement local.

Le Président de la Délégation Spéciale

Adama BIDIGA
Administrateur Civil

SIGLES ET ABBREVIATION

Sigles et abréviations		Signification
ADCT	:	Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales
AEPA	:	Approvisionnement en eau potable et assainissement
AEPS	:	Adduction d'eau potable simplifiée
AFD	:	Agence française de développement
ASAO	:	Association solidarité pour l'Afrique de l'ouest
AUE	:	Association des usagers de l'eau
CEG	:	Collège d'enseignement général
CET	:	Centre d'enfouissement technique
CGCT	:	Code général des collectivités territoriales
CHUSS	:	Centre hospitalier universitaire Souro Sanou
CMA	:	Centre médical avec antenne chirurgicale
CMA-BF		Chambre des métiers et de l'artisanat – Burkina Faso
CMU	:	Centre médical urbain
COGES	:	Comité de gestion
CONASUR	:	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
CSPS	:	Centre de santé et de promotion sociale
CT	:	Collectivités territoriales
CVD	:	Conseil villageois de développement
DEESP	:	Direction de l'économie, des études, des statistiques et de la planification
DPARAH	:	Direction provinciale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques
DPE	:	Direction de la promotion de l'éducation
DPEPPS	:	Direction provinciale des enseignements post-primaire et secondaire
DPSHP	:	Direction de la promotion de la santé et de l'hygiène publique
DREA	:	Direction régionale de l'eau et de l'assainissement
DREP	:	Direction régionale de l'économie et de la planification
DREPS	:	Direction régionale de l'éducation post-primaire
DRS	:	Direction régionale de la santé
EDI	:	Elèves déplacés internes
ETA	:	Espaces Temporaires d'Apprentissage
EUE	:	Eaux usées et excréta
FIE	:	Fonds d'investissement pour l'environnement
INO	:	Inventaire national des ouvrages
INSD	:	Institut national de la statistique et de la démographie
MEG	:	Médicaments essentiels génériques
ND	:	Non déterminé
OCADES	:	Organisation catholique pour le développement économique et social
OMD	:	Objectifs du millénaire pour le développement
ONEA	:	Office nationale de l'eau et de l'assainissement

Sigles et abréviations		Signification
ONG	:	Organisation non gouvernementale
OSC	:	Organisation de la société civile
PAAEDC	:	Plan d'Action pour l'accès à l'énergie et pour le climat
PaCos	:	Projet Participation Citoyenne et Cohésion Sociale
PADEL	:	Programme d'appui au développement des économies locales
PADEL-B	:	Projet d'appui pour développement de l'élevage au Burkina
PADS 2022-2024	:	Plan d'actions (2022-2024) de la délégation spéciale
PAPEA	:	Programme d'appui à la promotion de l'entreprenariat agricole
PAPFA	:	Projet d'appui à la promotion des filières agricoles
PART	:	Plan d'action régionale pour la transition
PA-SD	:	Plan d'action pour la stabilisation et le développement
PAT	:	Plan d'action pour la transition
PCD	:	Plan communal de développement
PDeID	:	Projet de développement économique local durable
PDI	:	Personnes déplacées internes
PDS	:	Président de la délégation spéciale
PEA	:	Point d'eau autonome
PEM	:	Point d'eau moderne
PFNL	:	Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso
PMH	:	Pompe à motricité humaine
PMDUVS	:	Projet de mobilité et de développement urbain des villes secondaires
POS	:	Plan d'occupation du sol
PRP	:	Projet riz pluvial
PUDTR	:	Projet d'Urgence de Développement Territorial et de Résilience
P-GD	:	Puits à grand diamètre
RGPH	:	Recensement général de la population et de l'habitation
SDAU	:	Schéma directeur pour l'aménagement urbain
SDGDS	:	Schéma directeur pour la gestion de déchets solides
SKBO	:	Sikasso-Korogho-Bobo
SNCS	:	Stratégie nationale de la cohésion sociale
SONABEL	:	Société nationale burkinabè d'électricité
UE	:	Union Européenne

SOMMAIRE

INTRODUCTION 9

I. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO 10

1.1. HISTORIQUE 10

1.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE 10

1.2.1 Relief 13

1.2.2. Climat 13

1.2.3. Hydrographie et hydrologie 14

1.2.4. Végétation 14

1.2.5. Sols 15

1.3. SITUATION DEMOGRAPHIQUE 15

1.3.1. Caractéristiques de la population 16

1.3.2. Migrations 16

1.4. ORGANISATION ADMNISTRATIVE 19

1.5. LES SECTEURS SOCIAUX DE BASE 20

1.5.1. Santé 21

1.5.2. Education 21

1.5.3. Eau & Assainissement 23

1.5.3.1. Distribution d'eau potable dans la Commune 30

1.5.3.2. Assainissement 30

1.5.3.2.1. Pré-collecte et Collecte des déchets ménagers 33

1.5.3.2.2. Evacuation des eaux usées et excréta domestiques et collectifs : assainissement autonome 33

1.5.3.2.4. Evacuation des eaux pluviales : Assainissement pluvial 34

1.5.3.3. Accès à l'énergie à Bobo-Dioulasso 35

1.6. ACTIVITES ECONOMIQUES 35

1.6.1. Secteur Primaire 37

1.6.2. Secteur secondaire 37

1.6.2.1 L'industrie 42

1.6.2.2 les Bâtiments et les Travaux Publics (BTP) 42

1.6.3. Secteur tertiaire 43

1.7. APPORTS A LA PRODUCTION 43

1.7.1. Les Infrastructures routières 47

1.7.2. Les ressources énergétiques (Electricité) 47

1.7.3. Culture, Tourisme, Sport et Loisirs 49

1.7.4. Travail, emploi et protection sociale 49

II. SYNTHESE DIAGNOSTIQUE 51

2.1. Principaux traits démographiques de la Commune 53

2.2. La production de parcelles et la croissance urbaine 54
2.2.1. Les villages rattachés aux arrondissements 56
2.2.2 Les arrondissements dans la partie urbaine 64
2.3 Diagnostic selon le POS 67
2.3.1. Localisation des villages et secteurs urbains dans le zonage du POS 67
2.3.2 : Rappel du diagnostic synthétique présenté pour le POS 68
2.4. Diagnostic de certains domaines de développement 70
2.5. Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) pour le PADS 72
III. METHODOLOGIE 75
IV. STRUCTURATION DES AXES 78
4.1. Vision à l'horizon 2024 78
4.1.1 Vision du PADS 78
4.1.2 Vision du PDS 78
4.2. Définition des axes 79
4.3. Déclinaison des axes 80
4.4. Coût global des axes 80
V. PROGRAMMATION PHYSIQUE ET COUTS DES ACTIONS ET EXTRANTS PRIORITAIRES 81
VI. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE 82
6.1. Communication 82
6.2. Les sources de financement 83
6.3. Mobilisation des ressources 83
6.4. Suivi-évaluation 83
CONCLUSION 85
BIBLIOTHEQUE 86
ANNEXES 87

LISTE DES FIGURE, GRAPHIQUE & CARTES

Figure 1 : Pyramide des âges des effectifs de la population de la Commune urbaine de Bobo-Dioulasso par groupe d'âge 18
Graphique 1 : Evolution mensuelle de certificats d'origine (CO) industriels traités en 2020 44
Carte 1 : Découpage administratif de la Commune de Bobo-Dioulasso 55
Carte 2 : Zonage du POS de la Commune de Bobo-Dioulasso 67

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution de la population communale 16
Tableau 2 : Effectif de la population par groupe d'âge selon le sexe 17
Tableau 3 : Répartition des effectifs de la population selon les arrondissements de la Commune urbaine et rapport de masculinité par arrondissement 18
Tableau 4 : Répartition des Secteurs et villages de Bobo-Dioulasso selon les arrondissements 20
Tableau 5 : Répartition des infrastructures sanitaires de 2013 à 2022 22
Tableau 6 : Répartition des agents de santé par corps de 2013 à 2022 22
Tableau 7 : Taux d'alphabétisation (%) par arrondissement selon le groupe d'âge spécifique et le sexe 24
Tableau 8 : Répartition par statut scolaire de la population en âge de scolarisation obligatoire (6-16 ans) selon le sexe Statut scolaire 24
Tableau 9 : Répartition (%) de la population en âge de scolarisation obligatoire (6-16 ans) par arrondissement selon le statut scolaire 25
Tableau 10 : Nombre d'écoles du primaire selon le statut (Public ou privé) de la Commune de Bobo-Dioulasso 25
Tableau 11 : Effectifs des élèves du primaire par statut d'établissement de la Commune de Bobo-Dioulasso 26
Tableau 12 : Répartition des écoles primaires publiques (EPP) par arrondissement en 2022/2023 26
Tableau 13 : Situation des salles de classe sous paillotte et celles en mauvais état de 2017 à 2022 dans la province du Houet 26
Tableau 14 : Nombre d'établissements du post-primaire et du secondaire général de la Commune de Bobo-Dioulasso 27
Tableau 15 : Effectifs des élèves du post-primaire de l'enseignement général selon le statut de l'établissement de la Commune 27
Tableau 16 : Effectifs des élèves du secondaire de l'enseignement général de la Commune 28
Tableau 17 : Nombre d'établissements de l'enseignement technique et Professionnel de la Commune de Bobo-Dioulasso 28
Tableau 18 : Effectifs des élèves de l'enseignement technique et professionnel dans la Commune de Bobo-Dioulasso 28
Tableau 19 : Effectifs des élèves de l'enseignement technique et professionnel (public + privé) de la Commune de Bobo-Dioulasso 29
Tableau 20 : Situation des structures et centres de formation du secteur rural 29
Tableau 21 : Evolution du volume d'épuration sur la production d'eau en m^3/an 30
Tableau 22 : Nombre de bornes fontaines 32
Tableau 23 : Situation des PEM 32
Tableau 24 : Indicateurs liés à l'eau en milieu urbain 33
Tableau 25 : Répartition des unités d'habitation par mode d'évacuation des eaux usées selon l'arrondissement 34
Tableau 26 : Indicateurs liés à l'accès à l'électricité pour Bobo-Dioulasso 36
Tableau 27 : Indicateurs liés à l'accès au mode de cuisson propre pour Bobo-Dioulasso 36
Tableau 28 : Répartition de la production céréalière de la Commune de Bobo-Dioulasso 39
Tableau 29 : Répartition (en tonnes) du niébé, du voandzou et des tubercules dans la Commune de Bobo-Dioulasso 39
Tableau 30 : Répartition (en tonnes) des cultures de rentes de la Commune de Bobo-Dioulasso 40

Tableau 31 : Répartition (en tonnes) de la production maraichère dans la Commune de Bobo-Dioulasso..... 40
Tableau 32 : Répartition des effectifs du cheptel et des volailles dans la Commune de Bobo-Dioulasso. 41
Tableau 33 : Répartition des cheptels vaccinés dans la Commune de Bobo-Dioulasso 41
Tableau 34 : Situation des abattages dans la Commune de Bobo-Dioulasso 42
Tableau 35 : Tableau des atouts et contraintes du sous-secteur de l'artisanat 46
Tableau 36 : Situation des infrastructures sportives en 2012..... 49
Tableau 37 : Situation des infrastructures de jeunesse 51
Tableau 38 : Répartition (en %) de la population résidente de 15-24 ans par statut d'occupation selon le sexe 52
Tableau 43 : Projection de nombre d'habitants de 1996 à 2024..... 53
Tableau 45 : Evolution des lotissements de Bobo-Dioulasso 54
Tableau 48 : Rappel des bases du POS selon la connaissance du territoire..... 68
Tableau 50 : Forces, opportunités et menaces pour le PADS..... 72
Tableau 51 : Feuille de route..... 75
Tableau 52 : Coût global des axes 80
Tableau 53 : Programmation physique et couts des actions et extrants prioritaires 81

INTRODUCTION

Les changements politiques survenus au Burkina Faso en 2022 ont conduit à l'élaboration d'un document stratégique sur le plan national. A cet effet le Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) phase 2 comme référentiel de planification nationale a fait place au Plan d'Action de la Transition (PAT) qui a finalement évolué pour donner le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD). Comme à l'accoutumée, les politiques nationales accordent une place de choix à la politique sur la décentralisation, étant attendu qu'elle est une alternative efficace aux questions de développement durable des Collectivités Territoriales (CT).

C'est ainsi qu'avec la dissolution des conseils municipaux à la faveur de la Transition et la mise en place des délégations spéciales dans les CT du Burkina Faso, l'autorité locale nommée à cet effet dans la Commune de Bobo-Dioulasso a jugé utile de procéder à l'actualisation du document de référence en matière de planification locale. Cette volonté s'est réconfortée avec le caractère échu du PCD 2017-2021 de la Commune et du respect de la disposition de l'article 91 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui stipule que : « les collectivités territoriales élaborent et exécutent leur politique et plan de développement dans le respect des grandes orientations de l'Etat ».

Pour ce faire, la délégation spéciale, par délibération n°2022-20/RHBS/PHUE/CB du 22 septembre 2022 a autorisé la création d'une commission ad 'hoc dont la mission est d'élaborer un document consensuel qui servira de boussole à la délégation spéciale dans l'exercice de ses fonctions. La suite a permis de prendre l'arrêté n°2023-000009/CB/M/SG du 15 février 2023 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la Commission ad 'hoc chargée de l'élaboration du Plan d'action (2022-2024) de la délégation spéciale de Bobo-Dioulasso.

Cet outil, une fois élaboré permettra à la Commune de s'arrimer à l'effort de la transition au plan national en priorisant des objectifs fondés sur la bonne gouvernance, la sécurité, l'humanitaire et la cohésion sociale. Il se traduit par des objectifs spécifiques, des actions et des activités planifiées, priorisées à caractère résilient, inclusif et participatif. Il est attendu dudit document des effets durables pour le compte de la population locale et de l'amélioration de l'administration publique locale. La stratégie préconisée tient compte de l'ensemble des outils de planification du développement élaborés dans la Commune. Il s'agit du Schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU), du Plan d'occupation du sol (POS), du Schéma directeur de gestion des déchets solides (SDGDS) et des documents de planification sectorielle relayés par les services déconcentrés de l'Etat (SDE) dans les domaines de l'eau, l'assainissement et de l'environnement, de l'action sociale, de la sécurité, …

Le PADS 2022-2024 est structuré en quatre grandes parties à savoir : la présentation de la Commune de Bobo-Dioulasso à travers une synthèse de sa monographie (i) ; le diagnostic de la Commune (ii) ; la stratégie de mise en œuvre (iii) et le tableau de planification des actions de 2022 à 2024 (iv).

I. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO

1.1. HISTORIQUE

La Commune de Bobo-Dioulasso, à l'origine, est un chapelet de villages installés le long des cours d'eau essentiellement ou sur des hauteurs. C'est ainsi que le long du Kou se sont implantés les villages Voré, le long du marigot Houet, les villages parlant le Syabéré, à l'est le long du Niamé et dans les falaises se sont développés les villages Bengen. Ces villages ont été créés par les Bobo-madarè à une période aujourd'hui méconnue. La tradition orale soutient que les autochtones sont venus du Mandé vers 1050 pour fonder Sya. En réalité, l'histoire de la fondation de Sya qui a donné naissance à l'actuelle Commune de Bobo-Dioulasso n'est pas encore bien maîtrisée par les historiens. Certains documents font remonter ses origines au 11ème siècle. Mais, la position de la cité en Afrique occidentale et au carrefour des grands axes commerciaux les plus sécurisants pour les marchands colporteurs, milite en faveur d'une fondation beaucoup plus ancienne et probablement entre le 7ème et le 8ème siècle. Cette hypothèse est d'autant plus sérieuse que les résultats des recherches archéologiques font remonter les traces humaines dans la région de Bobo-Dioulasso à près de 50.000 ans avant J.-C., et la civilisation s'y est développée entre 3000 et 500 ans avant J.-C.[1]

Selon l'archéologue burkinabè, Jean-Baptiste Kiethga, entre le 4ème et le 3ème siècle avant J.-C., en pays bwa et plus précisément à Bèna, dans la province des Banwa frontalière de la province du Houet, se pratiquait la métallurgie.[2]Les résultats de cette recherche archéologique montrent si besoin en était encore que ce village bwa a connu la métallurgie avant l'Angleterre. Il est probable que les Bobo-Madarè qui se réfèrent au fer soient descendants de ces premiers hommes de la période préhistorique tout comme les Bwaba, les Wara, les Natioro, les Toussian, etc. Il est donc fort probable que l'ethnie autochtone se soit constituée sur place contrairement à l'hypothèse migratoire transmise

[1] MILLOGO, K.A., *Recherches préhistoriques au Burkina Faso*, Inédit, P 12
[2] KIETHGA, J.B., Résultats des fouilles d'une ruine de fer à Bèna en 1985, Laboratoire de datation de 14c de l'Université de Lyon II, 2000 BP + 120.

de bouche à oreille par certains tenants de la tradition orale qui la fait venir du Mandé entre le 10ème et le 11ème siècle.[3]

Cette vieille souche de peuplement a d'abord habité les grottes, notamment dans les falaises à l'Est de Bobo-Dioulasso. L'une des grottes les plus connues est celle de Borodougou comportant des gravures rupestres. Récemment d'autres grottes ont été découvertes dans la forêt classée de Dindéresso où des fouilles ont été réalisées. Les résultats de ces fouilles pourront certainement fournir des renseignements sur le peuplement de la Commune.

A cette population ancienne viendront s'ajouter d'autres populations provenant des migrations liées aux mutations intervenues dans les grands centres de peuplement en Afrique de l'Ouest. Les premiers arrivés proviennent du Mandé par migrations successives entre le 11ème et le 16ème siècle, certainement à cause des mutations politiques dans la vallée du Niger. Plusieurs clans zara (Konaté, Traoré, Tingara, Jonu, Sanou Kuinikuma) sont descendants de ces migrations. Dans la Commune, on les retrouve à Sya (Dioulassobâ), Koko (Dagasso), Kuinima, Kwa, Bindougousso, Dogona, Sakabi, Kiri, Kimi, Dafinso, Kwentou, etc. A peu près au cours de la même période s'installent quelques familles marka et notamment les Dembélé, les Bwaba, les Samoro, les Mynianka (Tinkiré), les Bolon, les Tiéfo etc.

Au début du 18ème siècle, s'installent progressivement par conquête les Jula de Kong situé au Nord de la Côte d'Ivoire. En 1716, ils fondent le quartier Kombougou. Dans la deuxième moitié du 19ème siècle s'installent les peuls Sidibé au quartier de Yorokoko et Sangaré à Kombougou. Ces deux familles proviennent des empires peuls de Barani (Sidibé) et de Dokuy (Sangaré) dans l'actuelle province de la Kossi.

Le village de Sya[4], site originel de la Commune de Bobo-Dioulasso et dont le nom signifie « paix » ou « bonheur » en langue bobo madarè aurait pris son essor grâce aux voies commerciales qui relient la côte atlantique au Maghreb. Progressivement, il est devenu un marché avec l'installation de certaines familles commerçantes donnant à la cité un caractère cosmopolite avant le 18ème siècle, répandant ainsi sa renommée en Afrique occidentale.

Sya, centre commercial important, resté une cité de religion traditionnelle pendant plusieurs siècles, a été progressivement mis au contact de l'Islam à partir du 15ème siècle.

---

[3] SANOU, D. B., Promotion culturelle à Bobo-Dioulasso. Proposition d'une méthode dans un contexte de décentralisation, P51, Ouagadougou, découverte du Burkina Faso, 2005.

[4] Moussa SANON. Université de Ouagadougou / Burkina Faso – Maîtrise en Sciences et Techniques de l'Information et de la communication. 2005.

A partir du 18ème siècle, la situation géographique de Sya au carrefour des grands axes commerciaux ouest africains, suscite la convoitise des conquérants. La cité est occupée le 25 septembre 1897 par le Commandant Caudrelier[5] et un poste administratif y est créé.

En 1904, Sya est officiellement baptisé Bobo-Dioulasso (la maison des Bobo et des Dioula) en langue jula par le Commandant.

Le 4 décembre 1926 par arrêté du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française (AOF), Commandeur de la légion d'honneur, la ville de Bobo-Dioulasso est érigée en Commune mixte de premier degré pour compter du 1er janvier 1927. Elle est gérée par une commission présidée par un Administrateur-Maire qui est le Commandant de cercle de Bobo-Dioulasso. A partir de 1928, Pépin MALHERBE, Commandant de Cercle, lance le programme urbain de Bobo-Dioulasso. Vingt-sept (27) ans plus tard, c'est à dire en 1954, la ville de Bobo-Dioulasso est élevée au rang de Commune de plein exercice et dirigée par un Maire et un Conseil municipal élus au suffrage universel.

La loi du 18 novembre 1955 qui fait la distinction entre la Commune de plein exercice et la Commune de moyen exercice, maintient toujours Bobo-Dioulasso au rang de Commune de plein exercice. La ville de Bobo-Dioulasso est érigée en Commune urbaine par la loi du 02 février 1960. Pour cause de dissensions internes, le Conseil municipal est suspendu en 1961 par le gouvernement et ne sera remis en place qu'en 1963. En 1965, les Conseils municipaux de l'ensemble du pays sont suspendus par le Gouvernement. Le régime issu du coup d'Etat militaire du 03 janvier 1966 ne revient pas sur la décision de suspension des Conseils municipaux. L'ordonnance du 23 juillet 1974, suivie de la loi du 07 juin 1979 reconnaissent la ville de Bobo-Dioulasso comme Commune de plein exercice, mais les dispositions portant sur l'élection du Conseil municipal ne seront jamais appliquées.

La Commune de Bobo-Dioulasso fonctionnera alors avec le régime de délégation de 1965 jusqu'au 4 août 1983 date à laquelle intervient un coup d'état qui instaure la révolution. Le régime en place crée alors les Conseils révolutionnaires municipaux au suffrage indirect et corporatif, confiant ainsi les fonctions du Maire de la Commune au Haut-Commissaire de la province du Houet. A la suite du coup d'Etat militaire intervenu le 15 octobre 1987, la ville de Bobo-Dioulasso allait connaître une nouvelle organisation administrative. En effet le Kiti n° AN VI 0095/FP/ MAT du 24 novembre 1988 portant réorganisation administrative de la ville de Bobo-Dioulasso crée trois (03) Communes

[5] https://le faso.net du 17 juillet 2017

(n°1, n°2 et n°3) dirigées chacune par un président de délégation spéciale avec toujours le Haut-Commissaire de la province du Houet comme Maire de la Commune.

Avec le processus de démocratisation, la ville de Bobo-Dioulasso par la loi n° 006/93/ADP du 12 mai 1993, est érigée en Commune de plein exercice avec un statut particulier et dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Au terme de cette loi, la Commune de Bobo-Dioulasso est organisée en trois arrondissements qui sont : Dafra, Dô et Konsa. La loi N°066-2009/AN portant découpage des Communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso, définit les limites de la Commune de Bobo-Dioulasso.

Avec la communalisation intégrale, selon le Code général des collectivités territoriales[6] adopté en 2004, la Commune urbaine de Bobo-Dioulasso prend en compte tous les villages du département de Bobo-Dioulasso. La Commune urbaine de Bobo Dioulasso, passe de 03 arrondissements (Dafra, Dô et Konsa) avec 25 secteurs à 07 arrondissements partageant 33 secteurs et 36 villages aux termes de la Loi N°026-2012/AN modifiant la loi N°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso[7].

1.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La Commune de Bobo-Dioulasso est limitée au nord par la Commune rurale de Satiri, au nord-ouest par la Commune rurale de Bama, à l'ouest par la Commune de Karangasso-Sambla, au sud-ouest par la Commune de Péni, au sud-est par la Commune de Karangasso Vigué et à l'est par la Commune de Léna.

1.2.1 Relief

Le relief de Bobo-Dioulasso est caractéristique de celui de la province du Houet. Il est constitué de deux principales unités topographiques à savoir les plateaux et les plaines. Il est plus accentué (430 mètres d'altitude moyenne) que celui de la moyenne nationale (350 mètres). Cette topographie, à l'image de celle de la région, lui confère l'appellation de "Hauts Bassins" d'où prennent leur source d'importants cours d'eau tels : le Kou, le Mouhoun, la Comoé, la Léraba, etc.

---

[6] Loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales, ensemble ses modificatifs et textes d'application ;

[7] Journal Officiel du Burkina Faso N° 30 du 26 juillet 2012.

La Commune de Bobo-Dioulasso repose dans sa quasi-totalité sur un plateau gréseux primaire qui s'étend entre les latitudes Nord 11° et 13° et le Fouta Djalon (Guinée) jusqu'au sud-ouest du Burkina Faso.

1.2.2. Climat

La Commune de Bobo-Dioulasso est située dans la zone du climat sud soudanien caractérisé par des précipitations annuelles moyennes comprises entre 900 et 1 200 mm. Elle est soumise à l'influence de deux saisons qui sont :

- une saison sèche allant d'octobre à mai ;
- une saison pluvieuse allant de juin à septembre.

L'observation des moyennes des précipitations et des jours de pluie sur les dernières années et leur analyse indique au fil des ans une évolution en dents de scie avec une tendance à la régression.

Les températures quant à elles connaissent des variations plus ou moins importantes selon l'alternance des saisons. On distingue :

- une période chaude allant de mars à avril avec des températures atteignant 36,5°C ;
- une période fraîche allant de mai à septembre avec des températures maximales de 21,3°C ;
- une période chaude en octobre avec des températures maximales de 33,3°C ;
- une période fraîche allant de novembre à février avec des températures minimales de 19,5°C.

1.2.3. Hydrographie et hydrologie

La majeure partie de la Commune de Bobo-Dioulasso est drainée par les eaux du bassin versant du Houet. Elle déborde légèrement à l'est sur le bassin de la Niamé et au Sud-Est sur les bassins de la Comoé et au Sud-Ouest sur les bassins du Kou.

Le réseau hydrographique de la Commune de Bobo-Dioulasso est caractérisé par la présence de quatre principaux cours d'eau à régime plus ou moins intermittent qui sont le Houet, le Niamé, le Bingbelé et le Kou. Le marigot Houet traverse en grande partie la Commune de Bobo-Dioulasso du Sud-Ouest au Nord-Est. Il y a lieu de préciser que ce sont les quatre principaux cours d'eau qui reçoivent les eaux pluviales et les eaux usées provenant de certaines unités industrielles de Bobo-Dioulasso. Cette situation pose un

réel problème de pollution et de santé publique dans la ville de Bobo-Dioulasso auquel il faut trouver des solutions idoines et durables.

1.2.4. Végétation

La ville de Bobo-Dioulasso se caractérise par sa verdure. Bobo-Dioulasso bénéficie de précipitations abondantes qui favorisent le développement des espèces ligneuses et non ligneuses. Elle dispose d'une végétation abondante constituée essentiellement d'essences locales (caïlcédrat, fromager, etc.) et d'essences exotiques (manguier, flamboyant, etc.). La ville se caractérise aussi par de nombreuses plantations d'arbres le long des voies procurant aux habitants une ombre bienfaisante. La ville est bordée de formations végétales qui constituent les limites de la ville. Ce sont essentiellement :

- la forêt de Dindéresso (classée le 27/02/1936), située au Nord-Ouest de la ville avec une superficie initiale de 8 633 ha ;
- la forêt de Kuinima (classée le 27/02/1936), située au Sud avec une superficie initiale de 2 150 ha ;
- la forêt classée de Kua (classée 27/04/1936), située à l'Est avec une superficie de 350 ha.

Outre ces forêts classées, la ville de Bobo-Dioulasso dispose de nombreux vergers qui lui procurent un aspect verdoyant. A cela, s'ajoute une végétation assez diverse et variée observée le long du marigot Houet. On note aussi la présence d'espaces verts et de différents vergers de manguiers, d'anacardiers et d'agrumes plantés et entretenus par les résidents. Cette situation procure à la Commune de Bobo-Dioulasso un environnement assez agréable.

1.2.5. Sols

On rencontre essentiellement deux grandes unités de pédologie dans la Commune de Bobo-Dioulasso :

- *les sols ferrugineux tropicaux* : Ils se caractérisent par une richesse en oxydes et en hydroxydes de fer et de manganèse qui leur donne une couleur rouge ou ocre. Ils sont généralement associés à toutes les autres familles de sols. Ils sont généralement lessivés à cause de la pluviométrie abondante dans la Commune. La capacité de rétention en eau est de moyenne à bonne, car ce sont des sols profonds.

Des techniques appropriées permettent de mettre en valeur ces terres par la culture du mil, du sorgho et de l'arachide.

- *les sols hydromorphes* : Ils sont surtout associés à des sols ferrugineux en bordure des marigots caractérisés par un excès d'eau temporaire. Ils apparaissent sous forme de bandes et sous forme de grandes plaines déprimées. Ils sont généralement favorables à la culture du sorgho, du maïs et du riz, lorsque la quantité d'eau est suffisante.

D'une manière générale, l'action anthropique (pression démographique, urbanisation) et les aléas climatiques (baisse de la pluviométrie, érosion, etc.) agissent considérablement sur les potentialités naturelles de la Commune. Il en résulte une dégradation progressive de l'environnement qui se traduit essentiellement par la dégradation progressive du couvert végétal (cas des forêts classées de Kuinima et de Dindéresso) et la diminution, voire la disparition de certaines espèces ligneuses dans les limites communales.

1.3. SITUATION DEMOGRAPHIQUE

1.3.1. Caractéristiques de la population

La Commune de Bobo-Dioulasso comptait 984 603 habitants dont 480 388 hommes (48,79%) et 504 215 femmes (51,21%) soit une proportion de femmes légèrement élevée, à l'issue du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) effectué en 2019.

Par ailleurs cette population de Bobo-Dioulasso depuis les recensements antérieurs a continué d'augmenter. En effet elle est passée de 228 663 habitants en 1985 à 309 771 habitants en 1996, puis à 489 967 habitants en 2006 et a doublé 13 ans plus tard, soit 984 603 habitants en 2019.

Tableau 1 : Evolution de la population communale

Année	Effectif
1985	228 663
1996	309 771
2006	489 967
2019	984 603

Source : *RGPH 2019*

Au recensement général de la population de 2019, la répartition de la population de la Commune selon les groupes d'âge et sexe est résumée dans le tableau ci-dessous.

La pyramide des âges de la Commune de Bobo-Dioulasso présente une base large et un sommet effilé, traduisant une population très jeune. En effet, près de la moitié (48,7%) a

moins de 20 ans et plus de ¾ de la population (76,4%) a moins de 35 ans. L'âge médian de la population est de 20,5 ans et l'âge moyen 23,2 ans traduisant l'extrême jeunesse de la population communale. On note que de 30 à 70 ans les hommes sont plus nombreux que les femmes.

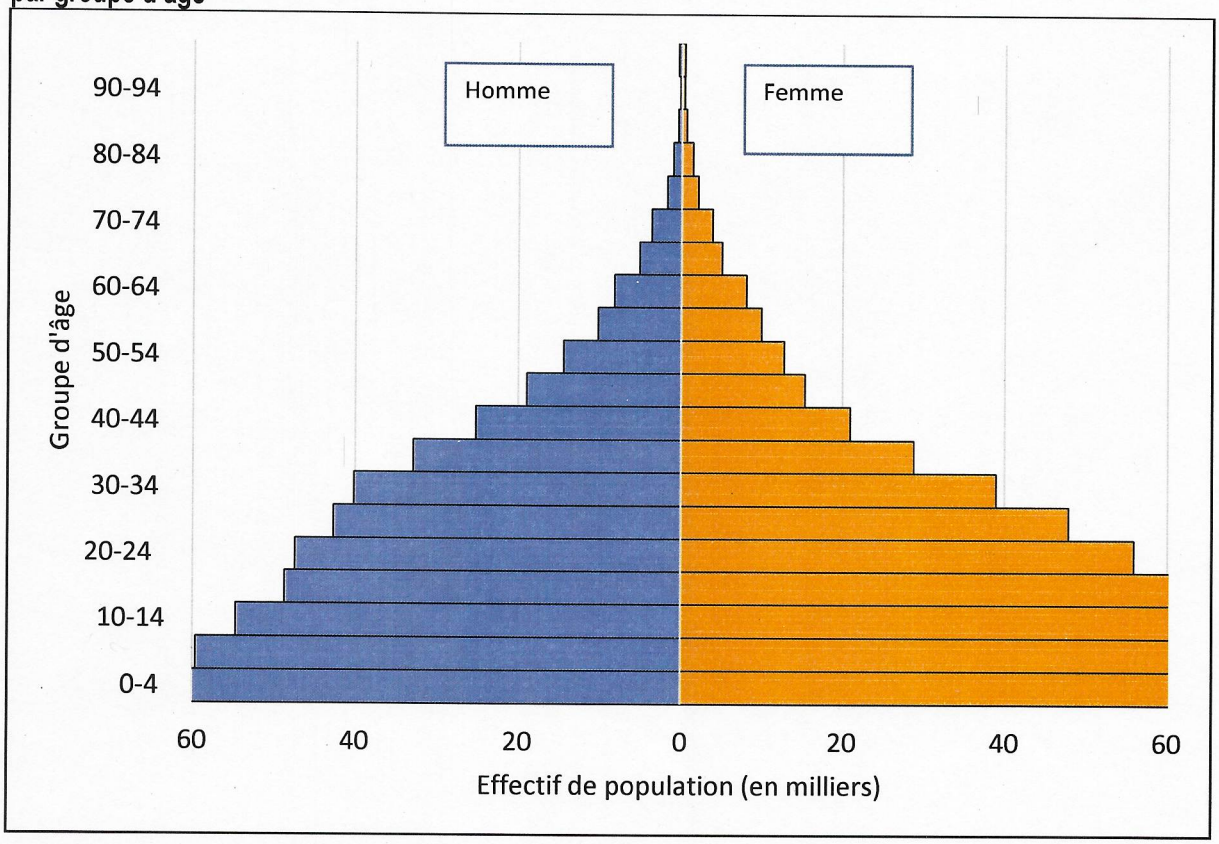
Tableau 2 : Effectif de la population par groupe d'âge selon le sexe

Groupe d'âge	Masculin	Féminin	Ensemble	Pourcentage cumulé de l'ensemble
0-4	64 747	65 238	129 985	13,2 %
5-9	59 642	63 484	123 126	25,7 %
10-14	54 653	61 430	116 083	37,5 %
15-19	48 681	61 797	110 478	48,7 %
20-24	47 442	55 892	103 334	59,2 %
25-29	42 695	47 851	90 546	68,4 %
30-34	40 162	38 938	79 100	76,4 %
35-39	32 902	28 791	61 693	82,7 %
40-44	25 283	20 920	46 203	87,4 %
45-49	18 958	15 335	34 293	90,9 %
50-54	14 463	12 781	27 244	93,7 %
55-59	10 230	9 945	20 175	95,7 %
60-64	8 224	8 073	16 297	97,4 %
65-69	5 067	5 040	10 107	98,4 %
70-74	3 634	3 836	7 470	99,1 %
75-79	1 744	2 079	3 823	99,5 %
80-84	988	1 430	2 418	99,8 %
85-89	380	622	1 002	99,9 %
90-94	152	336	488	99,9 %
95 ou +	341	397	738	100,0 %
Total	**480 388**	**504 215**	**984 603**	
Age moyen	23,6	22,8	23,2	
Age médian	20,0	19,0	20,5	

Source : *RGPH 2019. Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso*

La pyramide des âges des effectifs de la population de la Commune urbaine de Bobo-Dioulasso par groupe d'âge se présente comme suit :

Figure 1 : Pyramide des âges des effectifs de la population de la Commune urbaine de Bobo-Dioulasso par groupe d'âge



Source : *RGPH 2019. Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso*

La répartition de la population de Bobo-Dioulasso suivant les 07 arrondissements se présente comme suit en 2019 :

Tableau 3 : Répartition des effectifs de la population selon les arrondissements de la Commune urbaine et rapport de masculinité par arrondissement

Arrondissement	Sexe			Poids de chaque arrondissement (%)	Rapport de masculinité
	Masculin	Féminin	Ensemble		
Arrondissement 1	33 727	36 438	70 165	7,1	92,6
Arrondissement 2	92 669	98 585	191 254	19,4	94,0
Arrondissement 3	59 853	62 683	122 536	12,4	95,5
Arrondissement 4	85 510	91 539	177 049	18,0	93,4
Arrondissement 5	74 264	78 032	152 296	15,5	95,2
Arrondissement 6	44 051	45 785	89 836	9,1	96,2
Arrondissement 7	90 314	91 153	181 467	18,4	99,1
Ensemble	**480 388**	**504 215**	**984 603**	**100,0**	**95,3**

Source : *RGPH 2019*

Le rapport de masculinité est l'effectif d'hommes rapporté à celui des femmes. Partant de 100 femmes comme base, on calcule le nombre d'hommes correspondant dans une

population donnée. Ce nombre d'hommes pour 100 femmes est le rapport de masculinité.

1.3.2. Migrations

Le mouvement migratoire est un phénomène présent dans la Commune et concerne aussi bien les hommes que les femmes. De par sa situation géographique et sa fonction économique (service, industrie, etc.), la Commune de Bobo-Dioulasso connaît un flux migratoire assez important. Tout comme la plupart des centres urbains, elle connaît deux types de migrations :

- **Migration saisonnière**

Elle se caractérise par un flux de migrants venant des villages, départements ou provinces limitrophes pour raisons d'emplois, sociales, sanitaires, etc. Ces migrations sont de courtes durées et s'observent surtout pendant la saison sèche (octobre à mai).

De façon générale, ces migrations (pour ce qui concerne l'emploi) présentent pour la Commune et les localités de départs des avantages certains. En effet, la Commune accueille pendant la période considérée une forte main-d'œuvre sur le marché. Cette main- d'œuvre est généralement intéressée par les usines, le commerce, les travaux domestiques. Une partie des revenus issus de ces activités est réinvestie dans de biens de consommation (habillement, moyens de déplacement, postes radio, etc.). L'autre partie, sera investie une fois de retour dans de petites activités génératrices de revenus (mécanique, étalages, etc.), dans l'équipement agricole et souvent dans le social (mariages, baptêmes, funérailles, etc.).

L'émigration de la population communale (sa frange jeune surtout) vers d'autres centres urbains du pays reste relativement faible en matière de migration saisonnière, ce qui se traduit par un solde migratoire positif.

- **Migration définitive**

Selon le lieu de départ ou d'accueil, cette migration se caractérise surtout par une installation définitive. Dans ce sens, la Commune de Bobo-Dioulasso a joué depuis longtemps le rôle d'une ville d'accueil, de paix et de carrefour pour les affaires et le commerce. C'est d'ailleurs cette situation qui explique aujourd'hui la présence d'une mosaïque de communautés sur l'espace communal. La plupart des migrants définitifs proviennent des provinces du Yatenga, du Passoré, du Boulkiemdé, du Ganzourgou, du Kadiogo, etc.

A ceux-ci, s'ajoutent des migrants internationaux de diverses nationalités (Maliens, Sénégalais, Ivoiriens, Syriens, Libanais, Nigérians, etc.) intervenant dans différents secteurs d'activités (import/export, commerce, industrie, etc.).

A ce niveau (migration internationale), la Commune de Bobo-Dioulasso accuse un solde migratoire négatif. En effet, l'émigration est surtout orientée vers la côte d'Ivoire qui absorbe plus de la moitié des migrants de la Commune.

Outre ces types de migrations, la Commune de Bobo-Dioulasso, à l'instar d'autres Communes, fait face à un afflux considérable de personnes déplacées internes (PDI) dû à la crise sécuritaire que traverse le pays.

1.4. ORGANISATION ADMNISTRATIVE

Bobo-Dioulasso est le chef-lieu de la province du Houet et le chef-lieu de la région des Hauts Bassins qui compte les provinces du Houet, du Kénédougou et du Tuy. La Commune de Bobo-Dioulasso couvre une superficie de 160 000 ha. Elle compte 33 secteurs urbains répartis dans sept (7) arrondissements et 36 villages.

Tableau 4 : Répartition des Secteurs et villages de Bobo-Dioulasso selon les arrondissements

Arrdts	Superficies (km^2)	Secteurs urbains	Villages rattachés
Arrdt n°1	6 783	(05) Secteurs : 1, 2, 3, 4 et 8	(00) Villages
Arrdt n°2	311 990	(04) Secteurs : 10, 11, 23 et nouveau secteur 30 (zone SONATUR)	(06) Villages : Dafinso, Moukoma, Kimidougou, Santidougou, Panamasso et Doufiguisso.
Arrdt n°3	201 962	(04) Secteurs : 12, 13, 14 et nouveau secteur 31 (zone industrielle + trame d'accueil)	(05) Villages : Léguéma, Moussobadougou, Kékélésso, Noumousso, Kouentou
Arrdt n°4	284 417	(05) Secteurs : 15 (réduit en superficie), 16, 24 (réduit en superficie), nouveaux secteurs 32 (séparé de l'ancien secteur 15) et 33 (séparé de l'ancien secteur 24)	(07) Villages : Borodougou, Yéguéresso, Niamadougou, Tondogosso, Baré, Kotédougou et Sogossagasso.
Arrdt n°5	233 541	(06) Secteurs : 5, 6, 17 (réduit en superficie) et 25, nouveaux secteurs 26 (séparé de l'ancien secteur 17) et 27 (Kuinima Koura)	(06) Villages : Pala, Koro, Dodougou, Kouakoualé, Dingasso, Dogotélama
Arrdt n°6	240 152	(06) Secteurs : 7, 9, 18, 19, 20 et nouveau secteur 28	(07) Villages : Samagan, Koumi, Farakoba, Matourkou, Moamy Logofourousso et Darsalamy
Arrdt n°7	316 883	(03) Secteurs : 21, 22 et nouveau secteur 29 (Belle-ville)	(05) Villages : Dindéresso, Nasso, Ouolokoto, Kokorowé et Bana

Source : Tableau élaboré par INSD à partir de la loi 066-2009/AN du 22 décembre 2009, portant découpage des communes urbaines à statut particulier.

1.5. LES SECTEURS SOCIAUX DE BASE

1.5.1. Santé

La Commune de Bobo-Dioulasso est divisée en 2 districts à savoir le district de Dafra qui compte 15 Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) et 3 Centres médicaux urbains (CMU) et celui de Do qui dispose de 15 CSPS et 5 CMU. Les CSPS sont répartis entre les secteurs urbains et les villages rattachés. On y décompte 2 Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) et le Centre hospitalier universitaire Souro Sanou (CHUSS) qui demeure un centre de santé régional.

Toutes les formations sanitaires mettent en œuvre la gratuité des soins chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et la gratuité de la Planification Familiale même si elles sont permanemment confrontées à des ruptures de médicaments.

Considérant l'offre publique de santé, la couverture sanitaire est loin d'être satisfaisante car la Commune dispose seulement de 8 CMU, 30 CSPS, 1 Office de Santé des Travailleurs, 38 dépôts MEG publics, 2 centres de santé militaires. La Commune dispose également d'une Direction de la Promotion de la Santé et de l'Hygiène Publique (DPSHP) chargée de la prévention et de la promotion de la santé.
Par ailleurs, les COGES, au nombre de 38 composés de 7 membres chacun, sont des structures associatives qui accompagnent la gestion des formations sanitaires de la Commune (cf. « L'initiative de Bamako »). En 2022, l'ensemble desdits COGES ont été renouvelés, mais sont en attente d'opportunités de renforcement de capacité de leurs membres.

A côté de l'offre publique, on compte également à Bobo-Dioulasso des établissements de santé privés (cliniques et centres de soins) dont les clients restent les plus nantis de la société. On en dénombre 75 dans le district sanitaire de Do et 37 dans le district de Dafra.

En termes de compétence on note 31 médecins généralistes et 10 spécialistes pour le compte des 2 districts pour une population hôte d'environ 984 603 personnes et 32 216 Personnes Déplacées Internes (PDI)[8]. Cette population va grandissant avec un taux de natalité de 34,5‰ et un taux de fécondité relativement élevé avec 4,3 enfants en moyenne par femme[9].
Au regard des normes prévues, à savoir un médecin pour 7 000 habitants, la ville de Bobo-Dioulasso souffre d'une insuffisance de personnels de soin.
Les principales causes de consultations sont le paludisme et les maladies diarrhéiques.

[8] CONASUR, 31/03/ 2023
[9] Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso

Outre les difficultés d'ordre infrastructurel ci-dessus citées, les conditions de travail méritent d'être améliorées : beaucoup d'infrastructures sanitaires sont sans clôtures. On note également une insuffisance d'équipements médico-techniques, une insuffisance de latrines, etc.

Tableau 5 : Répartition des infrastructures sanitaires de 2013 à 2022

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de CM / CSPS	42	42	42	42	42	43	42	43	44	45
Nombre de cabinets de soins	46	37	37	39	39	39	41	41	41	43
Nombre de CM privés	7	7	8	8	8	9	7	10	10	14
Nombre de cliniques/polycliniques	15	16	17	19	20	26	22	23	23	24
Nombre de CMA	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Nombre de dispensaires isolés	2	2	2	2	2	2	2	2	2	4
Nombre de maternités isolées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de CHR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de CHU	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nombre OST (service d'hygiène)	11	11	11	11	11	11	12	12	13	13
Nombre d'Infirmeries publiques	19	19	19	19	19	19	19	19	18	17
Nombre de dépôts MEG privés	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Nombre de dépôts MEG publics	45	45	45	45	45	45	45	45	46	49
Nombre d'officines (pharmacies)	44	44	44	45	54	54	54	57	59	57

Source : stat-bobo.org

Tableau 6 : Répartition des agents de santé par corps de 2013 à 2022

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de médecins permanents dans le privé	12	13	15	17	18	19	20	21	21	74
Nombre de médecins dans le public	16	14	19	13	18	10	10	15	17	33
Nombre de pharmaciens dans le privé	44	44	44	45	54	54	54	57	59	57
Nombre de pharmaciens dans le public	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de sages - femmes/maïeuticiens permanents dans le privé	ND[10]	ND	ND	ND	ND	ND	ND	59	65	92
Nombre total de sages - femmes /maïeuticiens dans le public	38	40	64	60	36	ND	ND	172	181	287
Nombre d'infirmiers permanents dans le privé	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	161	175	282
Nombre total d'infirmiers	113	121	140	121	30	121	ND	328	352	515
Nombre d'accoucheuses brevetées	2	4	4	5	8	11	ND	12	16	41
Nombre d'AIS/ASC	61	61	71	76	77	61	ND	102	99	197
Nombre d'accoucheuses auxiliaires	110	110	127	132	137	136	ND	119	122	192
Nombre d'agents spécialisés en hygiène publique	2	2	3	3	3	3	3	4	4	4

Source : stat-bobo.org

1.5.2. Education

Dans l'accomplissement des fondements de la décentralisation, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) offre l'opportunité aux CT de promouvoir le développement à la base. Ainsi, la Commune de Bobo-Dioulasso a œuvré en intégrant dans les différentes politiques, des objectifs pour porter une amélioration dans plusieurs domaines d'action notamment celui de l'éducation. L'encrage de la décentralisation s'est poursuivi avec les transferts de onze (11) domaines de compétences conformément à la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004, (articles 85 à 105) prenant en compte le domaine de l'éducation.

Par le biais du RGPH 2019 et la monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso de décembre 2022 qui en résulte, des indicateurs comme l'alphabétisation, la scolarisation et le niveau d'instruction de la population ont été évalués dans ladite Commune dans l'objectif d'orienter les autorités locales sur les efforts à mettre en œuvre pour améliorer le niveau de l'éducation sur le ressort communal.

[10] ND : Non déterminé

1.5.2.1. Alphabétisation

Selon les critères de « savoir lire » et de « savoir écrire » qui ont été appliqués dans le cadre du RGPH 2019, le taux d'alphabétisation dans la Commune de Bobo-Dioulasso est estimé en moyenne à 52,1% qui représente la population moyenne ayant plus de 15 ans qui sait lire et écrire dans une langue quelconque. Dans les arrondissements, on enregistre une proportion d'hommes alphabétisés qui est supérieure à celle des femmes.

Tableau 7 : Taux d'alphabétisation (%) par arrondissement selon le groupe d'âge spécifique et le sexe

Arrondissement	Groupe d'âge											
	15-24			15-35			15-64			25 ans ou plus		
	M	F	Ens.	M	F	Ens.	M	F	Ens.	M	F	Ens.
Arrondissement 1	72,9	65,4	68,8	64,6	54,2	59,0	59,2	45,5	52,2	52,3	32,0	42,0
Arrondissement 2	69,4	57,1	62,4	59,5	47,7	53,1	54,1	41,2	47,5	45,9	29,0	37,8
Arrondissement 3	69,3	59,6	64,0	59,3	48,1	53,4	52,8	39,9	46,2	43,5	26,0	34,9
Arrondissement 4	76,7	65,9	70,6	67,5	55,0	60,7	60,6	47,4	53,7	51,7	34,1	42,9
Arrondissement 5	79,9	70,4	74,7	72,3	60,4	66,0	65,4	51,5	58,2	56,6	37,6	47,2
Arrondissement 6	80,5	67,7	73,3	70,7	57,7	63,7	64,4	49,7	56,8	55,7	36,7	46,4
Arrondissement 7	80,6	68,7	74,1	72,3	59,0	65,4	65,6	51,6	58,6	57,1	38,9	48,4
Total	**75,8**	**64,8**	**69,7**	**66,8**	**54,5**	**60,2**	**60,4**	**46,8**	**53,4**	**51,8**	**33,6**	**42,9**

Source : Monographie de Commune de Bobo-Dioulasso, décembre 2022

Dans la Commune de Bobo-Dioulasso, les plus fortes proportions d'alphabétisés se trouvent dans les arrondissements 5 et 7 (47,2% et 48,4%) où l'on a environ 3 personnes sur 4 de 15-24 ans qui sont alphabétisées.

1.5.2.2. Scolarisation

Selon le RGPH 2019, près d'un enfant sur trois est hors du système éducatif dans la Commune de Bobo-Dioulasso avec une proportion plus élevée de filles que de garçons respectivement de 33,3% et 29,0%. En somme, la fréquentation scolaire reste faible pour l'ensemble de la Commune de Bobo-Dioulasso (13,9% n'ont jamais été scolarisés et 17,4% ont été déscolarisés).

Tableau 8 : Répartition par statut scolaire de la population en âge de scolarisation obligatoire (6-16 ans) selon le sexe Statut scolaire

Statut scolaire	Masculin	Féminin	Ensemble
Jamais fréquenté	11,5	16,0	13,9
Déscolarisé	17,5	17,3	17,4
Scolarisé	71,0	66,7	68,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso, décembre 2022

Tableau 9 : Répartition (%) de la population en âge de scolarisation obligatoire (6-16 ans) par arrondissement selon le statut scolaire

Arrondissement	Statut scolaire			
	Jamais fréquenté	Déscolarisé	Scolarisé	Total
Arrondissement 1	11,6	14,0	74,3	100,0
Arrondissement 2	17,0	17,2	65,8	100,0
Arrondissement 3	15,9	12,6	71,4	100,0
Arrondissement 4	14,2	19,6	66,2	100,0
Arrondissement 5	11,1	13,2	75,7	100,0
Arrondissement 6	12,4	19,7	67,9	100,0
Arrondissement 7	12,6	22,6	64,8	100,0
Bobo-Dioulasso	**13,5**	**17,0**	**69,5**	**100,0**

Source : Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso, décembre 2022, actualisé par la DEESP 2023

Le critère du statut de résidence par arrondissement montre qu'au sein des arrondissements 1 et 5, environ trois enfants sur quatre sont scolarisés. Le niveau de déscolarisation est le plus élevé dans l'arrondissement 7 où plus d'un enfant sur cinq a été déscolarisé. Dans les arrondissements 2, 3 et 4, avec respectivement 17%, 15,9% et 14,2%, se retrouvent les proportions les plus élevées d'enfants n'ayant jamais fréquentés.

1.5.2.2.1. Préscolaire

Les Centres d'éveil et d'éducation préscolaire (CEEP) sont des maillons de l'éducation qui sont très peu pris en charge par la Commune. 158 CEEP dont 14 publics, 12 privés et 132 communautaires contribuent à l'amélioration de l'offre dans la Commune. Vu l'urbanisation galopante de la ville de Bobo-Dioulasso, une nouvelle vision doit être implémentée à la hauteur des défis futurs pour la prise en charge des enfants de moins de 6 ans.

1.5.2.2.2. Primaire

La partie primaire de l'éduction dans la Commune de Bobo-Dioulasso est animée par le public et accompagnée du dynamisme du secteur privé en termes de réalisation d'infrastructures scolaires. Ainsi sur les six dernières années scolaires (2015/2016 à 2020/2021), l'ensemble des acteurs ont contribué à faire évoluer le nombre d'école de 441 à 556 soit une moyenne de réalisation annuelle de 19 infrastructures scolaires.

Tableau 10 : Nombre d'écoles du primaire selon le statut (Public ou privé) de la Commune de Bobo-Dioulasso

Statut	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Public	159	162	168	172	176	181
Privé	282	298	322	351	366	375
Ensemble	**441**	**460**	**490**	**523**	**542**	**556**

Source : Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021

L'effectif des élèves de l'ensemble des acteurs sur la période scolaire allant de 2015/2016 à 2020/2021 se chiffre à 180 058 élèves avec pour le public 88 176 élèves et le privé 91 882 élèves.

Tableau 11 : Effectifs des élèves du primaire par statut d'établissement de la Commune de Bobo-Dioulasso

	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Public	80 343	83 079	87 207	87 136	87 562	88 176
Privé	61 662	67 298	72 524	79 297	86 062	91 882
Ensemble	142 005	150 377	159 731	166 433	173 624	180 058

Source : Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021

Tableau 12 : Répartition des écoles primaires publiques (EPP) par arrondissement en 2022/2023

Arrondissement	Nombre d'EPP	Effectifs		
		Nombre Garçons	Nombre Filles	Total
Arrondissement 1	19	6 026	6 651	12 673
Arrondissement 2	32	7 067	7 975	15 042
Arrondissement 3	33	4 658	4 600	9 258
Arrondissement 4	37	7 619	8 290	15 866
Arrondissement 5	31	7 553	8 225	15 778
Arrondissement 6	28	5 664	6 136	11 779
Arrondissement 7	24	5 026	5 415	10 441
Bobo-Dioulasso	**204**	**43 613**	**47 292**	**90 905**

Source : DPE 2022

En termes de difficultés, la Commune enregistre toujours des salles de classe sous paillotte qui montrent ainsi le besoin de réalisation d'écoles primaires. Selon la DREPPNF et la DREPS en avril 2023, le déficit s'est accentué avec les conséquences de l'insécurité avec un effectif de **32 216** Personnes Déplacées Internes (**PDI**) au 31 mars 2023 dont 7 561 Elèves Déplacés Internes (EDI) soit 4 293 au Primaire et 3 268 au Post-primaire et Secondaire sont pris en charge dans plusieurs domaines. Certains sont en attente de réintégration scolaire.

Tableau 13 : Situation des salles de classe sous paillotte[11] et celles en mauvais état de 2017 à 2022 dans la province du Houet

COMMUNE	2017-2018		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais
Bama		9		8		8	0	8	1	9
Bobo-Dioulasso	7	45	10	45	8	49	6	49	10	49

[11] Une classe sous paillote est une classe dont les élèves occupent un bâtiment d'emprunt.

COMMUNE	2017-2018		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais	Paillote	Mauvais
Dandé	-	2	-	3	-	1	0	1	2	1
Faramana	1	4	1	4	1	7	1	5	6	5
Fo	1	15	1	13	1	14	0	0	--	2
Karangasso-Sambla	-	2	-	1	-	1	0	1	-	1
Karangasso-vigué	3	11	1	9	1	11	3	12	4	2
Léna	1	11	1	7	7	11	5	11	8	11
Padéma	-	6	1	5	2	7	2	9	-	7
Péni	5	3	6	4	8	6	9	4	7	11
Satiri	20	21	6	12	4	14	3	16	3	
Toussiana	2	1	2	1	2	3	1	3	1	3
Total HOUET	**40**	**130**	**29**	**112**	**34**	**132**	**30**	**119**	**42**	**103**

Source : *DGESS/MENAPLN*

Enfin, il existe des cas d'espaces temporaires d'apprentissage[12] (ETA). Ils se chiffrent au nombre de 6 au primaire et 5 au post-primaire.

1.5.2.2.3. Post primaire et Secondaire

La Commune dispose de **214 établissements** publics et privés qui jouent concomitamment la prise en charge des élèves du post primaire et du secondaire.

Tableau 14 : Nombre d'établissements du post-primaire et du secondaire général de la Commune de Bobo-Dioulasso

Statut	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Public	24	25	29	34	35	41	45
Privé	85	96	120	160	168	186	169
Ensemble	**109**	**121**	**149**	**194**	**203**	**227**	**214**

Source : *Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021*

L'effectif sur la période scolaire 2020/2021 se chiffre à 74 669 élèves avec pour le public 20 011 élèves et 54 658 élèves pour le privé. Ces maillons de l'éducation sont pleinement dynamisés par le privé.

Tableau 15 : Effectifs des élèves du post-primaire de l'enseignement général selon le statut de l'établissement de la Commune

Communes	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Public	15 266	ND	16 652	22 663	16 764	20 011
Privé	39 380	ND	41 663	60 579	55 278	54 658
Ensemble	**54 646**	**ND**	**58 315**	**83 242**	**72 042**	**74 669**

Source : *Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021*

[12] Tentes-écoles.

Ce nouveau dynamisme du post primaire et la prise en charge des EDI ont créé un besoin en infrastructures scolaires que la Commune doit combler impérativement avec la programmation de construction d'infrastructures scolaires. Les effectifs enregistrés dans le secondaire sont de 26 993 élèves. Les acteurs du privé jouent un grand rôle avec 19 837 élèves inscrits sur le total soit 73,49%.

Tableau 16 : Effectifs des élèves du secondaire de l'enseignement général de la Commune

Statut	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Public	5 167	ND	6 011	6 011	6 477	7 156
Privé	10 830	ND	10 345	12 457	18 594	19 837
Ensemble	**15 997**	**ND**	**16 356**	**18 468**	**25 071**	**26 993**

Source : *Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021*

1.5.2.2.4. Enseignement Technique et Professionnel

Ce secteur est en plein essor dans la Commune mais son évolution actuelle en nombre d'établissements est relativement faible tant au public qu'au privé.

Tableau 17 : Nombre d'établissements de l'enseignement technique et Professionnel de la Commune de Bobo-Dioulasso

Statut	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Public	1	1	1	1	2	2
Privé	26	26	26	27	21	19
Ensemble	**27**	**27**	**27**	**28**	**23**	**21**

Source : *Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021, actualisé par la DEESP 2023*

Les effectifs des cycles courts, moyen et long pendant l'année scolaire 2020/2021 s'élevaient à 5 019 inscrits dans la Commune et démontrent un déficit dans le secteur.

Tableau 18 : Effectifs des élèves de l'enseignement technique et professionnel dans la Commune de Bobo-Dioulasso

Cycles	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Court	ND	ND	603	603	432	420
Moyen	ND	ND	1 123	1 088	1 703	1 966
Long	ND	ND	2 239	2 150	2 198	2 633
Total	**4 560**	**4 913**	**3 965**	**3 841**	**4 333**	**5 019**

Source : *Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021*

On enregistre dans l'enseignement technique et professionnel une parité par sexe en termes d'effectif dans les établissements.

Tableau 19 : Effectifs des élèves de l'enseignement technique et professionnel (public + privé) de la Commune de Bobo-Dioulasso

Sexe	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Garçons	2 131	2 902	2 232	2 153	2 515	2 856
Filles	2 429	2 011	1 733	1 688	1 818	2 163
Ensemble	**4 560**	**4 913**	**3 965**	**3 841**	**4 333**	**5 019**

Source : Annuaire statistique de la Région des Hauts-Bassins 2021

1.5.2.2.5. Supérieur

Dans le but d'améliorer l'accessibilité à l'offre éducative du supérieur, l'Université Nazi Boni qui est la seule université publique de la Commune de Bobo-Dioulasso a accru les Unités de Formation et de Recherche (UFR) et les capacités de logement des étudiants avec la construction de nouvelles infrastructures. Ce secteur est aussi animé par plusieurs universités, écoles supérieures et instituts privés. Par contre, le besoin d'absorption des nouveaux bacheliers de la Région reste toujours une préoccupation.
La Commune de Bobo-Dioulasso, du fait de sa position géographique par rapport à la capitale, reçoit un bon nombre d'étudiants des localités environnantes. De ce fait, elle mérite plus d'initiatives dans le domaine de l'enseignement supérieur pour augmenter sa capacité d'accueil.

1.5.2.2.6. Ecole ou institut de formation professionnelle

La Commune de Bobo-Dioulasso abrite un certain nombre de structures et centres de formation. Le tableau suivant indique les structures et centres de formation dans le secteur rural.

Tableau 20 : Situation des structures et centres de formation du secteur rural

N°	Dénomination	Localisation	Diplôme délivré
01	Centre de formation en entreprenariat agricole (CFEA/AFIDIR)	Secteur 25	Certificat de qualification professionnelle (CQP)
02	Institut polytechnique africain (IPA)	Secteur 17	Diplôme d'agent technique d'agriculture (DATA) Diplôme de technicien supérieur d'agriculture (DTSA)
03	Institut de formation en élevage et en santé animale (IFESA)	Secteur 10	Diplôme d'agent technique d'élevage (DATE) Diplôme de technicien supérieur d'élevage (DTSE)
04	Ecole privée de l'élevage et de la santé animale (EPESA)	Secteur 2	Diplôme d'agent technique d'élevage (DATE) Diplôme de technicien supérieur d'élevage (DTSE)
05	Ecole nationale de formation agricole (ENAFA) de Matourkou	Matourkou	Diplôme d'agent technique d'agriculture (DATA) Diplôme de technicien supérieur d'agriculture (DTSA) Diplôme d'ingénieur d'agriculture (IA)
06	CFPM	Bobo-Dioulasso	CAP agriculture et élevage CQP agriculture et élevage
07	Institut du développement rural (IDR) de l'Université Nazi Boni de Bobo-	Nasso	Ingénieur de développement rural

N°	Dénomination	Localisation	Diplôme délivré
	Dioulasso		DEA en gestion des ressources naturelles Doctorat unique en développement rural
08	Ecole nationale des eaux et forêts (ENEF)	Dindéresso	Préposé, Assistant & Contrôleur des eaux et forêts Technicien supérieur de l'environnement Inspecteurs des eaux et forêts

Source : *CR-HBS, Janvier 2018*

1.5.2.3. Niveau d'instruction de la population

Selon la monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso de décembre 2022 élaborée sur la base du RGPH 2019, sur une population âgée de plus de 6 ans, la ville enregistre 36,6 % de personnes n'ayant aucun niveau, 30,6% du niveau primaire, 19,0% du post primaire, 9,0% du secondaire et 4,8% du supérieur.

Les différents taux enregistrés dans l'enquête sur le niveau d'instruction démontrent l'engrenage qui existe dans le domaine de l'éducation et recommande une vision globale en termes d'amélioration de l'offre éducative.

1.5.3. Eau et Assainissement

1.5.3.1. Distribution d'eau potable dans la Commune

1.5.3.1.1. Production d'eau potable

La Commune de Bobo-Dioulasso est localisée dans une zone hydrologique comprenant les bassins versants de plusieurs cours d'eau (Kou, Mouhoun, Niamé, Comoé), qui concentre 60% des ressources en eau douce du pays, soit 82 milliards de mètres cubes. Seul 0,2% de ces ressources sont actuellement mobilisées, ce qui permet d'écarter a priori l'hypothèse du stress hydrique. Trois (03) sites d'extraction sont actuellement en service, situés à Nasso, à environ 18 km de Bobo-Dioulasso, sous la forme d'une source donnant 1 100 m³/heure et de sept (07) forages produisant en moyenne chacun 250 m³/heure en 2021. La station de potabilisation, située sur les lieux d'extraction a une capacité de production de 58 000 m³/jour, pendant que la production réelle journalière oscille entre 52 000 et 55 000 m³/jour, soit environ 95% des capacités. La « bonne qualité » des eaux extraites permet de limiter les traitements, qui sont de trois ordres : aération en vue d'éliminer les excès de gaz carbonique contenus dans l'eau, neutralisation qui corrige le pH acide des eaux puisées et chloration en vue de désinfecter l'eau.

Le tableau ci-après indique l'évolution du volume de production d'eau en m³/an.

Tableau 21 : Evolution du volume d'épuration sur la production d'eau en m³/an

Année	Volume d'épuration	Production d'eau
2012	ND	12 687 813

Année	Volume d'épuration	Production d'eau
2013	418 924	13 191 807
2014	518 368	14 595 842
2015	539 766	15 484 045
2016	676 538	16 550 806
2017	632 975	17 552 798
2018	725 994	18 223 515
2019	969 454	18 798 827
2020	949 882	19 065 988
2021	1 181 186	19 262 653

Source : *Données de l'ONEA, stat-bobo.org*

De 2012 à 2021, le volume de production d'eau est resté croissant et est passé de 12 687 813 m^3 à 19 262 653 m^3 selon des données de l'ONEA. Les eaux sont stockées dans deux (02) réservoirs, l'un à Bama (4 000 m^3) et l'autre à Bolomakoté (3 000 m^3), pour ensuite être refoulées jusque dans les six (6) châteaux d'eau[13] de stockage que compte la ville de Bobo-Dioulasso. La disponibilité par habitant et par jour était de 19,09 litres en 2019 selon les statistiques de l'ONEA.

1.5.3.1.2. Réseau d'eau potable

Le réseau de la ville date de 1945, les plus vieilles canalisations sont en fonte mais beaucoup ont déjà été remplacées. En 2021, l'ensemble des canalisations installées représente 1 314 km.

En 2021, on dénombre 87 565[14] abonnés dont 75 472 abonnés actifs dans la ville de Bobo-Dioulasso. Le coût du branchement (30 500 F CFA pour les extensions à faible distance), reste encore élevé.

1.5.3.1.3. Bornes-fontaines

En 2021, Il existait 448 bornes-fontaines dans la ville de Bobo-Dioulasso. Toutes sont alimentées par le réseau ONEA. Leur exploitation est encadrée par un contrat de gérance entre le gérant, qui peut être une personne morale et l'ONEA.
Le tableau 22 présente le nombre de bornes fontaines en milieu urbaine et dans les 36 villages rattachés. Ce nombre passe de 375 à 448 en milieu urbain et de 25 à 65 en milieu rural.

[13] Château d'eau dont Sarfalao-Basse, Sarfalao-Haut, Kua, Lafiabougou, Belle-Ville, Bobo 2010
[14] Cf Tableau 20

Tableau 22 : Nombre de bornes fontaines

Année	Nombre de bornes fontaines en milieu urbain	Nombre de bornes fontaines dans les 36 villages rattachés	Total
2012	375	25	400
2013	388	25	413
2014	401	25	426
2015	409	26	435
2016	412	30	442
2017	416	44	458
2018	419	51	470
2019	429	51	480
2020	435	54	494
2021	448	65	513

Source : *Données de l'ONEA*

1.5.3.1.4. Approvisionnement aux puits

En milieu rural, les villages bénéficient de nombreux partenaires (associations, ONG, coopérations décentralisées, organismes, etc.), des projets et programmes ainsi que des privées pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques.

L'inventaire des ouvrages réalisés grâce aux enquêtes et la base de données INO (Inventaire national des ouvrages) d'approvisionnement en eau potable indique que les villages des arrondissements disposent en général de forages et de puits modernes. L'eau de ces forages et de ces puits modernes est destinée à l'approvisionnement en eau potable des populations au niveau des quartiers. Elle sert non seulement à la consommation domestique, mais aussi à d'autres usages comme l'abreuvement des animaux, le maraichage et les travaux de chantier[15].

Le tableau suivant présente la situation des Points d'eau modernes (**PEM**) dans les 36 villages rattachés.

Tableau 23 : Situation des PEM

Types de PEM	Arrdt 1[16]	Arrdt 2	Arrdt 3	Arrdt 4	Arrdt 5	Arrdt 6	Arrdt 7	Total
Forages communautaires	-	16	17	68	21	39	17	178
Forages dans les lieux publics	-	14	9	18	10	14	5	70
Puits GD	-	1	-	-	-	-	-	1
PEA	-	2	1	-	-	2	-	5
AEPS	-	-	1	4	-	2	1	8

[15] Plan communal de développement sectoriel Approvisionnement en eau potable et assainissement (PCD-AEPA) des arrondissements 2 à 7 de la Commune de Bobo-Dioulasso – AGETEER - février 2013

[16] L'arrondissement n'a pas de villages rattachés

Types de PEM	Arrdt 1[16]	Arrdt 2	Arrdt 3	Arrdt 4	Arrdt 5	Arrdt 6	Arrdt 7	Total
Mini AEPS	-	-	1	-	-	-	-	1
Puits modernes	-	27	9	29	24	13	12	114

Source : *PCD sectoriel approvisionnement en eau potable et assainissement (PCD-AEPA 2013).*

La situation de l'approvisionnement en eau est aussi préoccupante tant en ville qu'en campagne. Dans les villages, le taux de desserte[17] en eau potable reste insuffisant bien que la politique de l'hydraulique villageoise a pour objectif de fournir un point d'eau pour 500 habitants à une distance de portance de 500 m maximum. Pour les forages équipés de Pompe à motricité humaine (PMH), il s'agit d'un forage pour 300 habitants situés dans un rayon de 1 km. Cela est dû aux nombreuses pannes des forages en place et à la mauvaise répartition de ces forages.

Selon les données recueillies au niveau de la DREA et de l'ONEA en 2021, le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural évolue en dent de scie, oscillant entre 74,1% en 2012 à 76,1% en 2021. Il est estimé à 93% en milieu urbain.

Tableau 24 : Indicateurs liés à l'eau en milieu urbain

Année	Nombre total d'abonnés annuels	Nombre d'abonnés actifs	Longueur du réseau(km)	Taux d'accès à l'eau potable
2012	40 266	33 848	796	ND
2013	44 130	37 961	963	ND
2014	48 783	42 246	1 086	ND
2015	54 366	47 520	1 130	ND
2016	58 407	51 806	1 176	ND
2017	63 676	56 541	1 189	94%
2018	67 175	59 728	1 203	96%
2019	71 283	63 326	1 243	88%
2020	76 042	70 448	1 272	95%
2021	83 783	75 472	1 314	93%

Source : Données DREA - ONEA

Selon l'OMS, le taux d'accès à l'eau est un indicateur représentant la part de la population disposant d'un accès raisonnable à une quantité adéquate d'eau potable (20 litres d'eau potable/habitant/jour).

1.5.3.2. Assainissement

1.5.3.2.1. Pré-collecte et collecte des déchets ménagers

Dans le cadre de la mise œuvre de la politique de la Commune dans le domaine de la protection de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles, la

[17] Rapport entre la population ayant effectivement accès à l'eau potable et la population des localités desservies

réalisation des activités avec la contribution d'autres partenaires a donné les résultats suivants en 2022 :

- travaux de collecte quotidienne des ordures et l'évacuation des produits de balayage de la brigade verte ont permis d'évacuer 6 700 m3 de déchets solides vers les décharges municipales ;
- travaux d'élimination de 9 000 m3 de dépôts sauvages d'ordures ménagères existants ;
- appui aux travaux d'incinération et d'élimination finale de 103 tonnes de déchets au Centre d'enfouissement technique (CET) de déchets biomédicaux, de produits alimentaires avariés et de drogue saisie.

Il existe actuellement trois décharges publiques, situées dans des anciennes carrières aux sorties de la ville. Elles se trouvent sur les routes de Nasso (secteur 21), Faramana (secteur 11) et Kua (secteur 17). Ces décharges n'ont pas été aménagées pour recevoir les déchets de la ville. Elles seront prochainement fermées dès que le CET sera fonctionnel.

1.5.3.2.2. Evacuation des eaux usées et excréta domestiques et collectifs : assainissement autonome

Selon les données par arrondissement, il ressort une utilisation majoritaire de la rue ou de la nature comme principal mode d'évacuation des eaux usées, surtout dans l'arrondissement n°2 (71,2%), l'arrondissement n°4 (73,7%) et dans l'arrondissement n°6 (66,7%) où le niveau d'évacuation par cette source est plus élevé que celui de l'ensemble de la Commune (**tableau 25**).

L'utilisation des caniveaux comme principales sources d'évacuation des eaux usées est très repandue dans l'arrondissement n°1. La part des ménages qui évacuent les eaux usées par cette source principalement dans ce dernier arrondissement (19,2%), est quatre fois supérieure à celle observée dans la Commune de Bobo-Dioulasso.

Tableau 25 : Répartition des unités d'habitation par mode d'évacuation des eaux usées selon l'arrondissement

Mode d'évacuation	Arrdt 1	Arrdt 2	Arrdt 3	Arrdt 4	Arrdt 5	Arrdt 6	Arrdt 7	Total
Cour	10,2	9,2	11,7	10,7	12,1	11,9	12,6	11,2
Rue/Nature	**59,3**	**71,2**	**63,8**	**73,7**	**64,9**	**66,7**	**56,9**	**65,8**
Puisards	2,9	4,3	4,6	3,1	2,9	3,8	3,6	3,6
Caniveau	19,2	2,7	4,7	3,0	3,1	4,7	4,5	4,8
Fosse septique	6,3	10,3	13,6	7,1	15,1	7,9	15,1	11,2
Autres	2,2	2,3	1,7	2,3	1,7	5,0	7,3	3,3

Mode d'évacuation	Arrdt 1	Arrdt 2	Arrdt 3	Arrdt 4	Arrdt 5	Arrdt 6	Arrdt 7	Total
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : RGPH 2019 - Monographie de la Commune de Bobo Dioulasso.

1.5.3.2.3. Assainissement collectif

La construction d'un réseau moderne d'assainissement est apparue comme une nécessité devant les risques écologiques que faisaient peser la zone industrielle et les autres sources majeures de pollution (grand marché...) sur les nappes souterraines de Bobo-Dioulasso. Plus de 1000 m^3 d'eaux usées chargées d'huiles et de métaux lourds sont ainsi déversées chaque jour dans l'environnement. Le caniveau utilisé par les industries du secteur 19 pour rejeter leurs eaux usées traverse les secteurs 9, 21, et 22 avec d'importants risques pour la santé des habitants vivant à proximité. Enfin, une volonté de récupérer les eaux sacrées du marigot Houet a été mise en avant par les autorités traditionnelles et politiques, conduisant à envisager d'autres modes d'évacuation pour les eaux usées des administrations et grands établissements du centre-ville qui jusque-là se déversaient dans le marigot.

1.5.3.2.4. Evacuation des eaux pluviales : Assainissement pluvial

Les réseaux de drainage des eaux pluviales de la ville sont souvent obstrués lorsque les gens jettent des ordures dans les caniveaux à ciel ouvert. Cela empêche une évacuation adéquate, entraine un risque d'inondation et un risque sanitaire. Pour y apporter des solutions, des actions visant à curer les caniveaux, les canaux et les exutoires de drainage des eaux pluviales dans les parties les plus encombrées de la ville sont annuellement organisées. Les zones prioritaires sont : les secteurs 1 (centre-ville), 9, 11, 17 (Sarfalao), 20, 21, 22, 23 et 29.

Selon le PAAEDC horizon 2030, les actions de réhabilitation et développement d'au moins 55 000 mètres linéaires d'infrastructures d'évacuation des eaux pluviales à travers le curage des caniveaux, des canaux et des exutoires de drainage des eaux pluviales pour le secteur de l'eau potable et de l'assainissement sont planifiées dans la perspective d'améliorer le secteur.

1.5.3.3. Accès à l'énergie à Bobo-Dioulasso

L'accès à l'énergie à Bobo-Dioulasso se compose de l'accès à l'électricité et l'accès au mode de cuisson propre.

1.5.3.3.1. Accès à l'électricité à Bobo-Dioulasso

L'électricité à Bobo-Dioulasso est principalement fournie par la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL). Les autres sources sont les groupes électrogènes,

les kits solaires domestiques et les panneaux solaires photovoltaïques (PV). L'enquête auprès des ménages a donné les résultats suivants :

Tableau 26 : Indicateurs liés à l'accès à l'électricité pour Bobo-Dioulasso

1	Pourcentage de la population ou des ménages ayant accès à l'électricité (du réseau/hors réseau)	64 % (réseau) 3,7 % (hors réseau)
2	Nombre d'heures par jour d'électricité disponible [en h/jour]	23,6 heures
3	Nombre moyen de coupures de courant par jour [en nbre/jour]	0,02
4	Nombre de jours sans électricité par an [en nbre/année]	6,3 jours
5	Pourcentage d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable	12,5 %
6	Nombre de mini-réseaux et de systèmes autonomes [en nbre]	0
7	Lois et règlements en vigueur pour les mini-réseaux/systèmes autonomes [+/-]	Oui
8	Pourcentage de la population en mesure de payer ou disposée à payer pour l'électricité	87 %
9	Pourcentage dépensé pour l'électricité dans les bâtiments communaux [en %]	1,18 %
10	Incitations financières et réglementaires pour les énergies renouvelables en vigueur [+/-]	Oui

Source : *PAEEDC Bobo-Dioulasso, horizon 2030*

1.5.3.3.2. Accès au mode de cuisson propre à Bobo-Dioulasso

Les options traditionnelles de cuisson utilisées à Bobo-Dioulasso, comprennent le bois de chauffage, le charbon de bois et les foyers en terre à trois pierres. Les options de cuisson propre identifiées au cours de l'enquête sur les ménages en 2020 comprennent l'électricité, le Gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les foyers à bois améliorés ; le kérosène (huile/paraffine) fait également partie des autres combustibles. L'enquête a révélé que 85,58 % de la population dépend de l'utilisation traditionnelle de la biomasse

Tableau 27 : Indicateurs liés à l'accès au mode de cuisson propre pour Bobo-Dioulasso

1	Pourcentage de la population/des ménages ayant accès à un mode de cuisson propre [en %]	72,44 %
2	Pourcentage de la population/des ménages dépendant traditionnellement de la biomasse pour cuisiner [en %]	85,58 %
3	Pourcentage de la population/des ménages dépendant du GPL ou d'autres sources pour cuisiner [en %]	66,42 %
4	Disponibilité des ressources : durée et distance à parcourir pour la collecte du bois de chauffage [en h et en km]	73 % (moins de 1 km)
5	Nombre de foyers de cuisson améliorés [en nbre]	37,124

6	Production durable (charbon de bois, biomasse) [O/N]	N
7	Connaissance par les répondants des programmes de sensibilisation et/ou d'éducation en vigueur [O/N]	5,4 %
8	Incitations financières et réglementaires ou mécanismes de subvention en vigueur [O/N]	N
9	Pourcentage de la population en mesure de payer (ou disposée à le faire) pour la transition vers la cuisson propre [en %]	24 %

***Source** : PAEEDC Bobo-Dioulasso, horizon 2030*

1.6. ACTIVITES ECONOMIQUES

1.6.1. Secteur Primaire

Dans la Commune de Bobo-Dioulasso, le secteur primaire est dominé par l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation des ressources forestières

1.6.1.1. L'agriculture

Elle demeure l'activité la plus importante de la Commune au regard des potentialités dont elle regorge. En effet, la bonne répartition des pluies et des sols favorisent cette activité. Elle occupe près de 85 % de la population, absorbe 63,3% des actifs occupés (INSD, 2022), contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et fournit environ 45% des revenus des ménages agricoles (SP/CPSA, 2018). Elle est de type traditionnel, itinérant, extensif et faiblement mécanisée. Les activités agricoles sont assurées essentiellement par les exploitations familiales. Toutefois, il convient de noter l'émergence de l'agro-business dont les productions sont pour l'essentiel destinées au marché. Le secteur connait cependant des contraintes liées entre autres au faible niveau d'équipement ou de mécanisation, à l'insuffisance du suivi appui conseil, aux aléas climatiques et à la pauvreté des sols, aux fortes pressions des ennemis des cultures, à la faible maitrise de l'eau, à la cherté des intrants agricoles, aux mauvaises pratiques agricoles et aux techniques culturales toujours traditionnelles.

L'agriculture joue un rôle important dans la Commune. Elle contribue à la couverture alimentaire des populations et procure également des revenus aux producteurs. Les principales spéculations sont :

- les cultures vivrières dont les céréales (sorgho, mil, maïs, riz, fonio), les légumineuses (niébé, voandzou), les tubercules (igname, patate, manioc, taro) ;
- les cultures maraîchères (tomate, choux, oignons, aubergine...) ;
- les cultures de rente (coton, arachide, sésame, soja, tabac, souchet, anacarde...) ;
- les cultures fruitières (mangues, agrumes, ...).

La commercialisation des produits agricoles est très importante et Bobo-Dioulasso est un des grands marchés de céréales. Les productions céréalières telles que le mil, le maïs contribuent non seulement à absorber le déficit céréalier dans certaines zones, mais sont aussi exportées en destination des pays voisins tels que le Mali, le Niger et la Côte-d'Ivoire. (Source PCD AEPA, 2013).

Tableau 28 : Répartition de la production céréalière de la Commune de Bobo-Dioulasso

Années	Spéculations																	
	Mil			Sorgho blanc			Sorgho rouge			Maïs			Riz pluvial			Fonio		
	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)
2018	1 205	1,4	1 687	1 092	1,14	1 244,88	2 585	1,2	3 102	9 561	2,128	20 345,808	121	4	484	90	1	90
2019	1 123	0,932	1 046,636	3 150	1,14	4 410	2 200	1,3	2 860	18 020	2,128	38 346,56	250	4,392	1 098	350	0,935	327,25
2020	1 106	0,932	1 031	1 435	1,14	1 635,9	1 707	1,3	2 219,1	13 450	2,128	28 621,6	459	4,392	2 015,928	-	0,935	-
2021	585	0,932	545,22	722	1,14	823,08	960	1,3	1 248	4 355	2,128	9 267,44	484	4,392	2 125,728	3	0,935	2,805
2022	766	0,932	713,912	853	1,14	972,42	1 182	1,3	1 536,6	4 491	2,128	9 556,84	330	4,392	1 449,36	2	0,935	1,87

Source : *DPARAH, année 2022*

N.B : S = Superficie (ha) ; R = Rendement (t/ha) et P = Production (t).

Tableau 29 : Répartition (en tonnes) du niébé, du voandzou et des tubercules dans la Commune de Bobo-Dioulasso

Années	Spéculations														
	Niébé			Voandzou			Igname			Manioc			Patate		
	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)
2018	5 099	1	5 099	317	1	317	4	15	60	ND	ND	ND	21	10	210
2019	850	0,6	510	60	1,07	64,2	0,3	9	2,7	ND	ND	ND	5	15	75
2020	1495	0,6	897	300	1,07	321	3	9	27	ND	ND	ND	27	15	405
2021	841	0,6	504,6	399	1,07	426,93	0	9	0	ND	ND	ND	105	15	1575
2022	1086	0,6	651,6	453	1,07	484,71	0	9	0	ND	ND	ND	225	15	3375

Source : *DPARAH, année 2022*

Le manioc est produit dans la commune surtout à Panamasso et Dafiguisso.

Tableau 30 : Répartition (en tonnes) des cultures de rentes de la Commune de Bobo-Dioulasso

Années	Spéculations											
	Coton			Sésame			Arachide			Soja		
	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)
2018	2 943	2	5 886	1 412	1	1 412	1 506	1	1 506	245	1	245
2019	5 700	1,1	6 270	1 295	0,597	773,115	2 087	1,2	2 504,4	43	1,1	47,3
2020	4 220	1,1	4 642	100	0,597	59,7	1 855	1,2	2 226	58	1,1	63,8
2021	2 245	0,8	1 796	257	0,597	153,429	1 155	1,2	1 386	108	1,1	118,8
2022	1 360	0,8	1 088	135	0,597	80,595	1 183	1,2	1 419,6	110	1,1	121

Source : *DPARAH, année 2022*

Tableau 31 : Répartition (en tonnes) de la production maraichère dans la Commune de Bobo-Dioulasso

Années	Spéculations																							
	Tomate			Oignon			Chou			Laitue			Aubergine Importée			Poivron			Gombo			Piment		
	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)	S (ha)	R (t/ha)	P (t)
2020	320	20	6400	40	15	600	2000	23	46000	350	24	8400	44,5	2	89	400	8	3200	180	7	1260	20	8	160
2021	114,25	20	2285	11,5	15	172,5	114,75	23	2639,25	26,5	24	636	53,5	2	107	61	8	488	28	7	196	9,75	8	78
2022	14	17	238	31	15	465	117,5	23	2 702,5	40	24	960	29,5	2	59	48,5	8	388	31,5	7	220,5	23,25	8	1

Source : *DPARAH, année 2022*

1.6.1.2. L'élevage

L'élevage est l'une des principales activités agrosylvopastorales de la Commune de Bobo-Dioulasso. Il est marqué par l'existence d'un cheptel diversifié et numériquement important. En effet, la Commune comptabilise plusieurs milliers de têtes de volailles, de bovins, de caprins, ovins, etc. Il est à noter que Bobo-Dioulasso est une zone d'accueil caractérisée par la relative abondance du pâturage et une zone de transit du bétail à destination de la Côte-d'Ivoire et des autres pays de la sous-région. L'élevage est de type traditionnel caractérisé par la divagation des animaux à la recherche du pâturage. L'essentiel de cette pratique concerne les bovins, les ovins, les caprins, les porcins et la volaille. On rencontre dans la Commune trois (03) types d'élevage :

- l'élevage extensif sédentaire concerne surtout les bovins, les petits ruminants, tous les animaux de trait et la volaille. Il est le plus pratiqué ;
- l'élevage transhumant qui concerne surtout les grands troupeaux de bovins et de petits ruminants. Ce type d'élevage est pratiqué par les Peulhs qui se sédentarisent de plus en plus autour des villages ;
- l'embouche qui consiste à stabiliser les animaux en un endroit où ils reçoivent une alimentation rationalisée et un suivi sanitaire rapproché. Les produits sont destinés au marché.

Les ovins, les caprins et les volailles possèdent le taux de croissance le plus élevé (3%) ; viennent ensuite les bovins, les asins et les porcins avec un taux de croissance de 2% et enfin une faible croissance des équins (1%). (Source PCD AEPA, 2013).

Tableau 32 : Répartition des effectifs du cheptel et des volailles dans la Commune de Bobo-Dioulasso.

Année	Effectifs			
	Volailles	Caprins	Ovins	Bovins
2019	817 509	43 734	76 719	72 257
2020	827 319	43 913	77 701	73 738
2021	837 247	44 093	78 696	75 250
2022	847 994	44 274	79 703	76 792

Source : DPARAH année 2022

Le tableau ci-dessous nous donne la situation des animaux vaccinés au cours des quatre dernières années.

Tableau 33 : Répartition des cheptels vaccinés dans la Commune de Bobo-Dioulasso

Année	Effectifs		
	Caprins	Ovins	Bovins
2019	8 167	6 034	2 649
2020	14 035	10 112	4 007
2021	23 137	9 573	3 596
2022	14 691	9 559	4 074

***Source :** DPARAH année 2022*

Le tableau ci-dessous montre la situation des cheptels abattus au cours des quatre dernières années.

Tableau 34 : Situation des abattages dans la Commune de Bobo-Dioulasso

Année	Effectifs		
	Caprins	Ovins	Bovins
2019	8 167	6 034	2 649
2020	14 035	10 112	4 007
2021	23 137	9 573	3 596
2022	14 691	9 559	4 074

Source : *DPARAH année 2022*

1.6.1.3. La pêche

Ce secteur est à une étape embryonnaire mais pourrait trouver son épanouissement avec les entreprises porteuses de projet de pisciculture.

1.6.2. Secteur secondaire

1.6.2.1 L'industrie

L'industrie de Bobo-Dioulasso est essentiellement composée d'un secteur moderne (largement dominant : 27 milliards de valeur ajoutée en 1997) et un secteur informel assez faible (3,1 milliards).

D'autre part, le secteur industriel est caractérisé par un double phénomène :

- Il fonctionne en dessous de sa capacité productive (taux d'utilisation d'environ 50%, selon des chiffres de l'UEMOA en 1999).
- Sa contribution à l'économie locale est très faible : il y a peu de sous-traitance des grandes entreprises à d'autres unités locales et la consommation intermédiaire est en majorité importée de l'extérieur (72% pour les grandes entreprises, 19% pour les PMI et 6% pour le secteur informel).

En outre, près de 2/3 de l'excédent brut d'exploitation sont rapatriés hors du pays. Ce qui signifie que la part de réinvestissement est très faible. Au total, l'industrie locale n'est pas suffisamment intégrée et utilise en grande partie des biens et services importés de l'extérieur ; par conséquent, les retombées locales restent très faibles.

La Commune de Bobo-Dioulasso regorge de potentialités et d'atouts à savoir des ressources naturelles très importantes (produits agricoles, produits de l'élevage, eau) ; un marché local en croissance, un marché national et sous-régional important ; des

institutions locales ; la fourniture en électricité grâce à l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire.

1.6.2.2 les Bâtiments et les Travaux Publics (BTP)

Les activités du BTP contribuent au produit intérieur brute local et à une faible portion contrairement à l'industrie manufacturée qui demeure le maillon fort dans le secteur secondaire. Le secteur de la construction et du bâtiment est extrêmement large. Il va des entreprises spécialistes en traitement des matières premières comme l'aluminium ou le ciment, aux artisans comme les serruriers, menuisiers et plombiers[18].

1.6.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire emploie 25,1% des actifs occupés et contribue pour 38,47% à la formation du PIB dans la région. Les principales branches d'activités sont : les services marchands de commerce de transport et télécommunication, les banques et assurances, le secteur informel, la jeunesse et l'emploi, l'hôtellerie ainsi que les services non marchands de l'administration publique et des Institutions sans but lucratif.

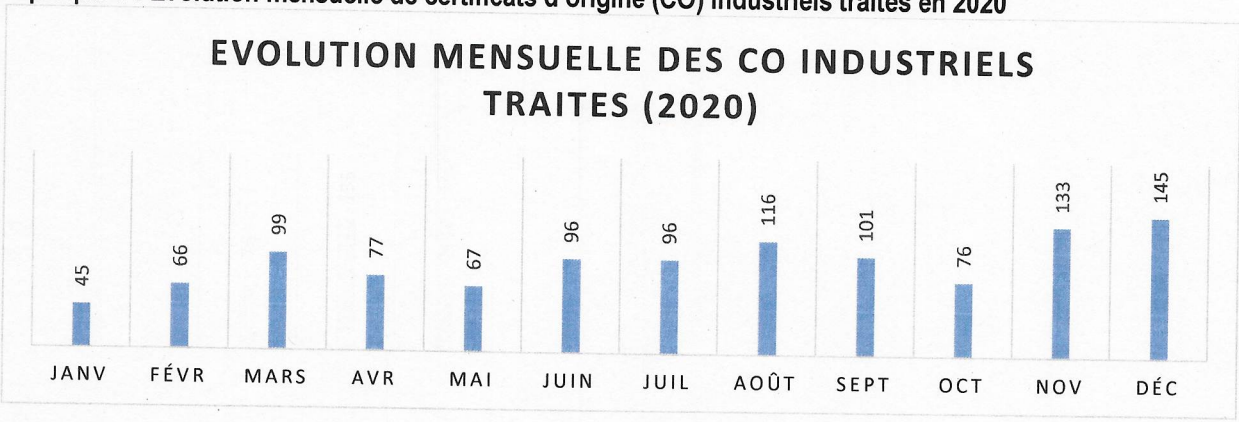
1.6.3.1 Le commerce

Le secteur commercial des villages et des arrondissements est dominé par des activités d'échanges avec son hinterland et surtout avec les différents marchés de la ville de Bobo-Dioulasso. Parmi les produits échangés, il y a les céréales, les fruits, les légumes, les produits de l'apiculture, de l'arboriculture et les animaux.

Les exportations à partir de Bobo-Dioulasso sont importantes et concernent principalement les balles, les fils, des tourteaux et l'huile de coton, des jus de fruits, du ciment des chambres à air, etc. Le graphique suivant indique l'évolution mensuelle de certificats d'origine (CO) industriels traités en 2020.

[18] Cf. Annuaire Africain des entreprises du Burkina Faso (https://www.goafricaonline.com/bf/annuaire/entreprises-batiment-construction)

Graphique 1 : Evolution mensuelle de certificats d'origine (CO) industriels traités en 2020



Source : *Direction Régionale en charge du Commerce des Hauts-Bassins, Décembre 2020*

1.6.3.2 Le transport et la circulation

La ville de Bobo-Dioulasso, de par sa position géographique, a une fonction première de plaque tournante des transports nationaux et internationaux. La gare ferroviaire et la gare routière sont au centre du tissu urbain. A la profession des transporteurs s'ajoutent celles des auxiliaires de transport tel le transit et le stockage. L'ensemble de ces activités a structuré la ville.

Cette position s'est beaucoup écornée ces dernières années avec la mise à concurrence des corridors reliant Ouagadougou aux ports de Cotonou, Lomé et Téma. Bobo-Dioulasso reste tout de même une ville de transit.

- **La gare et le transport ferroviaire**

Depuis 1994, la SITARAIL qui a en charge la gestion du chemin de fer, a mis l'accent sur le transport de marchandises au détriment de celui des personnes qui ne se fait plus qu'au rythme de trois rotations hebdomadaires. Depuis la crise ivoirienne (2002-2011), le trafic ferroviaire connaît de nombreuses difficultés qui ont mis les activités de SITARAIL en veilleuse.

L'activité de la gare ferroviaire est déséquilibrée dans la mesure où la réception des produits importés représente environ deux tiers (2/3) du trafic, l'expédition ne comptant que pour le tiers (1/3) restant.

- **L'aéroport et le transport aérien**

Le transport aérien s'est amélioré avec la réfection de l'aéroport de Bobo, mais le trafic essentiellement régional est assuré par les compagnies « **AIR BURKINA** » et « **LIZ AVIATION** ». Le trafic de marchandises est marginal dans la région par voie aérienne. Il représente à peine 0,02% du total des importations sur la période 1997 à 2000 à l'aéroport de Bobo-Dioulasso. En revanche, le trafic-voyageurs connaît un regain de

dynamisme depuis 1997, avec un accroissement moyen des embarquements et débarquements de 2% par an.

- **Le transport routier**

Il regroupe plus de 500[19] entreprises de transport de marchandises et de voyageurs. Le secteur des transporteurs s'est équipé de camions de grande capacité à cause d'une mesure de détaxe qui devrait permettre la fluidité de l'aide alimentaire.

Les gros camions porteurs sont sous utilisés et se sont déportés vers l'axe Bobo-Abidjan, et cela avant la crise ivoirienne de 2003 et occasionnellement vers l'axe Lomé-Ouagadougou. Le volume du fret n'étant plus suffisant, le renouvellement du parc était difficile à assurer.

Le marché intérieur étant étroit (les quantités à transporter étaient faibles et les infrastructures insuffisantes), l'utilisation de camions lourds n'était pas judicieuse.

Les dernières années, le transport des passagers a connu un essor considérable, dû au déclin du chemin de fer. Des autocars sont mis en service entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Mali. On enregistre plus de trente-cinq (35) compagnies de transport dans la ville de Bobo-Dioulasso correspondant à 20% de l'offre de transport de voyageurs et 18% de l'offre de transport de marchandises au niveau national. (Source ???)

Le marché est segmenté et on distingue d'une part les transports informels à courte distance, s'adressant à une clientèle modeste, assurant le transfert mixte des passagers et des marchandises par des véhicules de petites capacités (taxi-brousse) et d'autre part les transports à longue distance assurés par des autocars modernes (climatisé) gérés par des sociétés.

La Commune dispose d'une seule gare routière communale qui n'est pas adaptée à l'évolution du secteur et en particulier n'offre pas les services attendus par la clientèle des autocars. Pour se démarquer des transporteurs informels, les sociétés ont chacune une gare.

Jadis carrefour économique et commercial de la sous-région, la ville a perdu cette vocation et se retrouve dans une situation d'isolement de fait.

Les contraintes majeures de ce secteur sont diverses :

- l'apparition de nouveaux corridors ;
- le ralentissement généralisé des activités de production et de commercialisation ;

[19] D'après les estimations les données des syndicats des transporteurs de la Commune de Bobo-Dioulasso.

- le mauvais état des routes ;
- la perte de la fonction de ville ferroviaire ;
- l'insuffisance de la desserte aérienne ;
- l'insuffisance de gares routières appropriées et de fret ;
- insuffisance de structuration des acteurs du secteur.

Avec le projet de gare de fret, il y aura alors une concentration des services attachés à l'activité de transport. La CCI-B maître d'œuvre du projet y voit l'amélioration de productivité permettant aux transporteurs Burkinabé de faire face à la concurrence internationale.

1.6.3.3. L'artisanat et le secteur informel

L'artisanat regroupe huit (08) branches d'activités (Agroalimentaire, alimentation, restauration (1), Mines et carrières, construction bâtiment(2), Métaux, et constructions métalliques, mécanique, électromécanique, électronique, électricité et petites activités de transports(3), Bois et assimilés, mobilier et ameublement (4), Textile, habillement, cuirs et peaux (5), Audiovisuel communication(6), Hygiène et soins corporels(7) et enfin Artisanat d'art et décoration(8). La synthèse des atouts et contraintes du sous-secteur de l'artisanat est présentée dans le tableau qui suit.

Tableau 35 : Tableau des atouts et contraintes du sous-secteur de l'artisanat

Atouts	Contraintes
- Potentiel diversifié des artisans ; - existence d'un patrimoine culturel et immatériel inestimable et riche ; - existence d'une stratégie régionale de développement de l'artisanat ; - présence d'un réseau d'acteurs dynamiques et entreprenants ; - région carrefour au Burkina Faso ; - attrait de Bobo-Dioulasso ; - existence d'une structure des artisans sur le plan régional ; - existence d'une collaboration entre les communes de la région et la Chambre des métiers et les services déconcentrés de l'Etat en charge du commerce, de l'industrie et de l'artisanat ;	- Analphabétisme d'une frange importante des acteurs ; - artisanat de subsistance ; - inexistence de données précises sur l'artisanat dans la commune ; - non autonomisation de la Chambre des Métiers de l'Artisanat des Hauts des Bassins ; - insuffisance de ressources financières ; - ignorance de l'utilité de la CMA-BF par certains artisans à la base ; - insuffisance d'appui institutionnel de la part de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans le domaine de l'artisanat; - manque de professionnalisme des acteurs ; - faible accès aux marchés du fait de la faible compétitivité des produits artisanaux ;

Atouts	Contraintes
- participation des artisans à des cadres de concertation ; - existence d'associations d'artisans ; - existence d'initiatives locales et privées nombreuses.	- prédominance du secteur informel ; - vétusté des équipements de production ; - absence de fora des artisans dans la Commune ; - faible implication des artisans dans le processus conduisant à l'organisation de la rencontre gouvernement/secteur privé ; - peu d'investissements dans les projets artisanaux.

***Source** : CMA-BF, 2022*

Quant au secteur informel, il est essentiellement composé d'activités de l'artisanat non formel.

1.7. APPORTS A LA PRODUCTION

1.7.1. Les Infrastructures routières

1.7.1.1. La voirie

Elle est constituée essentiellement du bitumage et rechargements de certaines voies, de l'entretien courant du réseau routier, de la construction de caniveaux, de dalots et de ponts.

La structure du réseau primaire de voirie, aussi bien à l'échelle de la Commune que de la ville de Bobo-Dioulasso, repose sur six (6) axes principaux, tous ayant un caractère national et international :

- la route Bobo-Ouaga (RN1) ;
- les routes Bobo-Banfora-Frontière de Côte d'Ivoire (RN7) ;
- la route Bobo-Orodara frontière du Mali (RN8) ;
- la route Bobo-Faramana frontière du Mali (RN9) ;
- la route Bobo-Dédougou-Tougan-Ouahigouya (RN10) ;
- la route Bobo-Diébougou frontière du Ghana (RN 27).

Trois (03) types de voiries peuvent être distingués :

- la voirie primaire constituée par le prolongement à l'intérieur de la ville des routes nationales et régionales ;
- la voirie secondaire reliant les différents quartiers et raccordée aux routes nationales

- la voirie tertiaire assurant la desserte directe des habitations et des équipements.

La voirie tertiaire constituant le reste de la trame urbaine est importante bien qu'elle ne soit pas du tout aménagée. Elle assure la desserte des habitations et des équipements. Le réseau de voirie urbaine est dense mais insuffisamment aménagé dans l'ensemble. Outre la zone commerciale qui dispose de chaussées bitumées, les autres voies intra urbaines sont latéritiques.

1.7.1.2. La mobilité urbaine

La présence de voies importantes et de carrefours crée dans la ville de Bobo-Dioulasso et particulièrement à l'arrondissement n°1 un nœud routier qui peut impacter la fluidité de la circulation. Cela contribue largement à l'accroissement du trafic urbain et du trafic de transit. Selon la description fournie par le SDAU, les différents modes de déplacement dans la ville sont essentiellement les deux (2) roues, les voitures particulières, les taxis et tricycles et dans une moindre mesure, la marche à pied.
Le développement de l'usage des deux roues qu'ils soient motorisés ou non, traduit une réponse à l'absence de transport collectif. Cette situation a connu une solution avec l'avènement des bus de transport urbain de la **SOTRACO** dans la ville de Bobo-Dioulasso depuis le 29 juin 2018.
Quant aux taxis ordinaires et tricycles exploités de façon artisanale ils sont organisés spontanément autour de points stratégiques (gares routières et ferroviaires, centres sanitaires, marchés...).

1.7.1.3. Les problèmes de circulation

Le trafic est dominé par les deux (2) roues, les voitures et les tricycles qui sont de plus en plus nombreux. La circulation générale, du fait de cette mixité des différents types de véhicules ainsi que de la présence des piétons sur le même espace de voirie, d'ailleurs insuffisant, s'avère confuse en particulier aux heures de pointe, aux alentours du centre-ville et du grand marché. Cette situation est aggravée par le problème du stationnement anarchique sur la voirie, d'occupation de la voirie par le petit commerce, d'absence d'accotement ou d'espace latéral dégagé qui rend impossible les stationnements temporaires.
Ces problèmes sont liés également à l'insuffisance de la largeur des voies aménagées par rapport aux trafics qu'elles supportent et par un traitement insuffisant, voire inexistant des nœuds de circulation. Les conditions de circulation à Bobo-Dioulasso sont rendues parfois difficiles par des stationnements intempestifs des véhicules, qu'il

s'agisse de poids lourds pour des chargements ou déchargements ou simplement de véhicules en arrêt temporaire.

1.7.2. Les ressources énergétiques (Electricité)

L'approvisionnement en électricité est assuré par la SONABEL à travers l'énergie thermique et l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire. Le réseau est constitué de 1 443 208 mètre linéaire (ml) de basse tension, de 50 696 ml de ligne mixte et de 365 685 ml de haute tension. Le nombre d'abonnés particuliers était de 91 211 en basse tension et de 152 en moyenne tension en 2015.

Outre la SONABEL, les usagers se dotent de groupes électrogènes et de panneaux photovoltaïques en vue de la production de leur propre énergie électrique.

1.7.3. Culture, Tourisme, Sport et Loisirs

L'agglomération dispose de quelques équipements sportifs, culturels et de loisirs. Outre ces infrastructures de spectacles, la Commune de Bobo-Dioulasso dispose d'un certain nombre d'espaces aménagés dont les formes d'aménagement contribuent à rehausser l'environnement et l'esthétique de la ville. De nos jours, certains espaces, lieux d'attraction et de loisirs sont pour la plupart dégradés ou déclassées à d'autres fins (stations d'essence, commerce, occupations spontanées etc.).

Tableau 36 : Situation des infrastructures sportives en 2012

Dénomination	*Secteur*	*Observations*
Plateau de l'Espace Rencontre Jeunesse	15	Sport de mains, football
Plateau Omnisport de Yéguéré	10	Sport de mains
Stade Wobi	01	Sport de mains, football
Terrain de Warawarakan	01	Non clôturé terrain de football
Plateau de l'Arrondissement 06 (Konsa)	09	Clôturé. Football et sports de mains
Plateau du secteur 20	20	Clôturé terrain de football
Terrain d'entrainement	20	Clôturé terrain de football
Terrain d'entrainement	16	Clôturé terrain de football
Terrain d'entrainement	02	Clôturé terrain de football
Hippodrome	02	Equitation et football
Stade Omnisport Gal SANGOULE Lamizana	22	Sport de mains, football, athlétisme
Terrain camp Ouezzin	08	Clôturé. Terrain de football
Terrain de Yéguéré	10	Clôturé. Terrain de football et sports de main
Terrain JCB	21	Terrain de football

Source : *SDAU de Bobo, 2012*

Quant à la culture et au tourisme, il faut mentionner l'existence de monuments historiques dans la ville qui retiennent l'attention des visiteurs. Sans être exhaustif, l'on peut citer :
Les monuments historiques dans la ville sont essentiellement :

- le vieux quartier historique de Dioulassoba : le plus ancien de la ville, riche des traditions séculaires bobo. Aujourd'hui encore, on peut y visiter la maison-mère Konsa qui date du XVème siècle ;
- la vieille mosquée de Dioulassoba : construite en 1880 en style soudanais par l'Almamy Sakidi SANOU ;
- le mausolée Guimbi OUATTARA (1836-1919) : la princesse qui offrit l'hospitalité à l'explorateur BINGER lors de son passage à Sya en 1888.

A ces monuments, s'ajoutent les vestiges coloniaux tels que :

- le musée communal Sogossira SANON abrité dans l'ancien bâtiment administratif du gouverneur colonial ;
- la cathédrale de Bobo-Dioulasso construite en 1957 ;
- la gare ferroviaire bâtie en 1933, bel exemple d'architecture coloniale inspirée du style soudanais. Le premier train de la ligne Abidjan – Niger est entré en gare de Bobo-Dioulasso le 25 janvier 1935.

Outre la ville, les environs de Bobo-Dioulasso disposent d'un potentiel touristique important constitué des principaux sites suivants :

- les poissons silures sacrés du marigot Houet sont les protecteurs de la ville de Bobo-Dioulasso. Les silures se trouvent dans tout le marigot Houet mais sont plus abondants à Dafra, lieu sacré situé à environ 5 km de la ville où les populations vont faire des sacrifices. Les poissons silures sont aperçus sous le pont du marigot Houet, celui de Bolomakoté et du commissariat central de police ainsi qu'aux abords du musée communal.
Ces silures symbolisent le logotype de la ville de Sya ;
- la Guinguette située sur la route de Nasso, à 17 km de Bobo-Dioulasso est un cours d'eau au milieu d'une luxuriante forêt galerie. Elle est un lieu de promenade favorite des Bobolais, de piquenique, de baignade et de pêche ;
- le village de Koro, village pittoresque accroché aux rochers granitiques domine la plaine environnante ;
- le village de Borodougou, avec ses falaises, grottes avec gravures rupestres. Les grottes sont le cadre de cérémonies et de rituels animistes.

Dans le domaine de l'hôtellerie, les infrastructures sont disparates d'un secteur à l'autre.

Au niveau des infrastructures d'hébergement le nombre est de plus en plus important. Les résidences hôtelières se développent également. Une grande partie des hôtels est concentrée sur le territoire de l'arrondissement n°1. De nouveaux hôtels sont construits dans les secteurs 23, 24 et 25 le long de l'avenue de l'union européenne et dans la zone SONATUR au secteur 11. On dénombre environ 40 structures hôtelières dans la ville selon les statistiques de l'ONTB avec une capacité d'environ 850 chambres.

1.7.4. Travail, emploi et protection sociale

Les politiques de promotion de l'emploi mises en œuvre ont certes permis la création d'emplois mais, les résultats restent en deçà des attentes.
Il existe une politique communale de création d'emploi et de formation professionnelle à travers les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre qui recrute depuis 2019 deux cent (200) jeunes hommes et femmes par an avec un quota genre de 30% pour le sexe féminin.

Des Programmes de formation, de renforcement de capacités et même des recrutements ont été opérés au profit des jeunes de la ville de Bobo-Dioulasso. Le tableau suivant indique la situation des infrastructures de jeunesse recensées dans la Commune de Bobo-Dioulasso.

Tableau 37 : Situation des infrastructures de jeunesse

N°	Désignation	Localisation	Observations
01	Espace Rencontre Jeunesse de Dafra de Ouezzinville	Secteur 15	Fonctionnel
02	Centre d'Ecoute et de Dialogue (CEDJ) de Lafiabougou	Secteur 20	Fonctionnel
03	Maison des Jeunes et de la Culture à Accart-Ville	Secteur 9	Fonctionnelle
04	Centre d'Ecoute pour jeunes de l'ABBEF	Secteur 24	Fonctionnel
05	Maison des jeunes de Dogona à l'arrondissement 3	Secteur 13	Non Fonctionnelle (bâtiment vétuste)

Source : *Commune de Bobo-Dioulasso, 2022*

L'emploi des jeunes de 15 à 24 ans attire l'attention de plusieurs acteurs au développement car cette catégorie de population, de par son dynamisme, impacte un grand potentiel de développement d'une localité, d'un pays. La Commune de Bobo-Dioulasso, selon les données du recensement de 2019, compte très peu de jeunes occupés (21,0%), mais beaucoup plus en situation de hors main-d'œuvre car 73,5% des

jeunes qui, en raison d'un handicap ou pour des raisons d'études ou de responsabilités familiales, ne peuvent ou ne désirent pas travailler. Avec 5,5% de jeunes au chômage contre 9,9% pour toute la Commune, on peut donc dire que ces jeunes de 15-24 ans sont moins concernés par le chômage à Bobo-Dioulasso. Seulement, parmi les jeunes qui travaillent, très peu ont le niveau secondaire (4,8%) ou supérieur (1,7%). Les jeunes de 15-24 ans en activité économique seraient beaucoup plus ceux sans niveau d'instruction, de niveau primaire et de niveau post primaire.

Tableau 38 : Répartition (en %) de la population résidente de 15-24 ans par statut d'occupation selon le sexe

Statut d'occupation	Sexe		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Occupés	27,0	16,2	21,0
Chômeurs	5,0	5,9	5,5
Hors mains-d'œuvre	67,9	78,0	73,5
Total	100	100	100

Source : *Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso, Décembre 2022*

Tableau 39 : Répartition des actifs occupés de 15-24 ans selon le niveau d'instruction

Statut d'occupation	Niveau d'instruction					
	Aucun	Primaire	Post-primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Occupés	41,4	29 ,2	22,9	4,8	1,7	100

Source : *Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso, Décembre 2022*

Selon le tableau ci-dessous, les jeunes de 15-35 ans (36,5%) sont en proportion plus importante que ceux de 15-24 ans (21,0%) qui sont « occupés ». Les hommes sont également 2 fois plus « occupés » que les femmes d'une part et sont moins « hors main-d'œuvre » que celles-ci d'autre part.

Tableau 40 : Répartition (%) de la population résidente de 15-35 ans par statut d'occupation selon le sexe.

Statut d'occupation	Sexe		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Occupés	50,5	24,1	36,5
Chômeurs	5,0	6,8	5,9
Hors mains-d'œuvre	44,3	69,1	57,6
Total	100	100	100

Source : *Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso, Décembre 2022*

Dans la Commune de Bobo-Dioulasso, ces jeunes de 15-35 ans qui sont occupés comptent peu de travailleurs ayant les niveaux secondaire (9,4%) et supérieur (5,4%). Les jeunes travailleurs de ce groupe d'âge sont principalement sans niveau d'instruction à 42,0% (Cf. tableau 41).

Tableau 41 : Répartition des actifs occupés de 15-35 ans selon le niveau d'instruction.

Statut d'occupation	Niveau d'instruction					
	Aucun	Primaire	Post-primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Occupés	42,0	23,3	19,9	9,4	5,4	100

Source : Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso, Décembre 2022

Les jeunes de 15-35 ans qui ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi sont de 39,6% dans la Commune de Bobo-Dioulasso. Parmi ces jeunes, 54,1% sont de sexe féminin. Cette proportion représente deux fois celle des hommes qui est située à 23,1%.

II. SYNTHESE DIAGNOSTIQUE

2.1. Principaux traits démographiques de la Commune

Le tableau suivant présente la population urbaine et rurale de Bobo-Dioulasso estimée en 2012 par l'INSD et projetée en 2017, par le RGPH 2019, puis en 2024 dans le cadre de l'élaboration du présent PADS 2022-2024.

Tableau 42 : Estimation de la population communale par arrondissement en 2012, 2017, 2019 et 2024

	2012	TAN 2012-2017	2017	TAN 2017-2022	2019	TAN 2022-2024	2024
Total secteurs urbains de Bobo-Dioulasso	**726 007**		**926 589**		**903 569**	**5%**	**1 153 208**
Total villages de Bobo-Dioulasso	**87 603**		**102 050**		**71 034**	**3,1%**	**82 748**
Total Commune de Bobo-Dioulasso	**813 610**		**1 028 639**		**984 603**		**1 235 856**

Source : INSD, (EPOP 2012), DEESP Commune de Bobo-Dioulasso (2023)

Tableau 39 : Projection de nombre d'habitants de 1996 à 2024

	1996	2006	2019	TAN 2006-2019	2024
Total secteurs urbains de Bobo-Dioulasso		**422 892**	**903 569**		**1 153 208**
Total villages de bobo		**64 075**	**71 034**		**82 748**
Total Commune de bobo	**309 771**	**489.967**	**984 603**	**2,94% (national)**	**1 235 856**

Source : DREP 2023

Selon le RGPH 2019, la population de la Commune de Bobo-Dioulasso est estimée à 984 603 habitants en 2019. En appliquant un taux d'accroissement annuel de 2,94% la population communale de Bobo-Dioulasso est estimée en 2024 à 1 235 856 habitants.

Tableau 44 : Situation de la population communale par arrondissement en 2019

Arrondissements	1	2	3	4	5	6	7	Totaux
Total secteurs urbains de Bobo-Dioulasso	70 165	181 303	109 895	162 194	140 891	74 542	174 579	**903 569**
Total secteurs rurales de Bobo-Dioulasso	0	9 951	12 641	14 855	11 405	15 294	6 888	**71 034**
Total Commune de Bobo-Dioulasso	**70 165**	**191 254**	**122 536**	**177 049**	**152 296**	**89 836**	**181 467**	**984 603**

Source : *RGPH 2019, DEESP 2023*

La partie urbaine de Bobo-Dioulasso est peuplée à environ 91,76 % par rapport à celle rurale qui est à 7,21%

2.2. La production de parcelles et la croissance urbaine

Le tableau suivant présente l'évolution de la superficie lotie de l'agglomération de Bobo-Dioulasso.

Tableau 40 : Evolution des lotissements de Bobo-Dioulasso

Période	Surface lotie ajoutée	Surface de l'agglomération(ha)	Nombre de parcelles	Population	Densité
1986	3 630	4 650	28 703	249 000	53,5
1986-2006	3 925	ND	29 823	ND	ND
2006-2009	1 975	ND	22 351	ND	ND
2009-2011	1 700	ND	11 746	ND	ND
Total	ND	**14 679**	**92 623**	**726 007**	**49,4**

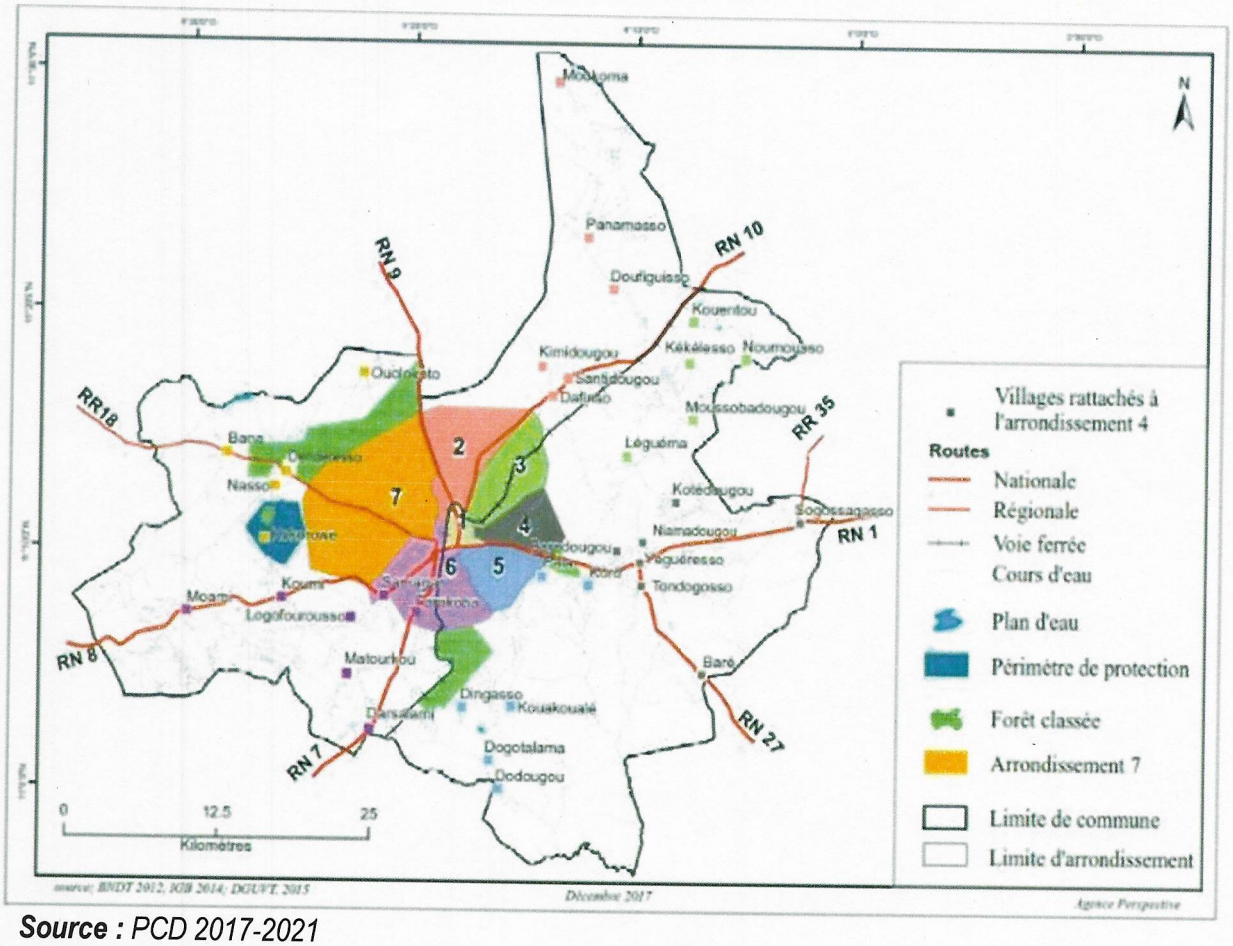
Source : *POS de Bobo-Dioulasso 2016, mis à jour Agence PERSPECTIVE 2018, DEESP 2023*

Ce tableau montre que de 1986 à 2011, la densité urbaine de Bobo-Dioulasso n'a pas sensiblement varié et reste faible (environ 50 habitants à l'hectare) car l'augmentation démographique a été absorbée par l'extension spatiale.

Le taux d'occupation spatiale est resté sensiblement le même mais l'occupation spéciale a connu un accroissement avec une accentuation du non-respect du POS.

La croissance spatiale urbaine de Bobo-Dioulasso est tentaculaire, comme le témoigne la carte suivante.

Carte 1 : Découpage administratif de la Commune de Bobo-Dioulasso



Source : *PCD 2017-2021*

2.2.1. Les villages rattachés aux arrondissements

Le premier tableau expose les caractères principaux qui doivent être analysés pour exprimer des orientations pour les futurs axes de composition du PADS.

Il résume les réponses aux questions et les informations recueillies selon le canevas-questionnaire appliquer auprès des arrondissements pour actualiser le tableau signalétique.

Les villages sont énumérés dans chacun des arrondissements auxquels ils sont rattachés, une caractérisation synthétique de chaque partie rurale d'arrondissement a ainsi pu être formuléeà chaque fin de séquence interne au tableau.

Tableau 46 : Caractères singuliers des entités rurales et pistes d'actions

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
Dafinso	Bords du goudron = espace partagé. Branchements aux réseaux Première activité : agriculture	Équipements non normalisés et mauvais état CSPS : Santidougou	Besoin aménagement de bas-fonds Besoins d'interventions sur équipements
Doufiguisso	Manque de forages Première activité : agriculture	Équipements non normalisés et mauvais état CSPS : Santidougou	Besoin d'aménager voie d'accès Besoins d'interventions sur équipements
Kimidougou	Mélange ethnique Première activité maraichage Il y a puits et forage	Équipements non normalisés et mauvais état CSPS : Santidougou	Besoin d'aménager voie d'accès trop étroite Besoins interventions équipements
Moukoma Jusqu'à 2006 dans Panamasso	Première activité : agriculture Il y a puits et forage	Équipements non normalisés et mauvais état CSPS hors d'usage	Besoin d'aménager voie d'accès mal praticable, étroite, de retenue d'eau et d'interventions sur équipements

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
Panamasso	Organisation sociale ethnique Première activité : agriculture avec volonté de maraicher culture	Équipements non normalisés et mauvais état CSPS délabré et sans courant	Besoin d'aménager voie d'accès mal praticable de retenue d'eau et d'interventions sur équipements
Santidougou	Bords du goudron = espace partagé. Réseau en cours : électricité Puits et forages Première activité : agriculture	Équipements non normalisés et mauvais état CSPS fréquenté par les villages des alentours mais en mauvais état	Demande d'un CEG Développement d'une centralité dans cette partie de la Commune à partir de fréquentation du CSPS
Zone rurale de l'arrondissement 2	• Voie goudronnée fréquentée en espace partagé vs voies d'accès mal carrossables • Centralité possible à partir d'un CSPS • Noyaux de développement possibles à partir d'aménagements de bas-fonds ou retenues d'eau dévolus au maraichage et rendus accessibles pour évacuation des produits		
Kékélesso	Torches, énergie photovoltaïque. Un seul forage et un pour l'école Première activité : agriculture	Pas de CSPS : celui de Kouentou Pas de marché : celui de Sala	Besoin d'aménager voie d'accès parfois mal praticable
Kouentou	Organisation sociale ethnique Accès semi goudronné Première activité : agriculture et mangues vendues à Bobo-Dioulasso Mission OCADES avec garderie	CSPS équipé en énergie photovoltaïque mais mauvais état et mal meublé carrière de briques latéritiques Pourrait être interlocuteur PCD dons supra villageois	Besoin de voie pour nouveaux équipements santé et enseignement demande de centre formation professionnelle Développement d'une centralité
Léguéma	SONABEL peu connexions privées Attendent le lotissement	Marché le dimanche Beaucoup d'équipements scolaires	Besoin d'aménagement voie d'accès Amorce FAUBOURG de l'agglo Bobo Pas

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
	Réseau ONEA et forages Agriculture volonté de maraichage	CSPS vétuste mais fréquenté par des agents de santé des villages alentours	ENCORE de lotissement donc souhait d'être loti
Moussobadougou	Un forage sur 5 est fonctionnel Agriculture et maraichage Tarissement rivière fin janvier Coopérative savon non fonctionnelle	CSPS de Kouentou ou Léguema Une école, CEEP (centre d'éveil et d'éducation préscolaire) fermé Marché à Bobo	Besoin d'aménagement voie d'accès Disponibilité pour travaux communautaires (financement et réalisation)
Noumousso	Quartiers ethno professionnels Conflits d'usages de terrains Puits & 7 forages 3 fonctionnels Transformation karité, savon, Beaucoup de manguiers	CSPS : Kouentou, Centre de santé Qatar Charity mais non fonctionnel Banque de céréales, fermée 2016	Besoin d'aménagement voie d'accès Latrines école, longue liste Disponibilité pour travaux communautaires : financement et réalisation
Zone rurale de l'arrondissement 3	• Améliorer les pistes d'accès donc le désenclavement • Valoriser les disponibilités pour travaux communautaires • Deux noyaux - relais de centralité : Léguéma faubourg de l'agglomération, Kouentou N-E du territoire communal		
Baré	Conflits usages et pratiques sociales AEPS 8 forages, Puits GD Parc de vaccination Agriculture avec groupements	Sur RN27 bitumée Marché quartier Kounhouna CEG et école CSPS et aussi sensibilisation palu	CEG en lycée, normalisation et réhabilitation des équipements construction d'un marché Centre relai sur axe fréquenté
Borodougou	EXTRACTION DE SABLE Répartition culturelle en quartiers conflits agriculteurs éleveurs	CSPS dénommé Yéguéresso Marché contesté avec Yégueresso SONABEL non fonctionnelle Equipements mal	Electrification Soutien aux groupements Travaux collectifs pour voie d'accès

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
	PNGT 3 forages fonctionnels Séchage des MANGUES privé	aménagés	Développement d'une centralité à partir du carrefour RN1 et 27
Kotédougou	AEPS et forages et 2 puits GD6 moulins égraineurs Agriculture avec groupement pour coton et élevage. Conflits sociaux	Dispensaire et pharma piteux état Passer à CSPS Marché non aménagé CEG, 2 écoles dont une mal équipée	Besoin de mise en état pistes et d'équipements bien aménagés Mobilisation possible pour travaux d'intérêt commun
Niamadougou	Conflits sociaux récurrents 6 Forages + 1 puits GD Agriculture avec groupement et association de femmes	Energie solaire et piles CSPS Yéguéresso à Borodougou CEEP, école primaire Centre formation professionnelle	Route bitumée +pistes en aménagées Retenue d'eau pour culture contre saison Travail collectif possible
Sogossagasso	Village avec chef-lieu identifié mais pas quartier le plus peuplé Développement par le carrefour RN1 / RR 35	Bas-côtés et marché non aménagés Nombreux équipements éducation-formation CSPS	Demandes type urbain équipements Forages et puits GD ms manque eau Lycée – érection en département Travaux collectifs possibles
Tondogosso	Répartition autochtones/autres Conflits agriculteurs / éleveurs Agriculture avec groupement et Association de femmes	CSPS à Yéguéresso Marché de Yéguéresso CEEP, écoles primaires publique et privée	Demandes urbaines en tendance comme raccordement SONABEL, Demande de retenue d'eau Travail collectif possible
Yéguéresso	Répartition ethnique dans quartiers Conflits agriculteurs / éleveurs Agriculture en champs de brousse et de case–Élevage transhumant	Pas de raccordement SONABEL CSPS fréquenté par autres villages CEEP, écoles primaire, secondaire Attente de lycée	Carrefour de 2 routes bitumées Situation périurbaine centrée sur le péage : besoins pont, caniveaux et retenue d'eau

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
Zone rurale de l'arrondissement 4	Caractéristiques et demandes très influencées par la localisation le long de la voie bitumée - Pour les demandes formulées, Il semble y avoir une orientation à des critères de milieu urbain Devenir de pôles urbains à Sogossagasso et Yéguéresso pour éviter émiettement le long de voie		
Dingasso	Accès non bitumé mauvais état Pompes villageoises et puits Agriculture, maraichage après saison des pluies, artisanat	Piles, solaire et lampes chinoises CSPS de Kouakoualé 2 marchés non aménagés Ecole primaire + 6ème	Demandes forages, retenues d'eau et équipements manquants CSPS et lycée. Entretien routes et pistes en travaux intérêt commun
Dodougou	Conflits limites de terrains et agriculteurs / éleveurs Agriculture aussi les autres	CSPS bon état non clôture Dépôt pharmaceutique Ecole, marché non aménagé	Demande amélioration voie très étroite retenue d'eau, équipements agricoles, électricité
Dogotalama	Pas de forage, pompes et puits Lampes chinoises plaques solaires Agriculture et maraichage car sols arables + élevage	CSPS de Kouakoualé ou Dodougou Ecole éclairée non clôturée non normalisée don du Luxembourg pas de marché	Demande amélioration voie d'accès souvent impraticable, CSPS, école Font des cotisations Retenue d'eau
Koro **Kouakoualé**	Proche RN1 mais voie non bitumée 11 Forages et puits 2 bas-fonds 2 marchés aménagés fonctionnels Agriculture, artisanat poterie forge Accès difficile par voie non bitumée BF forages insuffisants Agriculture aussi les autres avec groupements et conflits	Lampes et plaques solaires CSPS à Kouakoualé et Yéguéresso 3 écoles dont 1 sous paillotte Pas de téléphone mobile Pas de marché CSPS décati, peu de personnel 4 écoles pas de CEG	Accès difficile et tourisme Demande SONABEL CEG CSPS Demandes infra en eau et retenue d'eau aide matériaux et travaux Demandes : Routes correctes BF et marche, forages Télécommunications Personnel santé

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
Pala	8 Forages majorité non fonctionnels réseau ONEA et marigot Forge, agriculture, poterie Conflits récurrents	En limite de zone urbaine Lampes, plaques, marché à Bobo CSPS en construction 2 écoles sans clôtures	Réfection de voie, électricité Constructions d'équipements Pour ces investissements proposition de main d'œuvre

Zone rurale de l'arrondissement 5	• A l'exception de Pala et Koro aux franges de l'agglomération urbaine, les villages sont très ruraux
	• Organiser le désenclavement selon les voies et les productions à convoyer
	• Elaborer une problématique de définition du développement villageois proche de la ville ou très rural
	  ○ Qu'est-ce qui nécessite modification de comportements
	  ○ Qu'est-ce qui nécessite promotion de nouvelles manières de faire
	  ○ Qu'est-ce qui nécessite investissements à inscrire au budget communal		

Darsalami	Répartition clanique des quartiers Route bitumée chemin de fer Village électrifié Agriculture et commerce AEP sur forage non fonctionnel	CSPS depuis 2012 non fonctionnel 2 écoles, marché non aménagé Centre observation mouche tsé-tsé et eau Jirmani	POS zone d'urbanisation future Mise en fonctionnement du CSPS Demande de CEG et maison des jeunes
Farakoba	RN7 goudronnée dégradée 3 forages – Agriculture déchets séparés putrescibles/non transformation mangues + eau	Village électrifié et solaire CSPS avec Matourkou Ecole + CEG Centre de recherche INERA	Manque de CSPS, d'écoulement des produits récolés Demandes : AEP 2ème école, maison des jeunes
Koumi	RN 8 bitumée et pistes dégagées 5 forages – Château non	Village non électrifié – SOLAIRE CSPS équipé mal approvisionné	Faire AEPS fonctionnel et forages dans les quartiers

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
	fonctionnel déchets incinérés, Agriculture Artisanat forge, village touristique	Marché non aménagé fonctionnel 2 écoles et CEG, marché n aménagé	Electricité pour soudure Augmenter nombre d'écoles
Logofourousso	Routes érodées 5 forages et puits, déchets jetés Agriculture à groupements, élevage	Solaire et piles CSPS, 1 école, 1 CEG	Routes, Electrification AEPS aménagement Route Centre de formation avec soudure
Matourkou	Routes non bitumées à remblayer Village électrifié Forages – Fosses fumières Agriculture, commerce, élevage	CSPS avec Farakoba sur la RN 7 1 école, 1 CEG pas de marché	Centre de formation pluri métiers Lycée et loisirs jeunes Réseau AEP (S), parc vaccination Main d'œuvre
Moami	RN8 bitumée voies terre dégradées Commerces sur voie bitumée Forages 2/4 fonctionnels – puits Agriculture & élevage	CSPS construit non fonctionnel CSPS Koumi ou Tiara 1 école primaire 1 Marché non aménagé tous les 5 j	Réparations et nouveaux forages CSPS à rendre fonctionnel Réparation salles de classe Main d'œuvre
Samagan	Voirie +/- dégradée Village non électrifié Plaques, piles Forages, puits, marigot Transformation soumbala et karité	CSPS de Logofourosso 1 école primaire pas de marché	Electrification CSPS Autre école & CEG 3 forages
Zone rurale de l'arrondissement 6	Les demandes sont de type urbain. Pour différencier et prioriser, considérer les localisations en 3 cas : - Villages riverains de route goudronnée, - Villages très proches de la zone d'agglomération urbaine actuelle, Villages en cœur de zone de culture		

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
Bana	Répartition ethnique des quartiers Accès non bitumé Voie mauvaise 5 forages 1 en panne sans réseau Manque eau, conflit Samblatoukoro	1 école et 1 CEG avec 6ème seule CSPS n'est plus fonctionnel cabinet de soins 1 marché non aménagé	Electrification CSPS et CEG Forages et aménagement marigot Route d'accès et antenne téléphone
Dindéresso	Répartition allogènes autochtones Route traverse village non bitumée 3 forages, 1 fonctionnel Agriculture + élevage	1 école primaire puis Nasso, Bobo CSPS de Nasso, pas de marché Site de baignade	Adduction d'eau potable Mise en état des classes Des ponts pour accessibilité Formation paysans
Kokorowé	Répartition socio culturelle Route non bitumée bien dégagée poteaux SONABEL, pas courant 5 forages 3 fonctionnels	CSPS inachevé non fonctionnel CSPS Fréquentés Nasso ou Koumi Marché BOBO pour vente produits, Koumi, Bana pour achats	Possibilités inexploitées Forêt, Guinguette, rochers, Forages CSPS à rendre fonctionnel, forages Formations agricoles + prêts
Nasso	Répartition socio culturelle RR 18 et voie ferrée village électrifié 4 forages et un château d'eau les 3 activités avec bas-fonds	Ecole primaire, CEG, centre formation, université, 1 CSPS Emprises de religieux : noviciat	Réseau eau Voies et ponts Centre de formations mécanique, soudure, électricité, agriculture
Ouolokoto	1quartier sécessionniste sur les 3 RN9 bitumée et voies impraticables 2 forages, 2 châteaux d'eau fonctionnels.	CSPS mal équipé qui fait maternité 2 écoles, marchés à Bobo	Problème d'accessibilité des équipements car voies mauvaises et village coupé en 2, manque pont, Forages, CEG, électrification

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
	Agriculture + élevage		
Zone rurale de l'arrondissement 7	• Recherche d'optimisation de la situation présente certains villages très liés à la proximité de la zoneurbaine, d'autres en rural profond. Les villages sont différents les uns des autres mais trois sur cinq manquent de ponts avec pistes biencarrossables		

Source *: Agence PERSPECTIVE, 2018, actualisé par la DEESP 2023*

Les données consignées dans les fiches signalétiques permettent de tracer un profil synthétique des entités qui composent le territoire communal en construisant une problématique. Cependant les actions qui se dégageront comme nécessaires ou bienvenues pour le développement de la Commune doivent être formulées de manière à être raccrochées à des procédures de demandes d'intervention, à des lignes budgétaires et à des modalités de financement.

2.2.2 Les arrondissements dans la partie urbaine

Le tableau suivant indique les traits caractéristiques des secteurs urbains au sein des arrondissements orientés vers des enjeux et/ou demandes formulées par les acteurs urbains.

Tableau 47 : Caractères singuliers des entités urbaines et pistes d'actions

Entités administratives du territoire couvert par le PADS	Données influant sur les conditions de vie quotidienne dans les entités	Données comparatives ou provoquant du lien et des déplacements entre les entités	Orientations d'interprétations et demandes formulées par les interlocuteurs
Zone urbaine de l'arrondissement n°1	- Présence du centre-ville avec une zone administrative et une zone commerciale (autour du grand marché et de la gare ferroviaire) - Présence du réseau d'égout - Habitat vétuste	- Seul arrondissement enclavé - Mouvement pendulaire observable	- Besoin de décongestion de la circulation - Images culturelle, historique et images de centralité, de modernité assemblées
Zone urbaine de l'arrondissement n°2	Présence d'une nouvelle centralité urbaine Bobo 2010, de la nouvelle zone industrielle au Nord et du CET Zone périphérique Nord peu densifiée	Zone projetée pour accueillir des équipements urbains structurants dont le nouvel abattoir le marché à bétail etl'extension de la zone Industrielle	Besoin de viabilisation et d'équipement de proximité
Zone urbaine de l'arrondissement n°3	Présence de la station d'épuration de l'ONEA causant des nuisances nauséabondes aux populations riveraines	Passage de la voie ferrée	Zone à forte qualité environnementale à préserver au Nord
Zone urbaine de l'arrondissement n°4	Présence de la forêt classée de kua Entrée de ville pour visiteurs en provenance de Ouagadougou Habitat peu densifié à la périphérie Nord	Zone projetée pour accueillir une centralité secondaire autour de la gare routière du secteur 33	Activités tertiaires et densification verticale aux abords de la RN1

Zone urbaine de l'arrondissement n°5	Entrée de ville pour visiteurs en provenance de Ouagadougou Habitat peu densifié à la périphérie Sud	Zone projetée pour accueillir des équipements structurant tel qu'un hôpital de référence, un marché secondaire	Activités tertiaires et densification verticale aux abords de la RN1
Zone urbaine de l'arrondissement n°6	Présence de l'aéroport, de la zone industrielle et du port sec Passage de la voie ferrée	Passage de la voie ferrée Mutation de la zone industrielle en zone de stockage et d'entreposage Zone universitaire projetée au Sud Accaparement foncier aux abords de la route de Banfora	Zone à risque environnemental Pôle de transit des marchandises autour du port sec Besoin de viabilisation et d'équipement de proximité en périphérie
Zone urbaine de l'arrondissement n°7	Présence de la forêt de Dinderesso et de la source de Kokorowe Présence de l'Université de Nasso	Zone de transit vers sites touristiques (la Guinguette, village de Koumi) et Université de Nasso	Zone à risque environnemental en lien avec la source de Kokorowé Besoin de viabilisation et d'équipement de proximité en périphérie

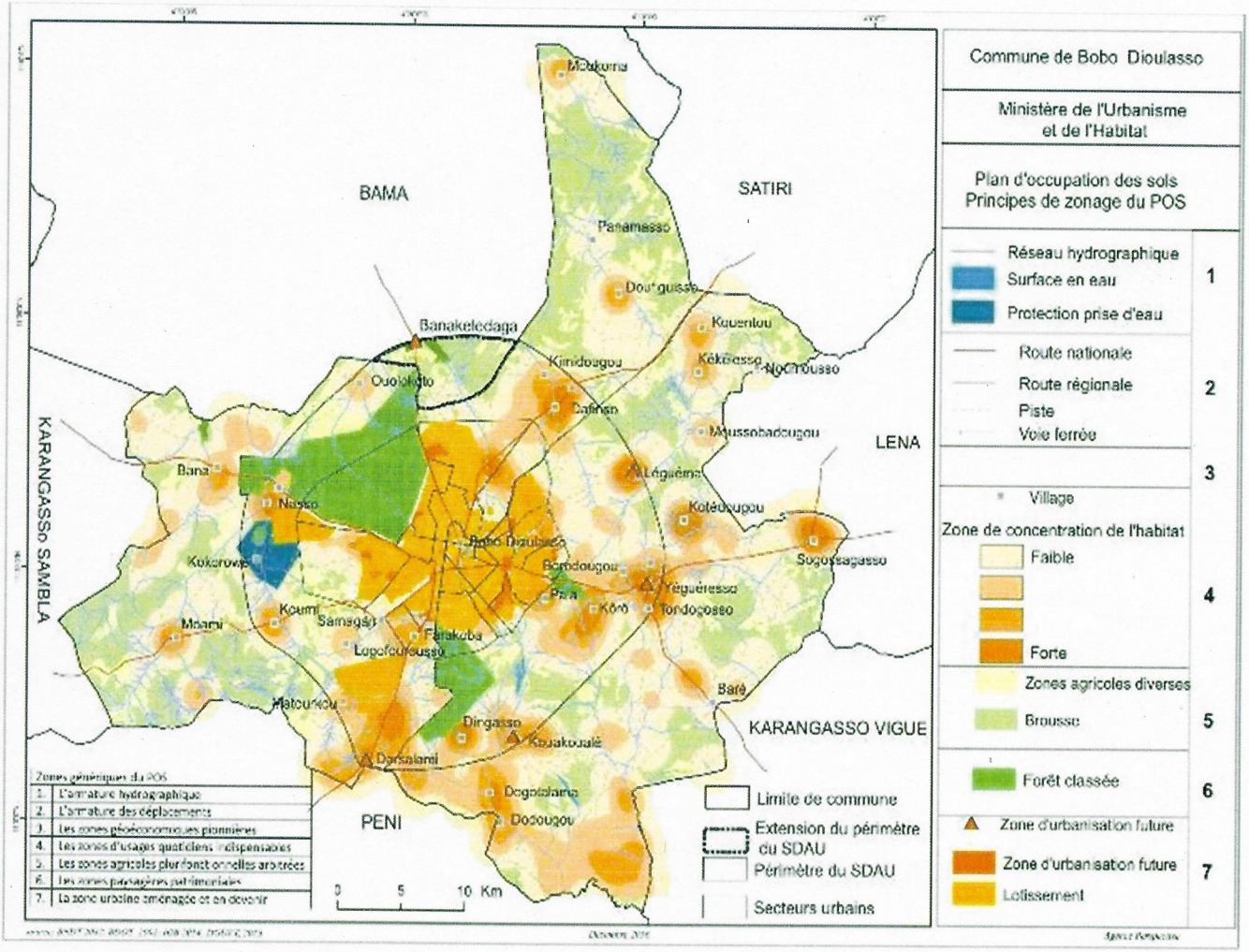
Source : *Agence PERSPECTIVE, 2018, actualisé par la DEESP 2023*

2.3 Diagnostic selon le POS

2.3.1. Localisation des villages et secteurs urbains dans le zonage du POS

Les villages de la Commune de Bobo-Dioulasso peuvent être localisés dans le zonage du POS.

Carte 2 : Zonage du POS de la Commune de Bobo-Dioulasso



Source : *POS 2012*

2.3.2 . Rappel du diagnostic synthétique présenté pour le POS

Tableau 41 : Rappel des bases du POS selon la connaissance du territoire

	CONDITIONS DE CONTEXTE	CONTRAINTES AUX ORIENTATIONS
CONTEXTE PHYSIQUE	Climat sud soudanien caractérisé par des précipitations annuelles moyennes comprises entre 900 et 1200mm et des précipitations qui durent 4 à 6 mois. Présence sur le territoire communal de quatre (4) forêts classées (Dindéresso 8 633 ha, Kou 117 ha, Kuinina 2 150 ha et Kua 350 ha. Réseau hydrographique dense et ramifié avec la présence de sources pérennes nombreuses mais fragiles (la Guinguette terroirs de Kokorowé et Pesso terroir de Kimidougou) atteste la productivité des aquifères gréseux. Territoire communal composé de deux grands ensembles pédologiques : sols ferrugineux et sols hydromorphes	Vulnérabilité aux effets du réchauffementclimatique, variabilité ou changements des conditions hygrométriques induits par le réchauffement. Forte dégradation des surfaces forestièresdu fait de l'action anthropique Phénomène d'ensablement des coursd'eau qui traversent la ville Emission des polluants dans l'environnement sous forme directe et dissoute Exposition des eaux de surfaces et des nappes aquifères aux polluants et rejetsdivers. Zone urbaine en grande partie sur les solshydromorphes impropres à la construction Occupation et exploitation anarchiques des forêts classées
GOUVERNANCE LOCALE	Conseil de Délégation Spéciale qui tient ses sessions régulièrement et délibère sur les questions d'importance pour la Commune Jumelage avec des villes du Burkina Faso, de l'Afrique et d'Europe	Nombreuses critiques sur la gestion foncière (espaces verts, trames vertes et réserves administratives...) Politisation de l'administration communale
ACTIVITES ECONOMIQUES	Tissu économique composé de productions agricoles et d'industries de transformations Main d'œuvre abondante Secteur tertiaire urbain développé dans les services et le commerce avec une forte proportion d'acteurs dans lesecteur informel	Faibles volumes d'exportations des produits mais recherches de productions de qualité labellisée Faiblesse du pouvoir d'achat des populations Main d'œuvre souvent mal ou peuqualifiée

	CONDITIONS DE CONTEXTE	CONTRAINTES AUX ORIENTATIONS
ORGANISATION SPATIALE	Agglomération urbaine agglutinée dynamique susceptible de booster le développement des villages rattachés Couronne périurbaine pourvoyeuse deressources agricoles et de bois de chauffe Présence de voies de desserte de la plupart des villages rattachés mais souvent défectueuses faute d'entretien Présences de quelques plans d'eau destinés aux cultures maraichères Pas d'actions particulières dans les zones d'habitation des villages Lotissements successifs très ambitieux dans le périmètre urbain Développement des zones d'habitats spontanés	Faible niveau d'échanges entre les bourgades et le centre aggloméré Forte dégradation des forêts villageoises et/ou communales du fait des coupes de bois abusives Impraticabilité de nombreuses voies de desserte surtout pendant la saison de pluies Bâti et conditions de logement -Habitations majoritairement en banco dans les villages rattachés nécessitant desentretiens périodiques en vue de résister aux intempéries -Habitations vétustes dans le centreagglomeré -Quartiers lotis désordonnés en milieu urbain
ACCES DES POPULATIONS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	Bonne couverture de la Commune en infrastructures et équipements socio collectifs Présence de nombreux services et structures sur le territoire communal	Inaccessibilité de certains équipementssurtout en saison des pluies Etat défectueux de certains équipements surtout en milieu rural Niveau moyen de service rendu aux usagers
CONTEXTUALISATION DU POS SELON LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION	- Population en majorité jeune constituant un potentiel socio-économique dynamisme **Activités socio-économiques** : - Agriculture, élevage et maraichage pratiqués dans les villages rattachés et dans la zone périurbaine par des habitants en activité principale ou complémentaire - Grande diversité et adaptabilité des activités pratiquées par l'ensemble des habitants de la Commune - Secteur de l'artisanat diversifié, dynamique mais désordonné - Présence de plusieurs sites touristiques dans la Commune mobilisant un nombre assez important de jeunes	**DÉMOGRAPHIE** - Forte propension des jeunes à émigrer vers Ouagadougou ou les autres chefs- lieux de régions à la recherche d'emploismieux rémunérés **ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES** - Manque d'appui matériel et technique auxagriculteurs en demande de dynamique coopérative ou mutualiste - Insuffisance d'encadrement des acteurs du secteur informel - Baisse de dévouement véritable de la plupart des jeunes engagés dans l'activité touristique Ambition de migrer vers d'autres horizons

Source : Document POS, actualisation DEESP

La mise en œuvre sur le terrain a énormément connu des difficultés et recommande une actualisation du POS et un meilleur suivi à travers la mise en place d'une commission par l'autorité communale.

2.4. Diagnostic de certains domaines de développement

Tableau 49 : Diagnostic de certains domaines de développement

Domaine	Problématique	Proposition de solution
Habitat et urbanisation	Prolifération des habitats spontanés Changement de destination de plusieurs terrains	Besoin de restructuration des zones non aménagées Rendre fonctionnel le cadre de concertation Commune-Cadastre-Urbanisme pour les changements de destination de terrains
Développement économique local	Exiguïté de la zone commerciale et saturation du centre-ville	- Extension de la zone par des projets de réaménagement ; - Construire des marchés et gares secondaires dans les secteurs pour désengorger le centre-ville - Aménagement de centre commercial secondaire pour désengorger le centre-ville
Mobilité urbaine	Besoin de fluidité et de sécurité routière dans la ville	- Construire des rocades Nord et Sud et des voies de contournements - Accroitre le pourcentage des voies bitumées - Construire et entretenir les caniveaux - Accroitre le pourcentage de reprofilage de voie en terre dans les secteurs et pistes rurales - Réhabiliter les voies - Accroitre le taux d'entretien des voies bitumées - Augmenter de nombre de lignes pour le transport urbain - Aménager les abribus (sites d'attentes) - Aménager des parkings et des aires de stationnement - Construire des échangeurs - Construire des bandes cyclables
Système d'information urbaine	Besoin de renforcement de l'adressage en application du SIG dans la collecte des informations	Poursuivre les activités d'adressage dans les arrondissements Recherche de financement auprès des PTF Renforcer les capacités des acteurs
Salubrité urbaine	Gestions des déchets ménagers et solides	- Rendre fonctionnel le CET

Domaine	Problématique	Proposition de solution
		- Renforcer le parc auto pour l'évacuation des déchets - Construire et équiper des centres de collecte - Renforcer les capacités des associations de pré-collecte - Promouvoir la transformation et la valorisation des déchets - Sensibilisation des ménages dans la gestion et la collecte des ordures ménagers
Foncier	Problèmes soulevés dans le rapport mettant en cause les difficultés liées au foncier dans la Commune	- Mettre en œuvre les recommandations de la commission ad 'hoc chargée de la mise en œuvre du rapport sur les problèmes fonciers de la Commune de Bobo-Dioulasso - Développer une bonne gouvernance foncière - Mettre en place et former les membres des Commissions de Conciliation Foncière Villageoise et les Commissions Foncières Villageoises
Cohésion sociale	Risque de dégradation de la cohésion sociale dans la Commune	- Renforcer les actions de sensibilisation sur la cohésion sociale - Promouvoir les journées des communautés - Renforcer le cadre institutionnel de cohésion sociale
Humanitaire	Prise en charge des PDI Vulnérabilité de la population	- Mettre en place le plan d'urgence communale pour la prise en charge des PDI et la gestion des catastrophes - Promouvoir et financer des AGR, financer de micro-projets, promouvoir la formation de courte durée en métiers... au profit des personnes vulnérables - Promouvoir et renforcer la protection de l'enfant
Gouvernance locale	Faible niveau de satisfaction de l'offre des services publics	- Améliorer la gestion des ressources humaines ; - Construire et équiper les bâtiments administratifs pour les services de la mairie ; - Réhabiliter les bâtiments administratifs - Promouvoir la digitalisation des actes administratifs - Elaborer un manuel de procédure administrative
Sécurité	Faible niveau de satisfaction en matière de couverture sécuritaire	- Renforcer les capacités opérationnelles de la police municipale ; - assurer un bon maillage du territoire communal en matière de sécurité - Accompagner les Services Déconcentrés l'Etat (SDE) en matière de sécurisation de la Commune
Santé	Evolution des structures de santé	- Normaliser les CMU, CSPS

Source : *DEESP 2023*

2.5. Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) pour le PADS

Tableau 42 : Forces, opportunités et menaces pour le PADS

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Gouvernance communale			
Gouvernance de l'administration communale - Existence de la délégation spéciale, des commissions permanentes et des commissions spécialisées - Tenue régulière des sessions de la délégation spéciale et des commissions - Mise en place d'un service en charge des actions de développement local à la DEESP - Existence d'un document stratégique sur le Plan d'Action à l'Accès à l'Energie Durable et Climat (PAAEDC) - Existence d'un organigramme des services de la Mairie de Bobo-Dioulasso	- Absence d'un manuel de procédure - Absence d'un plan de carrière - Absence du suivi de la mise en œuvre des délibérations - Insuffisance des canaux de vulgarisation des journées de redevabilité - Absence d'un mécanisme de gestion des plaintes	- Exécution du projet de développement économique local durable (PDelD) - Existence d'un projet sur la mobilité urbaine dans la Commune ; - Existence d'un projet de renforcement du système d'information urbaine - Existence Projet Santé de la reproduction - Existence de l'Agence nationale d'appui au développement des collectivités territoriales (ADCT) - Intervention du Projet d'Appui pour Développement des Economies Locales (PADEL) - Projet d'Appui pour Développement de l'Elevage au Burkina (PADEL-B)	- Insécurité - Incivisme
Cadre économique et productif local Potentiel productif et industriel importants	-Insuffisance d'investissement dans les zones industrielles aménagées - Insuffisance de main d'œuvre hautement qualifiée	Existence de projets tels que le Projet Riz Pluvial (PRP), le PAPFA qui interviennent dans l'aménagement des bas-fonds ; -Installation de la filière fraise qui est une nouvelle filière novatrice avec l'accompagnement des Japonais ; - Existence du projet d'appui à l'artisanat pour l'accompagnement dans l'organisation de foires et la transformation de produits locaux ; - Existence du projet MCIA sur la viabilisation phase2 de la zone industrielle	- Faible niveau de recouvrement des recettes

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
		- Existence du projet transfrontalier Sikasso Korogho et Bobo (SKBO) - Existence du projet PAPEA ayant contribué à la mise en place de plusieurs clusters dans la Commune de Bobo-Dioulasso (mangue, volailles et œuf, gingembre et manioc, lait, patate douce) - Construction d'une aire d'abattage amélioré de volaille à Diaradougou par le PAPEA pour le compte du cluster volailles - Projet de réhabilitation du parc à bétail de Kiri	
Potentiel humain et conditions de vie - Existence d'un plan d'actions du continuum (post-primaire), sanitaire et d'actions sociales - Existence d'une pratique de mutualisation de certaines infrastructures sociales (Préscolaire, primaire et le post-primaire)		- Prise en charge du potentiel du plan d'actions du continuum au niveau régional. - Interventions de l'association Solidarité Afrique de l'Ouest (ASAO)	- Gestion individualisée des infrastructures sociales par secteur, arrondissement ou par village.
Développement compatible avec les principes de durabilité Présence de ressources naturelles (fauniques, forestières et hydrauliques)		- Existence du projet de valorisation des sachets plastiques, le FIE et la vitrine PFNL dans le domaine de l'environnement - Pratique de l'agriculture périurbaine - Existence d'un projet d'aménagement des forêts classées de Kua et du Kou en parc urbain	- Accaparement foncier par les promoteurs immobiliers, menaçant notamment la pratique de l'agriculture - Pollution - La dégradation des forêts classées - La modification de l'écosystème - Braconnage - Occupation anarchique des

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
			forêts et trames vertes - Effets néfastes du changement climatique
Humanitaire			
- L'existence d'une Direction en charge des questions humanitaires dans la Commune de Bobo-Dioulasso - Existence d'un esprit de solidarité au sein de la population	-Absence de plan d'urgence communal - Insuffisance de prise en charge des personnes vulnérables et des PDI	- Intervention du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) ; - Existence des OSC et ONG dans le domaine de l'humanitaire	- Afflux incontrôlé des PDI vers la ville de Bobo-Dioulasso - Accentuation de la vulnérabilité au sein de la population
Cohésion sociale			
- Existence d'un cadre de concertation communal ; - Existence de la commission foncière villageoise (CFV) et de la commission de conciliation foncière villageoise (CCFV) dans les villages rattachés à la Commune de Bobo-Dioulasso. - Arbre de Noël de la Commune de Bobo-Dioulasso ; - Existence des journées des communautés	- Insuffisance dans l'application de la pratique culturelle et coutumière	- Intervention des organisations internationales œuvrant dans le domaine de la cohésion sociale ; - Pratique de la parenté à plaisanterie ; - Existence d'un cadre de résolutions des problèmes au sein des différentes ethnies ; - Existence des OSC dans le domaine de la cohésion sociale	- Intolérance ; - Radicalisation ; - Stigmatisation ; - Effritement du tissu familial ; - Individualisme
Sécurité			
- Existence d'une police municipale ; - Existence des SDE en matière de sécurité dans la Commune (police nationale, gendarmerie, sapeurs-pompiers, militaires, Garde de Sécurité pénitentiaire, Forestiers)	- Répartition limitée des services et infrastructures de sécurité ; - Manque de personnel ; - Manque de matériels	- Exploitation des structures d'auto défense dans les villages pour la consolidation de la sécurité	- Incivisme ; - Insuffisance d'éclairage public dans la Commune

Source : *DEESP 2023*

III. METHODOLOGIE

La feuille de route

Tableau 43 : Feuille de route

N°	Activité			Durée	Intrants/outils	Extrants/ Résultats attendus	Livrables	Responsables
1	Installation et prise de contact des membres			–	Arrêté de nomination des membres de la commission ad 'hoc	L'installation des membres est effective	PV d'installation des membres	PDS/DEESP
2	Mise en place des sous commissions	Sous-Commission (Gp)1	Axe 1 : Améliorer la gouvernance au niveau communal	Jour 1	Arrêté de nomination des membres de la commission ad 'hoc	Les listes des membres des différentes sous-commissions sont disponibles	Listes des membres des différentes sous commissions	Président commission affaire générale, Rapporteurs (SG, DREP, DEESP)
		Sous-Commission (Gp)2						
		Sous-Commission (Gp)3	Axe 2 : Contribuer à la sécurisation du territoire communal					
			Axe 4 : Promouvoir la cohésion sociale et la renonciation des citoyens					
		Sous-Commission (Gp)4	Axe 3 : Promouvoir des actions humanitaires					
3	Travaux en sous commissions				Canevas de diagnostic, Draft du PADS, PA-SD, PNPS,	Les rapports des travaux de sous-commission sont		Présidents et rapporteurs de sous-

N°	Activité	Durée	Intrants/outils	Extrants/ Résultats attendus	Livrables	Responsables
			PCD, PAT, SDAU, POS, SDGDS, SNCS	disponibles		commissions
4	Présentation des rapports des sous commissions en plenière	Jour 2	Rapport des travaux de sous-commission	Les rapports des travaux de sous-commission sont amendés	Rapports des travaux de sous-commission	
5	Mise en place du comité technique		Arrêté de nomination des membres de la commission ad 'hoc	La liste des membres du comité technique est disponible	Liste des membres du comité technique	Président commission affaire générale
6	Travaux en comité technique	Jour 3 à 14	Rapport des travaux de sous-commission, PCD, PAT, SDAU, POS, SDGDS	Le rapport technique (avant-projet du PADS) est disponible	PV des travaux du Comité Technique Avant-projet du PADS	Le président du comité technique, Rapporteurs
7	Présentation et validation de l'avant-projet du PADS	Jour 15	Avant-projet du PADS	Le projet du PADS à valider	Projet du PADS	Président commission affaire générale
8	Clôture des travaux		Projet du PADS	La Clôture des travaux est effective		PDS, Président commission affaire générale, DEESP

Source : *DEESP 2023*

L'élaboration du PADS 2022-2024 a été commise à une commission ad 'hoc conformément à l'arrêté n° 2023-000009/CB/M/SG du 15 février 2023 portant création, composition, attribution et fonctionnement d'une commission ad' hoc chargée de l'élaboration du plan d'actions (2022-2024) de la délégation spéciale de la Commune de Bobo-Dioulasso. Elle s'est faite à travers un processus participatif en mettant en contribution des personnes de ressource des différents domaines d'activité notamment les services techniques municipaux, les services déconcentrés de l'Etat, les forces vives et les organisations de la société civile.

Quinze (15) membres de la commission ad' hoc ont été choisis pour constituer le comité technique chargé de la rédaction du projet du PADS à soumettre à l'ensemble des membres de la Commission ad' hoc pour validation avant présentation au conseil pour adoption.

La rédaction a débuté par une présentation générale de la Commune de Bobo-Dioulasso en faisant ressortir son historique, sa situation géographique, démographique, son organisation administrative, les secteurs sociaux de base, les activités économiques ainsi que les facteurs favorables à la production. Pour ce faire, la revue documentaire a abouti à l'exploitation de la monographie de la commune, des résultats d'éminents chercheurs et de nombreux documents de référence[20] avant de passer au diagnostic.

Dans un premier temps, le diagnostic a été fait sur la Commune de Bobo-Dioulasso avant d'être approfondi au niveau des arrondissements par une collecte de données qui a pris en compte les parties urbaine et rurale. Il a permis de mettre en phase les caractéristiques de la Commune c'est à dire les existants en termes d'infrastructures et d'équipements, les besoins et les projets en cours.

A cet effet, les différents arrondissements ont été mis à contribution pour les volets les concernant. Afin de mieux connaitre la Commune et certains domaines de développement, le diagnostic a pris en compte l'actualisation des caractérisations faites par le Plan d'occupation des Sols (POS). Enfin, ledit diagnostic a pris fin par une analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) du plan d'actions en se basant sur ses différents axes.

Au regard des résultats du diagnostic, une programmation physique et financière des actions a été faite par axe en tenant compte des priorités. Il faut noter qu'une partie de cette programmation tire son origine des actions du PCD 2017-2021, du PART, du PA-SD 2022-2025 et la SNCS. Ces actions ont fait l'objet d'actualisation en travaux de sous-

[20] RGPH 2019, CONASUR 31/03/ 2023, les données de l'INSD, du PAEEDC Bobo-Dioulasso, horizon 2030, de l'ONEA, etc.

commissions afin de retenir celles qui sont d'actualité, pertinentes et réalisables selon l'horizon temporel du présent plan d'actions. Aussi, des actions nouvelles ont-elles été proposées, toujours selon le même mécanisme d'appréciation.

Enfin, une stratégie de mise en œuvre du plan d'actions 2022-2024 a été définie pour son opérationnalisation. Elle prend en compte plusieurs volets dont la communication, le financement, la mobilisation des ressources, ainsi que mécanisme de suivi-évaluation.

IV. STRUCTURATION DES AXES

4.1. Vision à l'horizon 2024

4.1.1 Vision du PADS

« Promouvoir un développement harmonieux et durable de la Commune de Bobo-Dioulasso à travers l'amélioration de l'accessibilité des populations aux services sociaux de base ainsi que la promotion des activités socio-économiques ».

4.1.2 Vision du PDS

Il s'agit de la vision que l'autorité communale s'est fixée :

- encourager les pratiques saines qui vont booster le développement économique à la base ;
- intégrer certaines valeurs comme le patriotisme, l'intégrité, le sacrifice, la dignité, le respect de la chose publique, l'unité, la transparence dans la gestion, la responsabilité, la discipline, le civisme, l'exemplarité, la solidarité envers les PDI, etc.
- dialoguer sur la gestion de nos structures et travailler avec tout le monde sans exclusion.

De façon spécifique la vision du PDS est de :

- rendre fonctionnel dans des délais raisonnables les marchés déjà réalisés ;
- veiller à une bonne reprise des études et projets des travaux d'ouvrage des marchés en cours de validation ;
- opérationnaliser le PDeID financé par l'AFD et l'Union Européenne (UE) ;
- mobiliser toutes les ressources à travers la contribution et l'engagement de tous les acteurs auprès des autorités à lutter contre l'incivisme dans toutes ses formes
- exiger de tous, un sacrifice tel l'abandon de l'intérêt individuel au profit de l'intérêt général selon son slogan « **Le pays d'abord, la famille ensuite et l'individu après** ».

Comme difficultés :

- sécurisation des personnes et des biens sur les sites des marchés ;
- éclairages des marchés ;
- constructions de caniveaux ;
- assainissement et la gestion durable des déchets des marchés ;
- entretien et maintenance des équipements et des infrastructures marchandes ;
- mobilisation des recettes ;
- gestion des conflits entre exploitants ;
- application de la réglementation d'occupation du domaine public ;
- incivisme ;
- afflux massif et prise en charge des PDI ;
- immixtion des politiciens ...

4.2. Définition des axes

AXE 1 : Améliorer la gouvernance au niveau communal

L'axe 1 concentre les priorités d'action à mener afin d'améliorer différents domaines de gouvernance, de consolider la dynamique du développement du capital humain et d'améliorer la production des secteurs porteurs pour l'économie en vue de répondre efficacement aux besoins des populations.

AXE 2 : Contribuer à la sécurisation du territoire communal

L'axe 2 a fixé comme objectif à l'action publique, de contribuer à la protection des personnes, des biens et du territoire communal.

AXE 3 : Promouvoir des actions humanitaires

L'axe 3 vise à assurer une réponse urgente et efficace à la crise humanitaire et aux drames socio-économiques et communautaires provoqués par l'insécurité et les aléas climatiques.

AXE 4 : Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation entre citoyens

L'axe 4 a été consacré à la poursuite du chantier de la réconciliation nationale dans le but de recoudre le tissu social mis à mal par les préjugés, les rancœurs et les accusations.

4.3. Déclinaison des axes

Les quatre (4) sous-commissions, à partir des quatre (4) axes définis plus haut, ont proposé des activités ou des actions jugées prioritaires pour le développement de la commune de Bobo-Dioulasso. Une fois stabilisés, les quatre axes thématiques sont devenus les quatre objectifs généraux du PADS tels que l'amélioration de la gouvernance au niveau communal, contribuer à la sécurisation du territoire communal, promouvoir des actions humanitaires et enfin Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation entre citoyens. Lesdits axes ont été déclinés en **146 objectifs spécifiques** pour donner un ordonnancement à l'ensemble panoramique des **737 actions proposées**.

Les objectifs spécifiques sont des objectifs pour lesquels les axes ont été initiés. Ils sont les plus importants dans le cadre de l'exécution des axes. Les activités comme les actions quant à elles viennent préciser les objectifs spécifiques.

4.4. Coût global des axes

Tableau 44 : Coût global des axes

	AXE 1	AXE 2	AXE 3	AXE 4	Total	Taux
Objectifs Spécifiques	87	5	16	38	**146**	
Activités ou Actions	564	19	54	100	**737**	
Part Budget Communal	7 809 930 426	207 859 666	270 540 000	657 950 000	**8 946 280 092**	**29,04%**
Part dotation/subvention Etat	7 614 239 910	250 000 000	12 000 000	58 000 000	**7 934 239 910**	**25,76%**
Part PTF	13 298 941 002	90 000 000	219 750 000	299 250 000	**13 907 941 002**	**45,15%**
Contribution de la population	13 662 000	-	-	-	**13 662 000**	**0,04%**
Coût global	**28 736 773 338**	**547 859 666**	**502 290 000**	**1 015 200 000**	**30 802 123 004**	**100,00%**
Taux	**93,29%**	**1,78%**	**1,63%**	**3,30%**	**100%**	

Source : DEESP 2023

V. PROGRAMMATION PHYSIQUE ET COUTS DES ACTIONS ET EXTRANTS PRIORITAIRES

Tableau 45 : Programmation physique et couts des actions et extrants prioritaires

Actions prioritaires		Unité Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Programmation physique			Programmation Financière			Coût global	Responsable	Source de financement			
Code	Désignation				2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Communal	ETAT	PTF	Contribution de la population

Source : DEESP 2023

Le tableau 53 représente le canevas de la programmation physique et les coûts des actions et extrants prioritaires du PADS. Les données de ce tableau se retrouvent en annexes à la page 87 du présent document.

VI. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

Afin de garantir une bonne exécution des actions inscrites dans le tableau de programmation du PADS (2022-2024), il est proposé que :

- Les services techniques municipaux s'approprient les objectifs opérationnels du PADS 2022-2024 en fonction de leurs missions ;
- La collectivité puisse solliciter d'une part un appui-conseil de professionnels pour certaines actions appartenant à des champs thématiques ou de compétences techniques peu représentés dans les services municipaux et d'autre part la mobilisation d'un ou plusieurs bailleurs de fonds ;
- les autorités locales soient impliquées pour l'exécution des stratégies sectorielles au niveau communal.

Ces préalables faciliteront la communication (1), le financement (2), la mobilisation des ressources (3) et les orientations dans la mise en œuvre, le suivi continu et l'évaluation périodique (4) des actions du PADS.

6.1. Communication

La réussite du PADS suppose l'élaboration d'un plan de communication. Il s'agit essentiellement de :

- développer une technique dynamique de vulgarisation, de mobilisation, d'échanges, de sensibilisation, de persuasion qui conduira l'ensemble des acteurs locaux à s'approprier le PADS ;
- faire des missions traduites dans ce document, une orientation consensuelle et un référentiel en matière de planification qui pourront se réaliser à travers des ateliers de communication pendant les sessions de la délégation spéciale et les cadres de concertation ;
- organiser des théâtres fora dans les secteurs et villages rattachés pour les actions nécessitant la participation et l'adhésion des citoyens ;
- faire usage des TIC (télé, radio, réseaux sociaux, ...) pour susciter au sein de la population des partenariats pour la prise en charge des différentes problématiques de développement.

6.2. Les sources de financement

Le financement du PADS peut se faire à travers plusieurs possibilités, à savoir :

- l'utilisation des ressources propres à travers la prise en compte des actions pendant l'élaboration des budgets annuels ;
- la promotion des projets participatifs ou la contribution des bénéficiaires qui est un tremplin pour le développement local ;
- la contribution de l'Etat sous forme de subventions et de ressources transférées
- la contribution des partenaires Techniques et Financiers.

6.3. Mobilisation des ressources

La stratégie de mobilisation prend en compte le domaine économique, financier, social, et la gouvernance locale.

- Sur le plan économique, la Commune de Bobo-Dioulasso est en phase de dérouler le Projet de Développement économique local Durable (PDelD) qui à terme portera une amélioration aux infrastructures marchandes notamment la construction de marchés et de gares routières. A cela s'ajoute les interventions du Projet d'appui au Développement des Economies Locales (PADEL) sur la possibilité de réalisation de marchés secondaires dans les secteurs et villages rattachés de la Commune de Bobo-Dioulasso ;
- Sur le plan financier, il s'agira de mobiliser les ressources endogènes et exogènes à travers la relecture des délibérations à caractère financier, la dynamisation du comité de suivi budgétaire, des plaidoyers auprès des bailleurs de fonds ;
- Sur le plan social, la mobilisation des ressources prend en compte l'humanitaire, la cohésion sociale et le capital humain. Sont concernés les acteurs intervenant dans le respect de la dignité humaine (droits à l'éducation, à la santé, à la protection sociale et à la sécurité), les PDI, les personnes vulnérables et tous les citoyens ;
- Sur le plan de la gouvernance locale il s'agit de prendre en compte les actions du PADS lors de l'arbitrage budgétaire, la validation des documents budgétaires comme le Plan Annuel d'investissement (PAI) et les budgets qui tiennent compte de la vision du PADS.

6.4. Suivi-évaluation

Un dispositif de suivi-évaluation efficient est un atout de réussite de la mise en œuvre des actions programmées. A cet effet, un ensemble d'activités sont à initier pour accompagner le document de planification. Il s'agit de :

- la mise en place par arrêté communal d'un comité de suivi-évaluation des actions du PADS. Le service technique municipal en charge de la planification propose des outils de suivi qui seront validés par le comité. Celui-ci siège chaque semestre pour faire le point d'avancement des actions programmées et rend compte à l'autorité municipale ;
- l'élaboration des lettres de missions qui seront assignées à tout responsable de service technique municipal en tenant compte des orientations du PADS ;l'élaboration d'un plan triennal glissant à soumettre au comité pour validation ;
- la programmation d'un PAI qui tienne compte de la programmation financière des actions du PADS ;

Les actions du PADS de l'année prendront en compte la répartition spatiale des investissements en fonction des priorités (urgence des besoins exprimés et contexte).

Etant un processus continu de collecte et d'analyse d'informations afin d'apprécier la mise en œuvre du PADS, le suivi permettra de recueillir des données de manière régulière sur les niveaux d'exécution des différentes actions programmées en comparaison avec les prévisions physiques et financières.

Dans le but de déterminer l'efficience et l'efficacité du PADS, une évaluation interviendra après un certain délai de mise en œuvre et demande des investigations plus approfondies.

C'est ainsi que les évaluations à mi-parcours et annuelles de la mise en œuvre du PADS sont des moyens qui permettront de mesurer le niveau d'exécution des objectifs spécifiques programmés, identifier et analyser les difficultés d'une part et d'autre part proposer les solutions visant l'atteinte des objectifs.

De façon spécifique, l'évaluation s'exécutera à l'interne et l'externe par :

- ✓ des enquêtes effectuées et l'évaluation des résultats obtenus afin de tirer des enseignements et proposer de corrections dans l'élaboration du plan triennal glissant ;
- ✓ l'appréciation des effets du PADS en rapport avec les principaux objectifs et les résultats attendus.

La gestion des actions du suivi-évaluation se fera concomitamment avec le service technique municipal en charge de la planification et l'organisation qui sera mis en place à travers l'arrêté.

CONCLUSION

Le Plan d'Actions de la Délégation Spéciale (PADS 2022-2024) traduit une vision nouvelle des orientations des autorités communales pour le développement de la Commune de Bobo-Dioulasso. Il s'agit d'un développement global parce qu'il prend en compte toutes les aspirations de la population, participatif parce que toutes les forces vives de la cité de Sya ont participé à son élaboration, inclusif car aucune frange de la population n'a été oubliée et enfin résilient car l'autorité communale a pris un cap révolutionnaire pour s'adapter au contexte dominé par la lutte pour la défense de la patrie et le retour d'un grand nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) dans leurs localités d'origine.

Dans sa structuration le PADS 2022-2024 traverse quatre (04) axes qui cadrent avec le contexte au rythme duquel la Commune de Bobo-Dioulasso vit à l'instar de toutes les Communes du Burkina Faso. Les résultats attendus des objectifs fondés sur la bonne gouvernance, la sécurité, l'humanitaire et la cohésion sociale seront évalués périodiquement par un comité de suivi-évaluation.

Le coût de réalisation du PADS 2022-2024 est estimé à 30 802 123 004 francs CFA. Il est attendu une contribution du Budget communal de 8 946 280 092 francs CFA, soit 29,04%. Le reste est réparti entre l'Etat burkinabé (25,76%), les partenaires techniques et financiers (45,15%) et une contribution de la population (0,04%).

La réussite du PADS 2022-2024 est tributaire de la capacité de la Commune de Bobo-Dioulasso à mobiliser les ressources nécessaires pour financer son propre développement. Ainsi des ateliers et des missions de vulgarisation du présent guide sont à multiplier. Un plaidoyer auprès de tous les partenaires pour le financement du développement local de la Région des Hauts-Bassins s'avère primordial.

BIBLIOTHEQUE

MILLOGO, K.A., Recherches préhistoriques au Burkina Faso, Inédit, P 12.

KIETHGA, J.B., Résultats des fouilles d'une ruine de fer à Bèna en 1985, Laboratoire de datation de 14c de l'Université de Lyon II, 2000 BP + 120.

SANOU, D. B., Promotion culturelle à Bobo-Dioulasso. Proposition d'une méthode dans un contexte de décentralisation, P51, Ouagadougou, découverte du Burkina Faso, 2005.

Moussa SANON. Université de Ouagadougou / Burkina Faso – Maîtrise en Sciences et Techniques de l'Information et de la communication. 2005.

Monographie de la Commune de Bobo-Dioulasso.

Monographie des Hauts-Bassins 5è RGPH.

Annuaire statistique 2021 de la région des Hauts-Bassins.

PAAEDC Bobo-Dioulasso.

Projet Participation Citoyenne et Cohésion Sociale – **PaCoS**.

Plan d'action pour la Stabilisation et le Développement (**PA-SD**) – Janvier 2023.

Plan d'action de la transition (**PAT**) - Mai 2022.

Plan Communal de Développement (**PCD 2017 – 2022**).

Plan Régional de Développement (**PRD**)- Région des Hauts - Bassins Burkina Faso - Conseil Régional Région des Hauts-Bassins - vol. 1 : Diagnostic territorial – Septembre 2009.

Ecoloc Bobo - Phase II – Livre Blanc. Octobre 2003.

Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (**SNCS**) au Burkina Faso - 2021-2025.

https://le faso.net du 17 juillet 2017.

https://stat-bobo.org

https://www.goafricaonline.com/bf/annuaire/entreprises-batiment-construction

Loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales, ensemble ses modificatifs et textes d'application.

Loi N°026-2012/AN modifiant la loi N°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des Communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso.

Kiti n° AN VI 0095/FP/MAT du 24 novembre 1988 portant réorganisation administrative de la ville de Bobo-Dioulasso.

Loi N°026-2012/AN modifiant la loi N°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des Communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso.

Résultats INO-2019.

ANNEXES

PROGRAMMATION PHYSIQUE ET COUTS DES ACTIONS ET EXTRANTS PRIORITAIRES

AXE 1 : Améliorer la gouvernance au niveau communal

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
Objectif Spécifique 1.1 : Poser un cadre, construire des méthodes et des outils (Elaborer des documents des stratégiques de pilotage)					4	1	1	2	-	-	15 000 000	15 000 000		10 000 000	-	5 000 000	-
11001	Élaborer un manuel de procédures administratives de la Mairie y compris les Mairies d'arrondissements	Nbre	Manuels de procédures administratives	PV de réception	1			1			10 000 000	10 000 000	SG	10 000 000			
11002	Elaborer un plan de gestion et de carrière des ressources humaines	Nbre	Plan de gestion et de carrière élaboré	Plan de gestion et de carrière	1			1			5 000 000	5 000 000	DRH			5 000 000	
11003	Refire les organigrammes (arrondissements et Mairie centrale)	Nbre	Organigrammes relus	Arrêtés	1	1	1		PM	PM		-	DAG				
Objectif Spécifique 1.2 : Choisir des attitudes et des tâches à partager et lutter contre la rétention de l'information					15	2	7	6	625 000	7 250 000	5 250 000	13 125 000		13 125 000	-	-	-
12001	Créer une bibliothèque numérique	Nbre	Bibliothèques créés	Disponibilité des documents en ligne	1		1			2 000 000		2 000 000	DSIN	2 000 000			
12002	Organiser des voyages d'études	Nbre	Voyages effectués	Rapports de missions	4		2	2		4 000 000	4 000 000	8 000 000	SG	8 000 000			
12003	Promouvoir l'intercommunalité	Nbre	Convention	Conventions signées	4		2	2		625 000	625 000	1 250 000	DCDRI	1 250 000			
12004	Développer des partenariats avec les universités, les écoles et centre de formations professionnelles et de recherche	Nbre	Partenariat	Conventions signées	6	2	2	2	625 000	625 000	625 000	1 875 000	DCDRI	1 875 000			
Objectif Spécifique 1.3 : Elaborer un Programme communal THIMO à mettre en œuvre					5	-	2	3	-	51 400 000	53 400 000	104 800 000		2 000 000	51 400 000	51 400 000	-
13001	Mettre en œuvre une stratégie communale de pérennisation du projet THIMO	Nbre	Cohorte	Rapport semestriel	4		2	2		51 400 000	51 400 000	102 800 000	DEESP		51 400 000	51 400 000	
13002	Elaborer et mettre en œuvre le modèle de durabilité du projet THIMO	Nbre	projet élaboré	Document projet				1			2 000 000	2 000 000	DEESP	2 000 000			
Objectif Spécifique 1.4 : Élaborer des programmes spécifiques de mise à niveau des agents et délégués					3	1	1	1	1 250 000	3 000 000	3 000 000	7 250 000		7 250 000	-	-	-
14001	Organiser des séances de renforcement de capacités des élus/membres de la délégation spéciale sur la gouvernance locale	Nbre	Sessions de renforcement des capacités	Rapport de session	3	1	1	1	1 250 000	3 000 000	3 000 000	7 250 000	SG	7 250 000			
Objectif Spécifique 1.5 : Adopter des principes pour guider l'action					1	-	1	-	-	1 000 000	-	1 000 000		1 000 000	-	-	-
15001	Vulgariser le PADS adopté	Nbre	Séances de vulgarisation	Rapport d'activités	1		1			1 000 000		1 000 000	SG	1 000 000			
Objectif Spécifique 1.6 : Promouvoir des pratiques pouvant engendrer de nouvelles habitudes					8	-	4	4	-	7 250 000	2 250 000	9 500 000		9 500 000	-	-	-
16001	Elaborer un plan de modernisation de l'administration communale	Nbre	Plan de modernisation	Document adopté	1		1			5 000 000		5 000 000	SG	5 000 000			
16002	Assurer la mise en relation de la transversalité des programmes d'activités des directions techniques	Nbre	Mise en rélation	Rapport d'activités	2		1	1				-	SG				
16003	Renforcer la maîtrise d'ouvrage communale en y intégrant des actions de relations publiques et de communication	Nbre	Sessions d'information ou de communication	Rapport d'activités	2		1	1		1 500 000	1 500 000	3 000 000	DCRP	3 000 000			
16004	Renforcer la collaboration pour l'élaboration de stratégies de développement (culture, tourisme, économie régionale - SKBO)	Nbre	Plan de coopération	Document stratégique	2		1	1		750 000	750 000	1 500 000	DCDRI	1 500 000			
16005	Développer des stratégies prenant en compte l'environnement et la sécurité	Nbre	Plan stratégique	Rapport d'activités	1			1	PM	PM	PM	-	DEEE/DPM				
Objectif Spécifique 1.7 : S'appuyer sur des organes de diffusion et de sollicitation					46	7	16	23	6 250 000	23 250 000	37 250 000	66 750 000	-	41 750 000	-	25 000 000	-
17001	Dynamiser le cadre de concertation communal	Nbre	Cadre de concertation	Compte rendu	6	2	2	2	2 000 000	3 000 000	3 000 000	8 000 000	DEESP	4 000 000		4 000 000	
17002	Organiser un e assemblée générale des projets et programmes	Nbre	Assemblée générale tenue	Compte rendu	2		1	1		1 500 000	1 500 000	3 000 000	DEESP	3 000 000			
17003	Instituer des cadres de concertations dans les arrondissements	Nbre	Cadre de concertation	Compte rendu	21		7	14		14 000 000	28 000 000	42 000 000	SGA/RRT	21 000 000		21 000 000	
17004	Suivre et évaluer les Comités de Jumelage (commune et arrondissements)	Nbre	Comités suivi	Rapport de suivi	2		1	1		500 000	500 000	1 000 000	DCDRI	1 000 000			
17005	Initier des émissions interactives et des programmes de sensibilisation sur les thématiques d'intérêt	Nbre	Emission Radiophonique	Rapport d'activités	12	4	4	4	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DCRP	9 000 000			
17006	Alimenter le site web des comptes rendus des activités et cadres de concertations	Nbre	Publication sur le site web	Site web	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DSIN	3 750 000			
Objectif Spécifique 1.8 : Diffuser le PADS (structure et logistique)					1	-	1	-	-	1 000 000	-	1 000 000		1 000 000	-	-	-
18001	Elaborer des supports physique et numérique adaptés à la large diffusion du PADS	Nbre	Support physique et electronic	Document physique et electronic	1		1			1 000 000		1 000 000	DCRP	1 000 000			
Objectif Spécifique 1.9 : Dynamiser la participation et le contrôle citoyen					8	2	3	3	1 125 000	1 125 000	1 125 000	3 375 000		3 375 000	-	-	-
19001	Réaliser annuellement une journée de redevabilité dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) notamment un forum RSE communal	Nbre	Journée organisée	Rapport de la journée	2		1	1		PM	PM	-	DCRP, DEESP				
19002	Editer semestriellement Sya magazine avec des insertions de pages pour les promoteurs privés	Nbre	Parutions	Editions	6	2	2	2	1 125 000	1 125 000	1 125 000	3 375 000	DCRP	3 375 000			
Objectif Spécifique 1.10 : promouvoir les pratiques sociales					2	-	1	1	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000		4 000 000	-	-	-
110001	Accompagner la mutuelle des agents municipaux (MUTRACOB et la mutuelle de la police)	Nbre	Dotation de la mutuelle	Rapport d'activités	2		1	1		1 000 000	1 000 000	2 000 000	DRH	2 000 000			
110002	Accompagner les partenaires sociaux (SYNATRA-CTB)	Nbre	Dotation des partenaires sociaux	Rapport d'activités						1 000 000	1 000 000	2 000 000	SG	2 000 000			
Objectif Spécifique 1.11 : Prendre des dispositions sanitaires, juridiques et financières dans un contexte sécurisé					4	1	1	2	1 000 000	2 000 000	4 000 000	7 000 000		7 000 000	-	-	-
111001	Assurer la visite médicale annuelle des agents communaux	Nbre	Agents communaux consultés	Rapport de la visite médicale	3	1	1	1	1 000 000	2 000 000	2 000 000	5 000 000	DRH/DPSHP	5 000 000			
110002	Elaborer une stratégie de prise en charge des soins médicaux des agents communaux	Nbre	stratégie élaboré	Document adopté				1			2 000 000	2 000 000	DRH/DPSHP	2 000 000			
Objectif Spécifique 1.12 : Améliorer les services de l'état civil					4	-	1	3	-	-	10 000 000	10 000 000		10 000 000	-	-	-
112001	Améliorer les prestations de l'état civil à l'arrdt 2	Taux	Pourcentage de registre reconstitué et numérisé	Rapport d'activités	1			1			-	-	ARRDT 2			Projet	
112002	Reconstituer et numériser les registres de l'état civil et les archives communales	Taux	Pourcentage de registre reconstitué et numérisé	Rapport d'activités	1			1			5 000 000	5 000 000	DAG	5 000 000			
112003	Interconnecter les centres d'état civil	Nbre	Centre d'etat civil à l'interconnectivité	Rapport d'activités	1			1			5 000 000	5 000 000	DSIN	5 000 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL						8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
112004	Elaborer un projet de mise en place d'un guichet unique de l'état civil	Nbre	Projet élaboré	Document validé	1		1				PM	-	DAG				
Objectif Spécifique 1.13 : Promouvoir le développement numérique dans un mouvement de modernité																	
113001	Mettre en place une plateforme intranet	Nbre	Batiment connecté à l'interconnectivité	Rapport d'activités	6	2	1	3	51 536 000	40 100 000	11 000 000	102 636 000		102 636 000	-	-	-
113002	Interconnecter la Mairie et les arrdts	Nbre	Arrondissements connecté à l'interconnectivité	Rapport d'activités	1			1			5 000 000	5 000 000	DSIN	5 000 000			
113003	Animer le site web de la Mairie par des webmasters	Nbre	Interconnectivité	Rapport d'activités	1			1			5 000 000	5 000 000	DSIN	5 000 000			
113004	Equiper les directions en matériels informatiques	Nbre	Directions équipées	PV de réception de matériels	2		1	1		5 000 000	1 000 000	6 000 000	DSIN	6 000 000			
113005	Acquérir un logiciel de statistique et de comptablité	Nbre	Logiciels acquis	PV de réception des logiciels	2	2			43 900 000	35 100 000		79 000 000	DSIN	79 000 000			
Objectif Spécifique 1.14 : Améliorer l'interaction avec les habitants									7 636 000			7 636 000	DEESP, DAFB	7 636 000			
114001	Organiser des journées "Portes ouvertes" de l'administration communale	Nbre	Journées portes ouvertes	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	10 000 000	10 000 000	20 000 000		20 000 000	-	-	-
Objectif Spécifique 1.15 : Réaliser des restaurations immobilières					2		1	1		10 000 000	10 000 000	20 000 000	SG	20 000 000			
115001	Construire un bâtiment des archives communales	Nbre	Batiments construits	PV de réception des travaux	28	3	19	6	87 891 370	325 902 589	180 000 000	593 793 959		543 793 959	-	50 000 000	-
115002	Contribuer à la clôture de la forêt classée de Kua	Nbre	Fôret classée clôturée	PV de réception des travaux	1			1			100 000 000	100 000 000	DUCFC	50 000 000		50 000 000	
115003	Construire un magasin pour la DAFB	Nbre	Magasin construit	PV de réception	1			1			30 000 000	30 000 000	DEEE	30 000 000			
115004	Construire un bâtiment à la DRI	Nbre	Bâtiment construit	PV de réception	1			1				-	DUCFC/DMP/DAFB				
115005	Construire (Tranche) de la Recette Municipale	Nbre	Bâtiment construit	PV de réception	-							-	DUCFC/DMP/DAFB				
115006	Construire la clotûre et 2 guérites à la mairie de l'Arrdt 1	Nbre	Clôture et guérites construites	PV de réception	3		3			26 552 382		26 552 382	DUCFC/DMP/DAFB	26 552 382			
115007	Paver et faire l'amenagement paysager de la cours de la mairie de l'Arrdt 1	Superficie	Zone aménagée et pavée	PV de réception	1		1			40 000 000		40 000 000	DUCFC/DMP/DEEE	40 000 000			
115008	paver la cour et faire l'amenagement paysager de la cours de la mairie de l'Arrdt 2	Nbre	Zone aménagée et pavée	PV de réception	1		1			6 000 000		6 000 000	DUCFC/DMP/DEEE	6 000 000			
115009	paver la cour et faire l'amenagement paysager de la cours de la mairie de l'Arrdt 6	Nbre	Zone aménagée et pavée	PV de réception	1		1			9 000 000		9 000 000	DUCFC/DMP/DEEE	9 000 000			
115010	Réaliser d'autres ouvrages (arrdt 1, 3 et 5)	Nbre	Ouvrages réalisés	PV de réception	3		3			20 800 000		20 800 000	DUCFC/DMP	20 800 000			
115011	Réaliser des travaux de pavage du marché du secteur 17	Superficie	Zone pavée	PV de réception	1		1			100 175 207		100 175 207	DUCFC/DMP/DEEE	100 175 207			
115012	Réaliser d'autres travaux de bâtiments (Arrdt 7)	Nbre	Travaux réalisés	PV de réception	1		1			3 025 000		3 025 000	DUCFC/DMP	3 025 000			
115013	Suivre et controler les travaux de construction du marché du secteur 17	Nbre	Suivi et contrôle réalisés	PV de suivi-contrôles	1		1			7 750 000		7 750 000	DUCFC/DIRMO/DEEE	7 750 000			
115014	Réhabiliter les bâtiments des différentes Directions (dont Etat civil, DUCFC, DPE, DIRMO, Radio Municipale, éclairage solaire de l'hôtel de ville)	Nbre	Bâtiments réahabilités	PV de réception des travaux	9	2	5	2	87 891 370	77 200 000	50 000 000	215 091 370	DUCFC/DMP	215 091 370			
115015	Réhabiliter des monuments	Nbre	Monuments réabilités	PV de réception	2		2			35 400 000		35 400 000	DUCFC/DMP/DPCAT	35 400 000			
115016	Réhabiliter le domicile du trésorier	Nbre	Bâtiment réabilité	PV de réception	-							-	DUCFC/DMP				
115017	Réfectionner la salle de mariage de l'état civil communal	Nbre	Bâtiment réfectionné	PV de réception	1	1						-	DUCFC/DMP/DAG				
Objectif Spécifique 1.16 : Equiper les services en matériels et mobiliers					35	2	26	7	362 325 000	516 743 000	201 500 000	1 080 568 000		1 080 068 000	-	500 000	-
116001	Aménager et équiper les sièges des mairies d'arrdts (arrdt 1,3, 4, 7)	Nbre	Arrdt équipé	PV de réception	4		1	3		50 000 000	150 000 000	200 000 000	DUCFC/DPM/DAFB	200 000 000			
116002	Équiper les directions en mobiliers et matériels de bureau	Nbre	Direction équipé	PV de réception	-				38 600 000	50 000 000	50 000 000	138 600 000	DUCFC/DPM/DAFB	138 600 000			
116003	Équiper les directions d'autres matériels de transport	Nbre	Matériel de transport acquis	PV de réception	5	2	3		170 000 000	150 000 000		320 000 000	DIRMO/DMP	320 000 000			
116004	Acquérir de camions-bennes	Nbre	Camions acquis	PV de réception	#VALEUR!		PM	PM		PM	PM	-	DIRMO/DCDRI	-		JUMELAGE/Conventions	
116005	Acquérir de véhicules PICK-UP	Nbre	Véhicules acquis	PV de réception	#VALEUR!		PM	PM		PM	PM	-	DIRMO/DCDRI	-		PDELD/AFD	
116006	Acquérir de camions multi lèves	Nbre	Camions acquis	PV de réception	2		2			160 000 000		160 000 000	DIRMO/DMP	160 000 000			
116007	Équiper les directions de matériels et outillages	Ens	Lot de matériel	PV de réception	-				950 000			950 000	DUCFC, DIRMO,DEEE	950 000			
116008	Acquérir de Mobiliers et matériels de bureau	Ens	Lot de matériels et mobiliers de bureau	PV de réception	-					24 000 000		24 000 000	DAFB/DMP	24 000 000			
116009	Acquérir de matériels et mobiliers de logement	Ens	Lot de matériels et mobiliers de logement	PV de réception	-					9 000 000		9 000 000	DAFB/DMP	9 000 000			
116010	Équiper les directions d'autres matériels et outillages	Ens	Lot de matériels et outillages	PV de réception	-				125 575 000	28 550 000		154 125 000	DUCFC, DIRMO,DEEE	154 125 000			
116011	Acquérir du matériel de construction	Ens	Lot de matériels de construction	PV de réception	-				27 200 000			27 200 000	DUCFC	27 200 000			
116012	Acquérir des motos pour les Arrdts 6 et 7	Nbre	Moto acquis	PV de réception	22		20	2		6 500 000	1 000 000	7 500 000	ARRDT 6 ET 7	7 500 000			
116013	Acquérir de matériels et outillages de génie civil (Matériels de construction et instruments de contrôle BTP)	Ens	Lot de matériels et outillages	PV de réception	-					38 693 000		38 693 000	DUCFC/DIRMO/DMP/DAFB	38 693 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
116014	Acquerir des tablettes au profit de l'Arrdt 6 (pour l'enregistrement des PDI)	Nbre	tablettes	PV de réception	2			2			500 000	500 000	DSIN/DMP/DAFB/D			500 000	
Objectif Spécifique 1.17 : Construire de nouveaux bâtiments					5	1	1	3	250 000 000	250 000 000	290 000 000	790 000 000			790 000 000	-	-
117001	Poursuivre les travaux de contruction de la recette municipale	Nbre	Décompte	PV de réception	3	1	1	1	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	DUCFC/DMP	750 000 000			
117002	Construire des magasins de stockage de vivres (arrdt 4 et 7)	Nbre	Magasin réalisé	PV de réception des travaux /Infrastructure réalisée	2			2			40 000 000	40 000 000	ARRDT 4 ET 7	40 000 000			
Objectif Spécifique 1.18 : Dynamiser les Commissions permanentes					48	16	16	16	8 000 000	8 000 000	8 000 000	24 000 000		24 000 000	-	-	-
118001	Tenir régulièrement les sessions des Commissions permanentes	Nbre	Sessions	Rapport d'activités	48	16	16	16	8 000 000	8 000 000	8 000 000	24 000 000	DAG	24 000 000	-	-	-
Objectif Spécifique 1.19 : Mettre en place une commission spécifique					3	-	1	2	-	500 000	1 000 000	1 500 000		1 500 000	-	-	-
119001	Mettre en place une commission de suivi évaluation du PADS	Nbre	Sessions	Compte rendu de session	3		1	2		500 000	1 000 000	1 500 000	DEESP	1 500 000	-	-	-
Objectif Spécifique 1.20 : Redynamiser les cadres de concertation existants					3	1	1	1	500 000	500 000	500 000	1 500 000		1 500 000	-	-	-
120001	Rendre opérationnel les conventions adoptées par le Délégation spéciale à travers des stratégies d'actions innovantes	Nbre	Convention opérationnelle	Délibération	3	1	1	1	500 000	500 000	500 000	1 500 000	SG/DAG/COOP/DRI	1 500 000	-	-	-
Objectif Spécifique 1.21 : Prendre des dispositions pratiques					31	10	10	11	5 000 000	5 000 000	5 500 000	15 500 000		15 500 000	-	-	-
121001	Assurer une gestion efficiente des deniers communaux (numeraire)	Nbre	Audit et d'inspection	Rapport d'audit	-						PM	-	DRAF/DAFB				
121002	Mettre en place un système de programmation informatisée des sorties et de la maintenance des engins (logiciel de gestion)	Nbre	Engins entretenus	Rapport d'activités	30	10	10	10	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DSIN/DIRMO	15 000 000			
121003	Mettre à jour et numériser l'inventaire du patrimoine communal (immobilier	Nbre	Patrimoine enrégistré	Fichier du patrimoine	1			1			500 000	500 000	DAFB	500 000			
Objectif spécifique 1.22 : Fusionner et centraliser des bases de données d'identité des personnes					3	1	1	1	20 000 000	60 000 000	60 000 000	140 000 000		140 000 000	-	-	-
12201	Acquerir du matériel informatique et spécifique au profit des services d'état civil	Nbre	Centres principaux d'état civil équipés par arrdt	PV de réception	3	1	1	1	20 000 000	60 000 000	60 000 000	140 000 000	DSIN/DAG	140 000 000			
Objectif Spécifique 1.23 : Valorisation de la préférence nationale en matière de commande publique et dans le secteur minier					-	-	-	-	-	-	-	-					
123001	Valoriser les textes sur la préférence locale en matière de commande publique	Taux	Entreprises locales parmi les attributaires	Rapport d'activités	-						PM	-	DMP				
Objectif Spécifique 1.24 : Identifier et offrir des services aux acteurs en zone de production urbaine et périurbaine					403	101	101	201	25 000 000	25 000 000	30 000 000	80 000 000		-	45 000 000	-	-
124001	Former les jeunes en entreprenariat et en technique de recherche d'emplois	Nbre	Jeunes formés	Attestion et Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DEESP/DPESVA			35 000 000	-
124002	Réaliser des microprojets agropastoraux au profit des jeunes déplacés internes et/ou hôtes	Nbre	Jeunes PDI et leurs hôtes bénéficiaires	Rapport d'activités	150	50	50	50	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/CABINET/DPESVA/ARRDTS			15 000 000	
124003	Financer des micros projets d'entreprenariat des PDI	Nbre	PDI financés	Rapport d'activités	150	50	50	50	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/CABINET/DPESVA/ARRDTS			15 000 000	
124004	Apporter un appui financier aux ménages pauvres et PDI (transferts monétaires)	Nbre	Ménages et de PDI bénéficiaires	Rapport d'activités	100			100			5 000 000	5 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			5 000 000	
124005	Promouvoir la mise en place de sociétés coopératives urbaines et périurbaines	Nbre	Sociétés coopératives	Rapport d'activié	-				PM	PM	PM	-	DEESP/DPESVA				
124006	Soutenir le développement des TPE et PME ainsi que la dynamique entreprenariale dans les zones économiques	Nbre	entreprises soutenues	Rapport d'activié	3	1	1	1	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	DEESP/DPESVA	45 000 000			
Objectif Spécifique 1.25 Renforcer les capacités des acteurs					65	20	20	25	20 000 000	15 000 000	10 000 000	45 000 000			-	-	-
125001	Appuyer les femmes organisées pour développer des AGR	Nbre	Femmes appuyées	Rapport d'activié	60	20	20	20	20 000 000	15 000 000	10 000 000	45 000 000	DPGAS			45 000 000	
125002	Faciliter l'accès au crédit aux producteurs, jeunes et femmes dans les villages rattachés (Kékélésso,Noumousso, Kouentou, Moussobadougou, Léguema) Arrdt3	5	villages assistés	Rapport d'activités	5			5			ND	-	ARRDT 3			45 000 000	
Objectif Spécifique 1.26 : Organiser et soutenir des rencontres promotionnelles					1	-	1	-	-	10 000 000	-	10 000 000		10 000 000	-	-	-
126001	Contribuer à la pérennisation de la Foire Internationale de Bobo-Dioulasso (FIB0)	forfait	Appui financier	Rapport d'activié	1		1			10 000 000		10 000 000	DEESP/DAFB/DPCAT	10 000 000			
Objectif Spécifique 1.27 : Valoriser l'activité agroforestière et alimentaire contribuant à l'attractivité du territoire					6	2	2	2	30 000 000	30 000 000	30 000 000	90 000 000		-	-	90 000 000	-
127001	Contribuer à mettre en place des centres d'incubation d'entreprises agricoles urbaines et périurbaines et promouvoir l'entreprenariat agricole	Nbre	Entreprises agricoles urbaines et périurbaine formalisées	Rapport d'activié	-				PM	PM	PM	-	DEESP/DPESVA				
127002	Promouvoir les actions de résilience aux changements climatiques et socioéconomiques (fonds de subvention sur la base d'appel à projets)	Nbre	Dossiers d'appel à projet	Convention de financement	6	2	2	2	30 000 000	30 000 000	30 000 000	90 000 000	DEEE				
Objectif Spécifique 1.28 : Ouvrir le partenariat avec le secteur privé					4	-	2	2	-	1 000 000	1 000 000	2 000 000		1 000 000	-	90 000 000	-
128001	Promouvoir la collaboration avec la CCIB dans le cadre du développement économique local	Nbre	Convention	Délibération	2		1	1		500 000	500 000	1 000 000	DEESP/ /CCIB			1 000 000	
128002	Créer un comité de suivi de la gestion rationnelle de l'espace dans les zones industrielles et commerciales	Nbre	Comité de suivi créé	Rapport du comité de suivi	2		1	1		500 000	500 000	1 000 000	SG/DEESP	1 000 000			
128003	Contribuer à l'amélioration du climat des affaires dans la commune en reduisant le temps de traitement des actes	Nbre	actes traités	Rapport d'activités							PM	-	DUCFC/DEESP				
Objectif Spécifique 1.29 : Réaliser des infrastructures marchandes					20	-	5	15	375 000 000	200 000 000	200 000 000	775 000 000		375 000 000	-	400 000 000	-
129001	Construire des des infrastructures marchandes en milieu rural					-						-					

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
129002	Construire un marché à Kouentou, Moussobadougou, Léguéma arrdt 3, Tondogosso à l'arrdt 4	Nbre	Marché construit	PV de réception des travaux /infrastructures réalisées	2	-	1	1	175 000 000	25 000 000	25 000 000	225 000 000	DEESP/SGEIM/ Arrdt 3 et 4	175 000 000		50 000 000	
129003	Construire un marché à Kotédougou arrdt 4	Nbre	Maché construit	PV de réception des travaux /infrastructures réalisées	1	-		1			ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 4				
129004	Construire un marché à Kékélésso arrdt 3	Nbre	Maché construit	PV de réception des travaux /infrastructures réalisées	1	-					ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 3				
129005	Construire des parc à vaccination dans les villages rattachés de l'arrdt 5 (Dingasso et Koro) arrdt 5	Nbre	Parc à vaccination construit	PV de réception des travaux /infrastructures réalisées	2	-		2			ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 5				
129006	Aménager les marchés de Sogosagasso, Yéguéresso, Pala, Baré et Farakoba , Bana et Kouakalé arrdt4,5,6 et 7	Nbre	Marchés aménagés	PV de réception des travaux/ infrastructures réalisées	4	-	2	2	150 000 000	50 000 000	50 000 000	250 000 000	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 4,5,6 et 7	200 000 000		50 000 000	
129007	Construire des infrastructures marchandes en milieu urbain					-						-					
129008	Réaliser des équipements marchands dans les secteurs 10 , 11(Colma),12, 20,21 arrdt2 / Colma en mode PPP	Nbre	Equipements marchands réalisés	PV de réception des travaux /infrastructures réalisées	4	-	2	2	50 000 000	125 000 000	125 000 000	300 000 000	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 2,3,6 et 7			300 000 000	
129009	Construire un marché au secteur 11 (Medina Coura) arrdt 2	Nbre	Marché Construit	PV de réception des travaux	1	-		1			ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 2				
129010	Construire un marché de Colma ext et Bobo 2010 sect 30 arrdt 2	Nbre	Marché Construit	PV de réception des travaux	2	-		2			ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 2				
129011	Réaliser des équipements marchands dans l'arrdt 5 (Sarfalao sect 17 et secteur 25)	Nbre	Equipements marchands réalisés	PV de réception des travaux /infrastructures réalisées	2	-		2	PM	PM	PM	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 5				
129012	Construitre un marché au sect 26 arrdt 5	Nbre	marché Construit	PV de réception des travaux	1	-		1			ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 5				
129013	Construire un marché de fruits et légumes au sect 27 de l'arrdt 5	Nbre	marché de fruit et légume construit	PV de réception des travaux	1	-		1			ND	-	DEESP/DMP/DUCF C/SGEIM/Arrdt 5				
Objectif Spécifique 1.30 : Construire des fourrières					1	-	1	-	-	50 000 000	-	50 000 000		50 000 000	-	-	-
130001	Construire une fourrière municipale		Fourrière municipale construite	PV de réception des travaux	1		1			50 000 000		50 000 000	DUCFC/SGEIM/DM P	50 000 000			
130002	Construire une fourrière à Kékélésso arrdt 3	Nre	Fourrière construite	PV de réception des travaux	1					ND		-	DUCFC/DMP/SGEI M/ARRDT3				
Objectif Spécifique 1.31 : Réaliser autres infrastructures marchandes					4	-	3	1	-	2 000 000 000	766 101 002	2 766 101 002		-	-	2 766 101 002	-
131001	Construire 2 gares routières au secteur 33 et au secteur 20 / Banque Mondiale	Nbre	Gares routières construites	PV de réception des travaux/ infrastructures réalisées	2		2			1 000 000 000		1 000 000 000	DEESP/DUCFC/DM P/SGEIM/ARRDT4 et 6			1 000 000 000	
131002	Aménager des aires de stationnement pour les gros porteurs à Yéguéresso	Nbre	Aires de stationnement aménagées	PV de réception des travaux/ infrastructures réalisées	1			1			200 000 000	200 000 000	DEESP/DUCFC/SG EIM/ARRDT 4			200 000 000	
131003	Réhabiliter le parc à bétail de KIRI / COFENAB-VI	Nbre	Infrastructure réceptionnée	PV de réception	1		1			1 000 000 000	566 101 002	1 566 101 002	DEESP/DUCFC/DIR MO/DEEE/SGEIM/A RRDT3			1 566 101 002	
Objectif Spécifique 1.32 : Réaliser des aménagements touristiques et paysagers					7	1	3	3	10 000 000	30 000 000	30 000 000	70 000 000		70 000 000	-	-	-
132001	Caractériser et aménager les portions de trame verte existantes sur le territoire communal suivant le mode jardin polyvalent du type agroforestier	Nbre	Site caractérisé et aménagé	PV de réception des travaux	7	1	3	3	10 000 000	30 000 000	30 000 000	70 000 000	DEEE/DPCAT	70 000 000			
Objectif Spécifique 1.33 : Renforcer la dynamique d'aménagement durable					16	1	1	14	7 500 000	7 500 000	117 500 000	132 500 000		131 300 000	-	-	1 200 000
133001	Aménager des retenues d'eau dans les villages rattachés (Kékélésso, Kouentou et Noumousso, Léguema pour marichage) arrdt 3	Nbre	retenue d'eau aménagée	PV de réception	4						ND	-	DEEE/ARRDT3				
133002	Aménager une retenue d'eau dans le village rattaché de Sogossagasso arrdt 4	Nbre	retenue d'eau aménagée	PV de réception	1						ND	-	DEEE/ARRDT4				
133003	Restaurer une portion de la trame verte (aménagement multifonctionnel)	Nbre	Espace aménagé	PV de réception des travaux	5			5			50 000 000	50 000 000	DEEE	50 000 000			
133004	Aménager des forages sur les trames vertes existantes (secteur 33)	Nbre	Forages realisés	PV de réception des travaux	1			1			60 000 000	60 000 000	DEEE/ARRDT4	58 800 000			
133005	Aménager les espaces verts et les reserves forestières	Ml	Espaces aménagés	PV de réception des travaux	3	1	1	1	7 500 000	7 500 000	7 500 000	22 500 000	DEEE	22 500 000			1 200 000
133006	Elaborer un plan d'aménégement des espaces verts existants à l'arrdt 6	Nbre	Plan élaboré	PV de réception des travaux	1			1			PM	-	DEEE/ARRDT6				
133007	Réaliser un forage équipé à Matourkou (au profit des femmes PDI pour l'exploitation d'un site maraicher) arrdt 6	Nbre	forages realisés	PV de réception des travaux	1			1			PM	-	DEEE/ARRDT6				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
133008	Aménager le site maraicher de Matourkou arrdt 6 (au profit des femmes PDI)	Superficie	Site aménagé	PV de réception des travaux	4			4			PM	-	DEEE/ARRDT6				
133009	Réaliser des travaux de clôture du site maraicher (4 ha) de Matourkou arrdt 6	Nbre	Site clôturé	PV de réception des travaux	1			1			PM	-	DEEE/ARRDT6				
133010	Acquérir des équipements de production pour l'exploitation du site maraicher de Matourkou au profit des femmes DPI (en colaboration la DR de l'agriculture) arrdt 6	Ens	équipements acquis	PV de réception des travaux	#VALEUR!			PM			PM	-	DEEE/ARRDT6				
133011	Participer au projet pilote d'installation des ménages PDI sur les sites agricoles de Moami (signature de contrat avec les propriétaires terriens arrdt 6	Nbre	projet pilote exécuté	Contrat signé	#VALEUR!			PM			PM	-	DEEE/ARRDT6				
133012	Sensibiliser et conscientiser sur le respect des bandes de servitudes des édifices et espaces publics, arrdt 6	Nbre	séances de sensibilisation	Rapport d'activités	#VALEUR!			PM			PM	-	DEEE/ARRDT6				
Objectif Spécifique 1.34 : Renforcer l'esprit civique					4	1	2	1	3 000 000	8 000 000	3 000 000	14 000 000			-	-	
134001	Améliorer la gestion de l'occupation du domaine public (ODP)	Nbre	Gestion des ODP améliorée	Cartographie	-				PM	PM	PM	-	DIRMO/DRAF/ARRDTS	14 000 000		ONF et HCR	
134002	Immatriculer les boutiques (avec cartographie SIG)	Nbre	Boutiques immatriculés	Cartographie des boiutiques	3	1	1	1	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DRAF/DIRMO	9 000 000			
134003	Adopter une stratégie d'amélioration des recettes fiscales pour la mobilisation des ressources communales	Nbre	Stratégie d'amélioration des recettes fiscales	Plan stratégique	1		1			5 000 000		5 000 000	DRAF				
Objectif Spécifique 1.35 : Améliorer la gestion de l'assiette en intégrant le SIG					4	1	2	1	5 000 000	10 000 000	5 000 000	20 000 000		5 000 000			
135001	Intégrer l'outil SIG à la gestion municipale	Nbre	SIG intégré	Base de données	1		1			5 000 000		5 000 000	DEESP/DUCFC	20 000 000	-	-	
136002	Mettre à jour l'adressage et la base de données sur l'occupation du domaine public	Nbre	Mise à jour de l'adressage	Base de données actualisées	3	1	1	1	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DEESP/DIRMO/DR	5 000 000			
Objectif Spécifique 1.36 : Créer des environnements propices aux occasions économiques et commerciales dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement économique régional					1	-	1	-	-	2 500 000	-	2 500 000		15 000 000			
136001	Elaborer et mettre à jour le répertoire sur les entreprises locales	Nbre	Mise à jour du répertoire	Catalogue	1		1			2 500 000		2 500 000	DEESP	2 500 000	-	-	
136002	Mobiliser les structures locales d'appui	Nbre	CR de rencontre	CR de rencontre	-				PM	PM	PM	-	DEESP				
Objectif Spécifique 1.37 : Développer des pratiques, modèles et outils d'investissement stimulant les activités économiques et créant des emplois locaux					1	-	1	-	-	1 250 000	-	1 250 000		1 250 000			
137001	Mettre à jour les bases de données sur les entreprises et initiatives locales	Nbre	Base de données actualisée	Rapport d'actualisation des données sur les entréprises	-				PM	PM	PM	-	DEESP				
137002	Mettre à jour le tableau de bord socio économique	Nbre	Base de données actualisées	Base de données actualisées	1		1			1 250 000		1 250 000	DEESP	1 250 000			
137003	Mettre à jour les bases de données sur les structures locales d'accompagnement	Nbre	Base de données actualisées	Base de données actualisées	-				PM	PM	PM	-	DEESP				
Objectif Spécifique 1.38 : Œuvrer avec la CCI-BF à faciliter la participation des entrepreneurs aux activités d'information, de formation et de missions commerciales					6	2	2	2	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000		7 500 000			
138001	Organiser et participer à des rencontres de plaidoyer	Nbre	Rencontres de plaidoyer	CR de rencontre	-				PM	PM	PM	-	DEESP/CCI-BF				
138002	Participer à des rencontres de réseautage (rencontre gouvernement-secteur privé)	Nbre	Rencontre de réseautage	CR de rencontre	6	2	2	2	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000	DEESP	7 500 000			
Objectif Spécifique 1.39 : Mobiliser les partenaires pour participer à l'animation de la communauté des professionnels de l'emploi, de la formation et de l'insertion pour répondre aux besoins de compétences des entreprises					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
139001	Contribuer à la mise en place et au développement des incubateurs d'entreprises locales y compris agricoles urbaines	Nbre	Mise en place d'incubateurs d'entreprises	Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DEESP				
Objectif Spécifique 1.40 : Réhabiliter et équiper les infrastructures éducatives existantes					1 352	11	324	1 017	232 178 017	443 105 182	285 000 000	960 283 199		624 041 934	329 182 857	7 058 408	-
140001	EDUCATION				15	5	5	5	45 000 000	45 000 000	45 000 000	135 000 000	DUCFC/DPE	135 000 000			
140002	Borner les ecoles primaires	Nbre	site matérialisé		2			2			ND	-	DUCFC/DPE/ARRDT4				
140003	Borner et Clôturer les lycées des villages rattachés (Baré et Yéguerésso) arrdt 4	Nbre	Lycées cloturés	PV de réception	3			3			10 000 000	10 000 000	DUCFC/DPE/ARRDT6	10 000 000			
140004	Délemiter et borner les écoles primaires de l'arrdt 6 (Sabaribougou, Logofourousso, samagan)	Nbre	Ecoles limitées et bornées	PV de réception des travaux	6	2	2	2	60 000 000	60 000 000	60 000 000	-					
140005	Normaliser les infrastructures scolaires											180 000 000		180 000 000			
140006	Normaliser l'école primaire de Kimidougou (arrdt 2), Baré (arrdt 4),	Nbre	Ecoles normalisées ou	PV de réception des	6		6			60 000 000		60 000 000	DUCFC/DPE/ARRDT 7	60 000 000			
140007	Normaliser l'école primaire de Belle ville C (3 salles) sect 29; le CEG de Bana (2 salles de classes); CEG de Ouolokoto (de salle de classe)l'arrdt 7	Nbre	Salles de classe construites	PV de réception des travaux	6			1			PM	-	DUCFC/DPE/ARRDT 7				
140008	Normaliser et rendre fonctionnel le lycée de Nasso de l'arrdt 7	Nbre	Lycée normalisé et fonctionnel	PV de réception des travaux	-							-	DUCFC/DPE/ARRDT 4				
140009	Normaliser les écoles primaires (Kua Nord C Arrdt4)	Nbre	Ecoles normalisées ou conformes	PV de réception des travaux								-	DPE/ARRDT 7				
140010	Equiper des infrastructures scolaires											-	DPE/ARRDT 6				
140011	Equiper les écoles primaires et lycée de Nasso en tables bancs (matériels et mobiliers scolaires) arrdt 7	Nbre	Tables Bancs	PV de réception des travaux	100		100				PM	-	DPE/ARRDT 2				
140012	Equiper les écoles primaires Lafiabougou F et de Sabribougou en tables bancs (matériels et mobiliers scolaires) arrdt 6	Nbre	Tables Bancs	PV de réception des travaux	65			65			ND	-	DPE/ARRDT 2				
140013	Equipor les écoles primaires en tables bancs et mobiliers de bureau (100 Dafinso, 100 Moukoma, 100 Sanlidougou, 100 Panamasso, 100 Doufguisso, 100 Kimidougou) arrdt 2	Nbre	Tables Bancs	PV de réception des travaux	600			600									
140014	Equiper les écoles primaires en tables bancs et mobiliers de bureau (100 sect 30; 100 sect 11 Colma A-B-C-H-I; 100 sect 10) arrdt 2	Nbre	Tables Bancs	PV de réception des travaux	300			300									

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
140015	Equiper en tables bancs le bloc des écoles de Colsama sect 21; le bloc des écoles Accart ville ouest A,C, et D,B du sect 22 (matériels et mobiliers scolaires)	Nbre	Tables Bancs	PV de réception des travaux			200				PM	-	DPE/ARRDT 2 ET 7				
140016	Equiper les écoles primaires de la commune (matériels et mobiliers scolares)	Ens	Equipement acquis	PV de réception de matériel	Ens	Ens	Ens	Ens	62 995 160	70 000 000	70 000 000	202 995 160	DPE	202 995 160			
140017	Matériels et mobiliers scolaires	Ens	Equipement acquis	PV de réception de matériel	Ens	Ens	Ens	Ens		43 105 182		43 105 182	DPE				
140018	Equiper les écoles primaires publiques de l'arrdt 5 en table banc (Doucbougou, Koro, Dogotalama, Pala,)	Nbre	Table bancs	PV de réception				PM			PM	-	DPE/ ARRDT 5	36 046 774		7 058 408	
140019	Electrifier les infrastructures scolaires											-					
140020	Electrifier le CEG de belle ville au sect 29; le lycée de Nasso; l'école primaire publique de Diendérresso de arrdt 7	Nbre	CEG et lycée électrifiés	PV de réception des travaux	3		3					-	DPE/DUCFC/ARRDT 7				
140021	Electrifier le CEG de Kotédougou arrdt 4	Nbre	CEG électrifié	PV de réception des travaux	1						ND	-	DPE/DUCFC/ARRDT 4				
140022	Electrifier l'école primaire publique F de Lafiabougou et de sabaribougou en branchements SONABEL arrdt 6	Nbre	Branchement	Rapport d'activités	2			2			PM	-	DPE/DUCFC/ARRDT6-SONABEL				
140023	Réhabiliter les infrastructures scolaires											-					
140024	Réhabiliter la salle d'alphabétisation de Kokorowé de l'arrdt 7	Nbre	salle	PV de réception des travaux	1		1					-	DUCFC/ARRDT 7				
140025	Réhabiliter les écoles primaires de l'arrdt 1 (Diarradougou et Medina Coura au sect2)	Nbre	Bâtiments réhabilités	PV de réception des travaux	2			2			ND	-	DUCFC/ARRDT 1				
140026	Réhabiliter des salles de classe à Moussobadougou arrdt 3	Nbre	Bâtiments réhabilités	PV de réception des travaux	ND						ND	-	DUCFC/ARRDT 3		PNUD		
140027	Réhabiliter l'école primaire publique (Santidougou, Moukoma, 2 Dafinso) arrdt 2	Nbre	Bâtiments réhabilités	PV de réception des travaux	4			4			ND	-	DUCFC/ARRDT 2				
140028	Réhabiliter les écoles primaires de l'arrdt 1 (Farankan1 et 1 Sya de sect 01; 1 bâtiment de Hamdallaye; l'école centre et l'école Koko au sect 4; l'école Sikasso-Cira et Ecole de la Gare au sect 8; l'école Tounourna au sect 3)	Nbre	Bâtiments réhabilités	PV de réception des travaux	7			7			ND	-	DUCFC/ARRDT 1				
140029	Réhabiliter des écoles primaires de Ouezzin-ville A et B, de Kua H, (arrdt 4), de Colma C (arrdt 2) et des écoles primaires de l'arrdt 1 dont celle de Sikassossira	Nbre	Ecoles réhabilitées	PV de réception des travaux	9	3	3	3	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	DPE/DUCFC/ARRDT 1, 2 ET 4		150 000 000		
140030	Réhabiliter l'école (bâtiment B de Leguema A)	Nbre	Ecole réhabilitée	PV de réception des travaux	2	1	1		14 182 857	16 000 000		30 182 857	DPE/DUCFC/ARRDT 3		30 182 857		
140031	Réhabiliter le bâtiment B de 3 salles de classe , de construire de 2 blocs de cle latrines à 3 postes à l'école colma D	Nbre	Ecole réhabilitée	PV de réception des travaux	2			2		15 000 000		15 000 000	DPE/DUCFC/ARRDT 2		15 000 000		
140032	Réhabiliter un bloc de 6 salles de classe à l'école primaire public de belle ville	Nbre	Ecole réhabilitée	PV de réception des travaux	1			1		30 000 000		30 000 000	DPE/DUCFC/ARRDT 7		30 000 000		
140033	Réhabiliter une créche à l'école primaire Kwa	Nbre	Crèche réhabilitée	PV de réception des travaux	1			1		16 500 000		16 500 000	DPE/DUCFC/ARRDT 5		16 500 000		
140034	Réhabiliter la toiture du CEBNEF	Nbre	CEBNEB réabilité	PV de réception des travaux	1			1		16 000 000		16 000 000	DPE/DUCFC/ARRDT 6		16 000 000		
140035	Construire les murs de clôture du bloc d'écoles Colma C,D,H et G	Nbre	Ecoles cloturées	PV de réception des travaux	1			1			50 000 000	50 000 000	DPE/DUCFC/ARRDT 2		50 000 000		
140036	Construire les murs de clôture des écoles primaires dans l'arrdt 6 (Bloc A,B,C du sect18, Sabaribougou, de Darsalamy, de farakoba, bloc d'école de Logofoursso, de Matourkou, de Moami et de Samangan)	Nbre	écoles cloturées	PV de réception des travaux	6		3	3		PM	PM	-	DPE/DUCFC/ARRDT 6				
140037	Cloturer des écoles dans les arrdts 1 et 2	Nbre	Ecoles cloturées	PV de réception des travaux	2			2		21 500 000		21 500 000	DPE/DUCFC/ARRDT 1 ET 2		21 500 000		
140038	Construire des logments d'enseignants à l'arrdt 3 (1 Kékélésso et 3 Noumousso)	Nbre	Logement construit	PV de réception				4			ND	-	DPE/DUCFC/ARRDT 3				
140039	Construite des logments d'enseignants à l'arrdt 5 (Dingasso, Dodougou, koro)	Nbre	Logement construit	PV de réception				3			PM	-	DPE/DUCFC/ARRDT 5				
140040	Réhabiliter des logements à Moussobadougou arrdt 3	Nbre	Logement réhabilité	PV de réception				ND			ND	-	DPE/DUCFC/ARRDT 3				
140041	Construire des centres de formation et d'alphabétisation											-					
140042	Construire un centre de formation professionnelle à Koro arrdt 5	Nbre	Centre formation construit	PV de réception				1			PM	-	DPESVA/DUCFC/ARRDT 5				
140043	Construire un centre de formation et d'alphabétisation à Pala arrdt 5	Nbre	Centre formation construit	PV de réception				1			PM	-	DPE/DUCFC/ARRDT 5				
140044	Construire un centre de formation pour personnes handicapées au sect 17 Sarfalao arrdt 5	Nbre	centre de formation construite	Pv de réception				1			PM	-	DPGAS/DUCFC/ARRDT 5				
Objectif Specifique 1.41 : Construire de nouveaux bâtiments scolaires					101	10	8	83	573 051 000	468 541 592	330 000 000	1 371 592 592		15 000 000	1 273 651 000	82 941 592	-
141001	Construire des CEEP dans la Commune											-			-		
141002	Construction de CEEP secteur 21 et 32	Nbre	CEEP construits	réception de travaux	2	2			15 000 000			15 000 000	DPE/DUCFC/ARRDT 4 ET 7	15 000 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
141003	Construire CEEP Benkadi/Medina Coura	Nbre	CEEP construit	réception de travaux	1		1			56 500 000		56 500 000	DPE/DUCFC/ARRD T 2			56 500 000	
141004	Construire CEEP de ANOUR de Bobo-Dioulasso arrondissement 4	Nbre	CEEP construit	réception de travaux	1		1			26 441 592		26 441 592	DPE/DUCFC/ARRD T 4			26 441 592	
141005	Construire un CEEP à Moussobadougou de l'arrdt 3	Nbre	CEEP construit	Pv de réception				1			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T 3				
141006	Construire un CEEP au sect 25 de l'arrdt 5	Nbre	CEEP construit	Pv de réception				1			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T 5				
141007	Construire des écoles primaires											-					
141008	Construire des salles de classes à l'école primaire publique sect 10 Arrdt 2	Nbre	Salle de classe réalisé	PV de réception des travaux	6			6			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T 2				
141009	Construire des salles de classes à l'école primaire publique (3 Kimidougou, 3 Santidougou, 6 Panamasso, 3 Moukoma) Arrdt 2	Nbre	Salle de classe réalisé	PV de réception des travaux	15			15			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T 2				
141010	Construire des salles de classes à l'école primaire publique de Sabaribougou	Nbre	Salle de classe réalisé	PV de réception des travaux	1			1			30 000 000	30 000 000	DPE/DUCFC/ARRD T 7		30 000 000		
141011	Construire une crèche publique dans chaque arrdt	Nbre	Crèche construite	réception des travaux	7							-	DPGAS/DUCFC				
141012	Construire 3 salles de classe + bureau + magasin+ 2 blocs de latrine à 2 pos tes élèves+1 bloc de latrines enseignant à l'école primaire de Noumousso / ASAO	Nbre	Ecole réhabilitée	PV de réception des travaux	1			1				-	DPE/DUCFC/ARRD T 3		-	ASAO	
141013	Construire 1 bloc administratif au CEG de Noumousso				1			1		46 600 000		46 600 000	DPE/DUCFC/ARRD T 3		46 600 000		
141014	Construire 3 salles de classe + bureau + magasin+ 2 blocs de latrine à 2 poste élèves+1 bloc de latrines enseignant à l'école primaire de Baré B	Nbre	Ecole réhabilitée	PV de réception des travaux	1			1		52 000 000		52 000 000	DPE/DUCFC/ARRD T 5		52 000 000		
141015	Construire une école à Farakan en cofinancement sur le fonds minier	Nbre	Ecole construite	réception de travaux	1	1						-	DPE/DUCFC/ARRD T1				
141016	Construire des écoles (arrondissements)	Nbre	Ecoles construites	réception de travaux	1	1			74 551 000			74 551 000	DPE/DUCFC/ARRD TS		74 551 000		
141017	Construire des écoles sur fonds propres de la Commune (sect28, sect31, Baré, Dafinso, Noumousso, Panamasso, Tondogosso)	Nbre	Ecoles construites	réception de travaux	7	2	2	3	213 500 000			213 500 000	DPE/DUCFC/ARRD T 5		213 500 000		
141018	Construire de nouvelles salles de classes à Yéguéresso arrdt 4	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				ND			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T 4				
141019	Construire 3 salles de classe à l'école primaire de Dogotalama arrdt 5	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				3			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T 5				
141020	Construire 6 salles de classes à l'école primaire sud Bolmakoté sect 6 arrdt 5	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				6			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T 5				
141021	Construire 6 salles de classes à l'école primaire publique de Kouentou arrdt 3	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				3			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T 3				
141022	Construire 3 salles de classes à l'école primaire publique de Léguema arrdt 4	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				3				-	DPE/DUCFC/ARRD T 4				
141023	Construire une école primaire au sect 27 Kuinima arrdt 5	Nbre	école construite	Pv de réception				1			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T 5				
141024	Construire une école primaire dans les villages rattachés (Dangowe/Sogossagasso, Tondogosso et Borodougou) arrdt 4	Nbre	école construite	Pv de réception				3			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T 4				
141025	Construire et équiper les infrastructures scolaires publiques dont des murs de clôture de l'école Farakan C et Tondogosso, 2 bâtiments à l'école SYA (arrdt 1), une école primaire au secteur 29 (Belle ville, arrdt 7), une école primaire à Léguema (arrdt 3) et des infrastructures scolaires à l'arrdt 1 et 4	Nbre	Infrastructures scolaires publiques construites	PV de réception de travaux	6	2	2	2	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	DPE/DUCFC/ARRD TS		450 000 000		
141026	Construire des CEG et des lycées											-					
141027	Construire un CEG à Moukoma (arrdt 2) et un lycée à Kouentou	Nbre	CEG construit	réception de travaux	6	2	2	2	120 000 000	120 000 000	120 000 000	360 000 000	DPE/DUCFC/ARRD T 2		360 000 000		
141028	Cloturer le CEG de Konsa	Nbre	CEG clôturé	PV de réception des travaux	1			1		17 000 000		17 000 000	DPE/DUCFC/ARRD T 6		17 000 000		
141029	Doter chaque arrondissement d'un lycée communal	Nbre	Lycées communaux construits	PV de réception des travaux	-							-	DPE/DUCFC/ARRD TS				
141030	Construire un bâtiment administratif pour le lycée de Sogossagaso à arrdt 4	Nbre	Bâtiment administratif	PV de réception des travaux							ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T4				
141031	Construire un bâtiment administratif au CEG de l'arrdt 6 Lafiabougou arrdt 6	Nbre	Bâtiment administratif	PV de réception des travaux	1			1			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T6				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
141032	Construire des salles de classes au lycée polyvalant de Farakoba arrdt 6	Nbre	Salle de classe réalisé	PV de réception des travaux	3			3			30 000 000	30 000 000	DPE/DUCFC/ARRD T6		30 000 000		
141033	réaliser des travaux d'agrandissement du bâtiment administratif du lycée polyvalant de Farakoba arrdt 6	Nbre	Bâtiment administratif	PV de réception des travaux	1			1			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T6				
141034	Réaliser des travaux de delimitation et de bornage du lycée communal de Samagan (10 ha) arrdt 6	Nbre	Terrain delimité et borné	PV de réception des travaux	1			1			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T6				
141035	Construire les murs de clôture des CEG (Darsalamy) et lycées Polyvalent de Farakoba, de Logofourousso, de du lycée communal de Samagan) de l'arrdt 6	Nbre	infrastructures cloturées	PV de réception des travaux	4			4			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T6				
141036	Construire des CEG dans les villages rattachés de l'arrdt 3 à (Kékélésso et Moussobadougou)	Nbre	CEG construit	Pv de réception				2			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T3				
141037	Construire des CEG dans les villages rattachés de l'arrdt 5 à (Dodougou, Kouakoualé, Dogotalama, Pala) arrdt 5	Nbre	CEG construit	Pv de réception				4			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T5				
141038	Construire des CEG dans les secteurs de l'arrdt 5 (sect6 Bolmakoté, sect 17 Sarfalao, sect 27 kuinima, sect 25 Kua C,)	Nbre	CEG construit	Pv de réception				4			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T5				
141039	Construire un CEG à Tontogosso arrdt 4	Nbre	CEG construit	Pv de réception				1			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T4				
141040	Construire 3 salles de classe au lycée de Dafra arrdt 5	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				3			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T6				
141041	Construire 3 salles de classe au lycée de Léguema arrdt 3	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				3			PM	-	DPE/DUCFC/ARRD T3				
141042	Construire 2 salles de classes au CEG de Borodougou arrdt4	Nbre	Salles de classe construites	Pv de réception				2			ND	-	DPE/DUCFC/ARRD T4				
Objectif Spécifique 1.42 : Amélioration de la qualité et l'accès au système éducatif					36	12	12	12	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000		-	600 000 000	-	-
142001	Construire de nouvelles salles de classe pour l'expansion du primaire et la normalisation des écoles primaires incomplètes	Nbre	Salles de classe construites	PV de réception des travaux	18	6	6	6	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	DPE/DUCFC/DPE		300 000 000		
142002	Construire de nouvelles salles de classe pour le post-primaire	Nbre	Salles de classe construites	PV de réception des travaux	18	6	6	6	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	DPE/DUCFC/DPE		300 000 000		
Objectif Spécifique 1.43 : Mettre en place des partenariats pour améliorer la gestion des infrastructures sanitaires					40	13	13	14	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000		4 500 000	-	-	-
143001	SANTE											-					
143002	Renforcer la contribution des associations œuvrant dans le domaine de la santé	Nbre	Contribution des associations	PV de rencontre	3	1	1	1	250 000	250 000	250 000	750 000	DPSHP	750 000			
143003	Organiser des journées de salubrité	Nbre	Journées de salubrité	Opération de salubrité	36	12	12	12	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DEEE/ARRDTS	3 750 000			
143004	Renforcer les capacités des COGES des CSPS du sect 18, de Logofourousso, et du CMU du sect 20 de l'arrdt 6	Nbre	centre de COGES formés	Rapport d'activités				1			PM	-	DPS/ARRDT6				
Objectif Spécifique 1.44 : Améliorer les conditions de vie quotidienne					6	2	2	2	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000		7 500 000	-	-	-
144001	Renforcer la collaboration avec les secteurs sanitaires privés et traditionnels dans la commune	Nbre	Collaboration avec les secteurs sanitaires privés et traditionnels	PV de rencontre	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPSHP	3 750 000			
144002	Renforcer les capacités des agents de santé de la commune	Nbre	Capacités des agents de santé	Rapport de formation	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPSHP/DRH	3 750 000			
Objectif Spécifique 1.45 : Harmoniser la vie sociale					9	3	3	3	3 750 000	3 750 000	3 750 000	11 250 000		11 250 000	-	-	-
145001	Contribuer à augmenter le niveau d'utilisation des contraceptifs et mener des activités de planification familiale et de la santé sexuelle et de la reproduction des jeunes et adolescents	Nbre	Activités de sensibilisation	Taux de reduction des grossesses indésirées	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPSHP	3 750 000			
145002	Promouvoir la santé maternelle et infantile	Nbre	Promotion la santé maternelle et infantile	Taux de reduction de la mortalité	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPSHP	3 750 000			
145003	Renforcer la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles d'intérêt en santé publique	Nbre	Promotion de la santé publique	Taux de reduction de la maladie	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPSHP	3 750 000			
Objectif Spécifique 1.46 : Prise en charge psychosociale des personnes affectées et infectées par le VIH/SIDA					267	89	89	89	32 250 000	32 250 000	32 250 000	96 750 000		9 000 000	-	87 750 000	-
146001	Réaliser des enquêtes sociales au profit des PVVIH et affectées	Nbre	Enquêtes sociales réalisées	Rapport d'activités	30	10	10	10	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/DPSH/CABINET/ARRDTS			15 000 000	
146002	Réaliser des VAD au profit des personnes infectées et affectées par le VIH	Nbre	VAD réalisées	Rapport d'activités	30	10	10	10	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000	DPGAS/DPSH/CABINET/ARRDTS			7 500 000	
146003	Réaliser des causeries éducatives sur le VIH sida	Nbre	Causeries éducatives réalisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/DPSH/CABINET/ARRDTS			9 000 000	
146004	Réaliser de conférences débat sur le VIH sida	Nbre	Conférences débat réalisée	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS/DPSH/CABINET/ARRDTS	3 000 000			
146005	Réaliser des exposés débat sur le VIH sida dans les établissements scolaires	Nbre	exposés débat réalisés	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/DPSH/DPE/CABINET/ARRDTS			9 000 000	
146006	Réaliser des VAD au profit des orphelins et autres enfants vulnérables (OEV) scolaires infectés/affectés par le VIH/SIDA	Nbre	VAD réalises enfants vulnérables (OEV) scolaires infectés	Rapport d'activités	36	12	12	12	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/DPSH/CABINET/ARRDTS			9 000 000	

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
					30 572	6 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
146007	Réalisation de VAE au profit des OEV scolaires infectés/affectés par le VIH/SIDA	Nbre	VAE réalisnfectés	Rapport d'activités	36	12	12	12	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/DPSH/DPE/ CABINET/ARRDTS			9 000 000	
146008	Paiement des frais de scolarité au profit des OEV scolaires infectés/affectés	Nbre	Règlement frais de scolarité des OEV scolaires	Rapport d'activités	15	5	5	5	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS/DPSH/DPE/ CABINET/ARRDTS	6 000 000		6 000 000	
146009	Réaliser des VAD au profit des enfants parrainé	Nbre	VAD au réalisées	Rapport d'activités	45	15	15	15	3 750 000	3 750 000	3 750 000	11 250 000	DPGAS/DPE/CABIN ET/ARRDTS			11 250 000	
146010	Réaliser de VAE au profit des enfants parrainés	Nbre	VAE au réalisée	Rapport d'activités	60	20	20	20	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS/DPE/CABIN ET/ARRDTS			12 000 000	
Objectif Spécifique 1.47 : Réhabiliter et équiper les infrastructures sanitaires existantes					56	12	13	31	227 928 305	199 296 888	110 000 000	537 225 193		104 000 000	433 225 193	-	-
147001	Réhabiliter et équiper des CSPS (dont Kiri secteur 23, arrdt 2, les villages de l'arrdt 2, le dispensaire et la latrine du CSPS de Matourkou, du secteur 8 et du CSPS de Guimby)	Nbre	CSPS réhabilité et équipés	PV de réception de travaux	9	3	3	3	45 000 000	45 000 000	45 000 000	135 000 000	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDTS		135 000 000		
147002	Réhabiliter le CSPS de Bolmakoté sect 6 à l'arrdt 5	Nbre	CSPS réhabilité	PV de réception de travaux	1			1			ND	-	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT5				
147003	Réhabiliter le bâtiment du CSPS de Santidougou et Panamasso arrdt 2	Nbre	CSPS réhabilité	PV de réception de travaux	2			2			ND	-	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT2				
147004	Réhabiliter le CSPS (sect 11, sect 23, 30) de l'arrdt 2	Nbre	CSPS réhabilité	PV de réception de travaux	3			3			ND	-	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT2				
147005	Réhabiliter le dispensaire (carrelage du hall du dispensaire) du sect 10 de l'arrdt 2	Nbre	CSPS réhabilité	PV de réception de travaux	1			1			ND	-	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT2				
147006	Réhabiliter le dépôt MEG de Kékélésso à l'arrdt 3	Nbre	depôt MEG réhabilité	PV de réception de travaux	1			1			ND	-	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT3				
147007	Réhabilita tion CSPS (Belle-Ville, Tounouma, Moami)	Ens	CSPS réhabilité	PV de réception	3	3			77 928 305			77 928 305	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT4, 6 et 7		77 928 305		
147008	Réhabiliter les formations sanitaires dans les arrdts 1, 3 et 5	Ens	Formations sanitaires réhabilitées	PV de réception	1		1			36 500 000		36 500 000	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT1,3 et 5		36 500 000		
147009	Achéver la maternité de Darsalamy	Ens	Maternité construite	PV de réception	1		1			48 796 888		48 796 888	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT6		48 796 888		
147010	Réhabiliter la maternité de Moukoma Arrdt 2	Nbre	Maternité construite	PV de réception	1		1					-	DPSHP/DUCFC/DM P/ARRDT2				
147011	Acquérir le matériel et outillage médical pour les CSPS	Ens	Matériel acquis	PV de réception	-				40 000 000			40 000 000	DPSHP/DMP/ARRD TS	40 000 000			
147012	Equiper et rendre fonctionnel des CSPS (dont celui de Moami et de Darsalamy arrdt 6)	Ens	CSPS équipés	Infrastructures équipées et fonctionnelles	3	1	1	1	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000	DPSHP/DMP/ARRD T6	60 000 000			
147013	Equiper la maternité du CSPS (matériel technique de Kouentou arrdt3	Nbre	Matériel acquis	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T3				
147014	Equiper en lits le CSPS de Léguema arrdt 3	Nbre	lits acquis	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T3				
147015	Equiper le CSPS (en matelas d'hospitalisation, tables d'accouchement, et tables de consultation) de Panamasso arrdt 2	Nbre	Matériel acquis	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147016	Equiper le CSPS (en tables d'accouchements, en mobiliers bureautiques) de Santidougou arrdt 2	Nbre	Matériel acquis	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147017	Equiper le CSPS en (matériels médicaux et équipement comme lits, tables d'accouchements, tables de consultation) à Kimidougou arrdt 2	Nbre	Matériel acquis	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147018	Equiper le CSPS Doufiguisso arrdt 2	Nbre	Matériel acquis	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147019	Electrifier le CSPS de Kimidougou de arrdt 2	Nbre	CSPS électricifié	PV de réception	ND						ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147020	Réhabiliter le CSPS de Matourkou arrdt 6 (Travaux d'étanchéité au niveau de la toiture)	nbre	Bâtiment réhabilité	PV de réception	1			1			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T6				
147021	Réaliser des travaux d'électrification du CSPS de Logofourousso arrdt 6	nbre	Bâtiment électrifié	PV de réception	1			1			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T6				
147022	Réaliser des travaux d'électrification du CSPS de Dafinso Arrdt 2	nbre	Bâtiment électrifié	PV de réception	1			1			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147023	Réaliser d'autres infrastructures	Ens	Infrastructures réalisées	PV de réception	1		1			4 000 000		4 000 000	DUCFC/DMP	4 000 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 652 000
147024	Acquérir une ambulance pour le CSPS de Kouakoualé arrdt 5	Nbre	Ambulance acquise	Délibération	1			1			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T5			PM	
147025	Acquérir une ambulance pour le CSPS de Borodougou et Sogoss agasso arrdt 6	Nbre	Ambulance acquise	Délibération	2			2			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T6			PM	
147026	Construire des incinérateurs dans les CSPS de l'arrdt 1 (Hamdallaye sect1; Farankan sect 2 ; Tounouma sect 3 ; Guimbi Ouattara sect 4 et Sikasso-Cira sec 8)	Nbre	incinérateur construits	PV de réception	4			4			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T1				
147027	Construire des incinérateurs dans les CSPS de l'arrdt 2 (colma sect 11 et 23)	Nbre	incinérateur construits	PV de réception	2			2			ND	-	DPSHP/DMP/ARRD T2				
147028	Borner les CSPS des villages rattachés	Nbre	CSPS bornés	Site matérialisé	15	5	5	5	45 000 000	45 000 000	45 000 000	135 000 000	DUCFC/ARRDTS		135 000 000		
147029	Borner et clôturer les CSPS dans les villages rattachés (Baré et Yéguérésso) arrdt 4	Nbre	CSPS bornés et clôturés	PV de réception				2			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T4				
147030	Construire une maternité au dispensaire de Colsama	Nbre	Maternité construite	PV de réception	-				PM	PM	PM	-	DUCFC/DMP/ARRD T7				
Objectif Spécifique 1.48 : Construire de nouveaux bâtiments sanitaire																	
148001	Construire des infrastructures sanitaires	Nbre	CSPS construits		31	4	1	26	100 653 935	50 000 000	100 000 000	250 653 935		-	200 653 935	50 000 000	-
148002	Construire un CSPS au secteur 18/ arrdt 6	Nbre	CSPS construit	PV de réception	1	1			30 000 000			30 000 000	DUCFC/DMP/ARRD T6		30 000 000		
148003	Construire un CSPS à Sefekouan/Sogossasso arrdt 4	Nbre	CSPS construit	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T4				
148004	Construire mur de clôture du CSPS de Kiri arrdt3	Nbre	CSPS cloturé	PV de réception	1	1			23 653 935			23 653 935	DUCFC/DMP/ARRD T3		23 653 935		
148005	Construire salle de PF au secteur 24 arrdt4	Nbre	Salle de PF construite	PV de réception	1	1			17 000 000			17 000 000	DUCFC/DMP/ARRD T4		17 000 000		
148006	Construire une extention (Salle d'accueil) Léguema arrdt 3	Nbre	extention construite	PV de réception	1				ND			-	DUCFC/DMP/ARRD T3				
148007	Construire et équiper la maternité Syfia SANOU au sect 21 arrdt 7	Ens	Maternité construite et équipée	PV de réception	1			1			50 000 000	50 000 000	DUCFC/DMP/ARRD T7		50 000 000		
148008	Construire CSPS à Moussobadougou arrdt 3	Nbre	CSPS contruites	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD				
148009	Construire les CSPS (Dafinso, Kimidougou, Doufiguisso) arrdt 2	Nbre	CSPS contruites	PV de réception	3			3			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD				
148010	Construire un CSPS au sect 22; à Kokorowé à l'arrdt 7 / OCADES	Nbre	CSPS contruites	PV de réception	2		1	1		50 000 000	50 000 000	100 000 000	DUCFC/DMP/ARRD		50 000 000	50 000 000	
148011	Construire un mur de clôture au CSPS de Belle Ville au sect 29 arrdt 7	ml	longueur de clôture	PV de réception	-						ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T7				
148012	Construire des CSPS dans les villages rattachés (Dogotalama, Pala, Dingasso) arrdt 5	Nbre	CSPS construit	PV de réception	-						ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T5				
148013	Construire des CSPS dans les secteurs de l'arrdt 5 (sect 25, sect26, sect 27)	Nbre	CSPS construit	PV de réception	-						ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T5				
148014	Construire un mur de clôture au CSPS de Kouentou arrdt 3	ml	longueur de clôture	PV de réception				1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T3				
148015	Construire les murs de cloture des CSPS de l'arrdt 6 (Koumi, Logofourousso, Matourkou)	nbre	Clotures	PV de réception	3			3			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T6				
148016	Construire les murs de cloture des CSPS de l'arrdt 2 (Santidougou, Moukoma)	nbre	Clotures	PV de réception	2			2			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148017	Normaliser les infrastructures sanitaires											-					
148018	Normaliser des CSPS (Darsalamy) arrdt 6	Nbre	CSPS normalisés	PV de réception	1	1			30 000 000			30 000 000	DUCFC/DMP/ARRD T6		30 000 000		
148019	Normaliser le CSPS de Matourkou arrdt6 (en construisant le laboratoire)	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T6				
148020	Normaliser le CSPS sect 10 arrdt 2 (en construisant le laboratoire)	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148021	Normaliser en (construisant un dépôt pharmaceutique, , construction des bureaux de consultation, laboratoire) au CSPS du sect 10 de l'Arrdt 2	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148022	Normaliser le CSPS (en réalisant un dispensaire, une maternité, un dépôt pharmaceutique) à Santidougou arrdt 2	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148023	Normaliser le CSPS de Moukoma (salles de consultation, le dispensaire, le dépôt pharmaceutique) arrdt 2	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148024	Normaliser le CSPS en construisant (le dépôt pharmaceutique, des bureaux de consultation) du sect 11 de l'arrdt 2	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
148025	Normaliser le CSPS en construisant (le dépôt pharmaceutique, des bureaux de consultation, laboratoire) au sect 23 de l'arrdt 2	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148026	Normaliser le CSPS en construisant (le dépôt pharmaceutique, des bureaux de consultation, laboratoire) au sect 30 de l'arrdt 2	Nbre	Bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T2				
148027	Construire un bâtiment au CSPS de matourkou (travaux d'agrandissment des salles d'hospitalisation) arrdt6	Nbre	bâtiment	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T6				
148028	Construire une salle d'hospitalisation à Kouakoualé arrdt 5	Nbre	Salle d'hospitalisation construite	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T5				
148029	Construire une maternité au CSPS du sect 24 arrdt 4	Nbre	Maternité construite	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T4				
148030	Construire des logements d'agents de santé											-					
148031	Construire des logements d'agents de santé dans les villages rattachés de l'arrdt 5 (Dingasso, Dodougou, Koro)	Nbre	logement construit	PV de réception	3			3			ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T5				
148032	Construire un logement d'agent de santé au CSPS de Nourousso arrdt 3	Nbre	logement construit	PV de réception	1						ND	-	DUCFC/DMP/ARRD T3				
148033	Améliorer l'offre sanitaire par la réalisation d'infrastructures au profit des populations des secteurs 31 et 32	Ens	Infrastructures construites	PV de réception	-							-	DPSHP/ARRDT3 et 4				
148034	Plaidoyer pour l'érection du CSPS de Lafiabougou en CMA	Ens	CSPS érigé en CMA	Plaidoyer	-							-	DPSHP/ARRDT6				
148035	Mener une étude pour la réhabilitation de la maternité du CSPS Guimbi OUATTARA	Nbre	Etudes diligentées	Rapport d'Etudes	-							-	DPSHP/ARRDT1				
Objectif Spécifique 1.49 : Poursuite des réformes en matière de santé					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
149001	Participer à la lutte contre la COVID-19	Taux de couverture	Campagne de vaccination	Vaccination de la population totale	-						PM	-	DPSHP				
149002	Rendre fonctionnel le centre de dialyse communal	Nbre	Centre de dialyse fonctionnel	PV de réception des travaux	-							-	DPSHP				
Objectif Spécifique 1.50 : Former les acteurs sociaux					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
150001	Initier les enfants et les jeunes dans les ateliers artistiques	Nbre	Ateliers organisés	Rapport d'activités	-							-	DPSHP				
150002	Former les femmes, et les jeunes à des AGR (teinture, saponification et élévage...) à Léguema et kouentou arrdt 3	Nbre	acteurs et actrivces formés	Rapport d'activités	-							-		-	-	-	-
Objectif Spécifique 1.51 : Améliorer la sociabilité (sport, culture et loisirs)					9	4	1	ND	PM	PM	PM	-	DPESVA/DPCAT				
151001	Entretenir des terrains de sport	Nbre d'intervention par année	Travaux d'entretien	PV de réception des travaux	3	1	1	1	54 000 000	3 000 000	ND	-	DPESVA/ARRDT 3				
151002	Prestation d'etude architechturale du théâtre de l'amitié	Nbre	Etude architecturale	Rapport d'Etudes	1	1			3 000 000	3 000 000	3 000 000	60 000 000			60 000 000		
151003	Réaliser un terrain de footbal à Sarfalao sect 17 arrdt 5	Nbre	Travaux réalisés	PV de réception	1			1	15 000 000		3 000 000	9 000 000	DPESVA/DMP				
151004	Réaliser un terrain de sport à Kékélésso arrdt 3	Nbre	Travaux réalisés	PV de réception	1			1				15 000 000	DPCAT/DMP		9 000 000		
151005	Réaliser des travaux de terrains de sport (Arrdt 7)	Nbre	Travaux réalisés	PV de réception des travaux	1			1			ND	-	DPESVA/DMP/ARR DT3		15 000 000		
151006	Acquérir une collection d'art au profit du musée communal	Nbre	Collection d'objet d'art	PV de réception des travaux	1	1			6 000 000		ND	-	DPESVA/DMP/ARR DT6				
151007	Construire une maison des jeunes au sect 27 Arrdt 2	Nbre	Bâtiment construit	PV de réception des travaux	1	1			30 000 000			6 000 000	DPESVA/DMP/ARR DT7				
Objectif Spécifique 1.52 : Effectuer des restaurations immobilières					2	-	-	2	-	-	20 000 000	30 000 000	DPCAT/DMP		6 000 000		
152001	Réhabiliter et rendre fonctionnel le centre régional des jeunes (zone de ISFP arrdt 7)	Nbre	Centre régional des jeunes réhabilité	PV de réception des travaux	-							-	DPESVA/DMP/ARR DT2		30 000 000		
152002	Réhabiliter la maison des jeunes de Kokorowé arrdt 7	Nbre	maison des Jeunes réhabilitée	PV des travaux	1			1			20 000 000	20 000 000		20 000 000	-	-	-
152003	Doter l'arrdt 1 d'une bibliothèque communale munie de connexion internet	Nbre	Bibliothèque dotée	Disponibilité des documents en ligne	-							-	DUCFC/DMP/ARRD T7				PM
152004	Doter le villages de Léguema d'une bibliothèque à l'arrdt 3	Nbre	Bibliothèque dotée	Disponibilité des documents en ligne	-						20 000 000	20 000 000	DPESVA/DMP/ARR DT7	20 000 000			
Objectif Spécifique 1.53 : Promouvoir le développement des économies locales					106	2	52	52	100 000 000	100 000 000		-	DUCFC/DMP/DPCA T/ARRDT1				
153001	Former des promoteurs au métier et en entrepreneuriat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)	Nbre	Promoteurs formés	PV de formation	-						ND	-	DUCFC/DMP/DPCA T/ARRDT3				
153002	Réaliser des infrastructures dans le cadre de la mise en œuvre du PADEL	Nbre	Infrastructures réalisées	PV de réception des travaux	6	2	2	2	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000			-	300 000 000	-
153003	Faciliter le cash transfert au personnes vulnérables dans le cadre de la mise en oeuvre du PADEL	Nbre	Personne ayant reçu de cash transfert	Rapport d'activités	100		50	50			PM	-	DEESP/DUCFC			PADEL	
153004	Construire des marchés dans le cadre de la mise en oeuvre du PUDTR	Nbre	Marchés construits	PV de réception des travaux	-						ND	-	DPGAS/CABINET/A RRDTS			300 000 000	
											ND	-	DEESP/DUCFC			ND	
																PUDTR	

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
153005	Aménager des pistes rurales dans le cadre de la mise en œuvre du PUDTR	Km	Pistes rurales aménagés	PV de réception des travaux	-						PM	-	DEESP/DUCFC			PUDTR	
153006	Construire des caniveaux d'évacuation d'eau pluviale dans le cadre de la mise en œuvre du PUDTR	Km	Caniveaux d'évacuation d'eau pluviale construits	PV de réception des travaux	-						PM	-	DEESP/DUCFC			PUDTR	
153007	Normaliser des formations sanitaires dans le cadre de la mise en œuvre du PUDTR	Nbre	Formations sanitaires normalisées	PV de réception des travaux	-						PM	-	DEESP/DUCFC			PUDTR	
153008	Construire des complexes scolaires dans le cadre de la mise en œuvre du PUDTR	Nbre	Complexes scolaires construits	PV de réception des travaux	-						PM	-	DEESP/DUCFC			PUDTR	
Objectif Spécifique 1.54 : : Amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement					646	41	42	563	200 677 800	179 500 000	143 500 000	523 677 800		7 100 000	432 952 800	75 600 000	8 025 000
154001	EAUX POTABLE et ASSAINISSEMENT											-					
154002	Réaliser des puits à grand diamètre à Moussobadougou arrdt 3	Nbre	puits réalisé	PV de réception	10			10			ND	-					
154003	Réaliser des PEA											-					
154004	Réaliser des postes d'eau autonomes (PEA) au profit des localités hautement déficitaires	Nbre	PEA réalisés	PV de réception	9	3	3	3	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 6		43 650 000		1 350 000
154005	Réaliser un PEA à Koumi arrdt 6	Nbre	PEA réalisés	PV de réception	1			1			PM	-	DEEE/DMP/ARRDT 6				
154006	Réaliser des PEA dans les zones d'origine des PDI	Nbre	PEA réalisés	PV de réception	6	2	2	2	12 000 000	12 000 000	12 000 000	36 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			36 000 000	
154007	Réhabiliter des PEA au profit des localités hautement déficitaires	Nbre	PEA réalisés	PV de réception	6	2	2	2	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DEEE/DMP/ARRDT S		29 550 000		450 000
154008	Réaliser des forages											-					
154009	Réaliser des forages à Moami arrdt 6	Nbre	forages réalisés	PV de réception	3			3			PM	-	DEEE/DMP/ARRDT 6				
154010	Réaliser des forages dans les villages rattachés (2 Tolotama et 1 SocouradjiNoumousso) arrdt3	Nbre	forages réalisés	PV de réception				3			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 3				
154011	Réhabiliter des forages équipés de PMH	Nbre	Forages réhabilités	PV de réception	15	5	5	5	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DEEE/DMP/ARRDT S		28 875 000		1 125 000
154012	Réaliser des forages équipés de PMH dans les zones d'origine des PDI	Nbre	Forages réalisés	PV de réception	6	2	2	2	12 000 000	12 000 000	12 000 000	36 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			36 000 000	
154013	Réaliser et réhabiliter AEPS											-					
154014	Réaliser de nouvelles adductions d'eau potables simplifiée (AEPS)	Nbre	AEPS réalisées	PV de réception	9	3	3	3	45 000 000	45 000 000	45 000 000	135 000 000	DEEE/DMP/ARRDT S		133 650 000		1 350 000
154015	Réaliser des AEPS dans les villages rattachés (Kékélésso et Kouentou) arrdt 3	Nbre	AEPS réalisées	PV de réception	2			2			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT S				
154016	Réaliser de nouvelles AEPS (château d'eau)											-					
154017	Réaliser une AEPS dans les villages rattachés de Doufiguisso et de Santidougou arrdt 2	Nbre	AEPS réalisée	PV de réception	1	1			15 000 000			15 000 000	DEEE/DMP/ARRDT S				
154018	Réaliser des AEPS dans les villages rattachés (3 à Baré, 1 à Yéguérésso, 1 à Tondogosso, 1 au lycée de Yéguérésso) (château d'eau) arrdt 4	Nbre	AEPS réalisées	PV de réception	6			1			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT S		14 850 000		150 000
154019	Réhabiliter des adductions d'eau potables simplifiées (AEPS) au profit des localités hautement déficitaires	Nbre	AEPS réhabilitées	PV de réception	15	5	5	6	25 000 000	25 000 000	ND	-	DEEE/DMP/ARRDT S				
154020	Réaliser des latrines familiales										25 000 000	75 000 000	DEEE/DMP/ARRDT S		73 875 000		1 125 000
154021	Réaliser des latrines familiales en milieu rural et en milieu urbain	Nbre	Latrines familiales réalisées	PV de réception	30	10	10	10	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDTS			3 600 000	2 400 000
154022	Réaliser des latrines familiales en milieu rural (100 à Léguema, 45 à Kouentou, 60 à Noumousso, 20 Moussobadougou) arrdt 3	Nbre	Latrines familiales réalisées	PV de réception				225				-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT3			ND	
154023	Réaliser des latrines familiales en milieu rural (90 à Niamadougou, 60 Baré, 60 kotédougou) arrdt 4	Nbre	Latrines familiales réalisées	PV de réception				210			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT4				
154024	Réaliser et réhabiliter des latrines											-					
154025	Réaliser un bloc de latrines institutionnelles à l'école primaire (Santidougou, Doufiguisso, Kimidougou, Panamasso, santidougou, Moukoma) arrdt 2	Nbre	Latrines institutionnelles réalisées	PV de réception	6			6			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT2				
154026	Réaliser des blocs de latrine institutionnelle dans 4 l'école publique et au lycée municipal Sany Sannon, du sect30 arrdt 2	Nbre	Latrines institutionnelles réalisées	PV de réception	4			4			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT2				
154027	Réaliser un bloc de latrines institutionnelles à l'école primaire (6 Sect 11 Colma A-B-C-D-H; 4 sect 30; 5 sect 10; 1 sect 23) arrdt 2	Nbre	Latrines institutionnelles réalisées	PV de réception	16			16			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT2				
154028	Réaliser des Latrines communautaires et institutionnelles en milieu rural et urbain (PM, plateau de Yéguéré et lafiabougou)	Nbre	Latrines communautaires et institutionnelles réalisées	PV de réception	15	5	5	5	7 500 000	7 500 000	7 500 000	22 500 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT2 et 6		22 500 000		

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
154029	Construire et réhabiliter latrine CEG de logofourousso arrdt6	Nbre	Latrine construite	PV de réception	1	1			5 577 800			5 577 800	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT6		5 577 800		
154030	Réfections Toilette Musée	Nbre	Toilettes Musée réfectionnées	PV de réception	1		1		1 600 000			1 600 000	DUCFC/DEEE/DMP	1 600 000			
154031	Construire un latrine à 6 postes à l'hôtel de ville	Nbre	Latrines construites	PV de réception	1		1		5 500 000			5 500 000	DUCFC/DEEE/DMP	5 500 000			
154032	Réaliser des Latrines à l'Ecole Centre A arrdt1	Nbre	Latrines construites	PV de réception	1	1			15 000 000			15 000 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT1		15 000 000		
154033	Construire et suivre un bloc de latrines à l'école centre D arrdt1	Nbre	Latrines construites	PV de réception	1	1			4 500 000			4 500 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT1		4 500 000		
154034	Prestation d'etude pour l'assainissement & voirie	Nbre	Etude pour l'assainissement & voirie	Rapport d'étude	-							-	DUCFC/DEEE/DMP				
154035	Construire des latrines CEG Logofourousso arrdt6	Nbre	Latrines construites	PV de réception des travaux	1			1		5 500 000		5 500 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT6		5 500 000		
154036	Construire des blocs de latrines pour les écoles primaires de Moarni et Samangan	Nbre	bloc de atrines construites	PV de réception	2		1	1	15 000 000	15 000 000		30 000 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT6		30 000 000		
154037	Achever les travaux de construction d'un bloc de 4 latrines à l'école primaire de publique de F de Lafiabougou arrdt 6	Nbre	bloc de latrines construites	PV de réception	1			1		15 000 000		15 000 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT7		15 000 000		
154038	Réaliser un bloc de latrine institutionnelle au CSPS de Moukoma arrdt 2	nbre	latrine institutionnelle réalisée	PV de réception	2			2			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT2				
154039	Réaliser un bloc de latrine institutionnelle au CSPS (sect 10, sect 23 et sect 11) arrdt 3	nbre	latrine institutionnelle réalisée	PV de réception	3			3			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT3				
154040	Réaliser un bloc de 4 latrines au CEG de l'arrdt 6	Nbre	bloc de latrines construites	PV de réception	1			1			PM	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT6				
154041	Réaliser des blocs de latrines intitutionnelles dans les écoles primaires publiques des villages rattachés de l'arrdt 5 (Dingasso,Dodougou, Koro, Kouakoualé, Dogotalama,Pala)	Nbre	latrines institutionnelles réalisées	PV de réception	6			6	-		ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT5				
154042	Réaliser des blocs de latrines intitutionnelles dans les écoles primaires publiques des secteurs de l'arrdt 5 (école F,G,D, H du sect 26;)	Nbre	latrines institutionnelles réalisées	PV de réception	4			4			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT5				
154043	Construire de 2 blocs de latrine à 3 postes à l'école Koro A arrdt5	Nbre	Blocs de latrines construits	PV de réception des travaux	1			1		5 500 000		5 500 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT5		5 500 000		
154044	Réaliser un bloc de latrine intitutionnelle au lycée de Dafra secteur 26 de l'arrdt 5	Nbre	latrine institutionnelle réalisée	PV de réception	1			1			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT5				
154045	Réaliser des blocs de latrines intitutionnelles dans les CSPS des villages rattachés de l'arrdt 5 (Dodougou, Koro, Kouakoualé, Dogotalama,Pala)	Nbre	latrines institutionnelles réalisées	PV de réception	5			5			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT5				
154046	Réhabiliter les bloc de latrine l'école primaire de publique B,C, D, E de Lafiabougou de l'arrdt6	Nbre	bloc de latrines construites	PV de réception	4		2	2		PM	PM	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT6				
154047	Réhabiliter le forage de l'école primaire publique de Lafiabougou arrdt 6	Nbre	forages rebilités	PV de réception	1			1			5 000 000	5 000 000	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT6		4 925 000		75 000
154048	Réhabiliter des latrines à l'arrdt 1 (2 au sect 1; 2 au sec 2; 2 au sect2; 2 au sect 4; 2 au sect 8	Nbre			10			10			ND	-	DUCFC/DEEE/DMP/ ARRDT1				
Objectif Spécifique 1.55 : Assurer le relai de la politique nationale dans le domaine de l'eau					72	24	24	24	4 850 000	4 850 000	4 850 000	14 550 000		-	14 550 000	-	-
155001	Améliorer la gestion des points d'eau collectifs dans les villages	Nbre	Points d'eau collectifs recensés	PV des comités	36	12	12	12	3 600 000	3 600 000	3 600 000	10 800 000	DEEE		10 800 000		
155002	Sensibiliser les populations des villages sur la réforme de l'eau	Nbre	Population sensibilisée	Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DEEE				
155003	Renouveler et former les associations des usagers de l'eau (AUE)	Nbre	AUE rénouvelées	PV des comités	36	12	12	12	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DEEE		3 750 000		
Objectif Spécifique 1.56 : Améliorer le service de fourniture de l'eau					1 599	512	522	565	177 000 000	413 100 000	420 000 000	1 010 100 000		26 898 000	920 925 000	57 840 000	4 437 000
156001	Réaliser des forages, AEPS et bornes fontaines dans les villages et secteurs dont Missidougou, Moarny, Dogotalama, Niamadougou, Bare et Dienderesso	Nbre	Ouvrages réalisés	PV de réception des travaux	15	5	5	5	57 000 000	50 000 000	50 000 000	157 000 000	DEEE/DMP/ARRDTS	4 750 000	100 000 000	50 000 000	2 250 000
156002	Alimenter en eau le CSPS du secteur 29 (Belle Ville) (arrdt 7)	Nbre	CSPS alimenté en eau	PV de réception des travaux	1		1			10 000 000		10 000 000	DEEE/DMP/ARRDT7		10 000 000		
156003	Réaliser un forage au CSPS (Dafinsso, Kimidougou, Moukoma, Santidougou) arrdt 2	Nbre	Forages réalisées	PV de réception des travaux	3			3			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT2				
156004	Réaliser un forage au CSPS (sect 10, sect 11, sect 23, sect 30) arrdt 2	Nbre	Forages réalisées	PV de réception des travaux	4			4			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT2				
156005	réaliser un forage dans les villages rattachés(Dafinso, Moukoma, Doufiguisso, Panamasso) arrdt 2	Nbre	Forages réalisées	PV de réception	4			4			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT2				
156006	Réaliser un forage à l'école primaire (1 Santidougou, 1 Dafinso, 2 Doufiguisso, 1 Kimidougou, 1 Panamasso) arrdt 2	Nbre	Forages réalisées	PV de réception	6			6			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT2				
156007	Réaliser des forages dans les écoles publiques (2 sect 30 et 1 sect 10) arrdt 2	Nbre	Forages réalisées	PV de réception	3			3			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT2				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
156008	Réhabiliter les forages de Nasso arrdt 7	Nbre	Forages réhabilités	PV de réception	3			3			75 000 000	75 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 7		74 775 000		225 000
156009	Réhabiliter des forages	Nbre	Forages réabilités	PV de réception des travaux	4		4			6 000 000		6 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 5		5 700 000		300 000
156010	Réhabiliter des forages dans les villages rattachés de l'arrdt 3 (2 à Tolotalama, 6 à Léguema, 3 Kékélésso, 3 Noumousso, 4 à Kouentou et 1 à Moussobadougou)	Nbre	Forages réhabilités	PV de réception des travaux	19			19			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 3				
156011	Réhabiliter des forages (l'école Diaradougou, école Farakan) à l'arrdt 1	Nbre	Forages réabilités	PV de réception des travaux	2			2			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 1				
156012	Réhabiliter des forages (dont Dodougou, Kouentou, Kimidougou et Sogossagasso) et AEPS (DSTM, Stade Wobi et Santidougou)	Nbre	Forages réhabilités	PV de réception des travaux	6	2	2	2	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 4		149 550 000		450 000
156013	Réhabiliter des forges à Diendérésso (1); à Bana (2); Ouolokoto (3) arrdt 7	Nbre	Forages réhabités	PV de réception	6		3	3		75 000 000	75 000 000	150 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 7		149 550 000		450 000
156014	Réhabiliter des forages à Baré arrdt 4	Nbre	Forages réhabités	PV de réception	ND						Nd	-	DEEE/DMP/ARRDT 4				
156015	Réhabiliter les bornes fontaines publiques au sect de l'arrdt 1	Nbre	Bornes fontaines réhabilisées	Taux de couverture en eau potable	1			2			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 1				
156016	Equiper un AEPS à Moussobadougou arrdt3	Nbre	AEPS équipé	PV de réception des travaux	1						ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 3				
156017	Réaliser des forages dans les écoles primaires de l'arrdt 1 (Diaradougou et Farankan au sect1	Nbre	Forages réalisés	PV de réception des travaux	2			2			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 1				
156018	Réaliser des forages à l'école E,B et ,A,C de sarfalao sect 17 arrdt 5	Nbre	Forages réalisés	PV de réception des travaux	2			2			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 5				
156019	Réaliser 2 forages à Borodougou (2quartiers excentrés)	Nbre	Forages réalisés	PV de réception des travaux	2						ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 4				
156020	Réaliser des forages	Nbre	Forages réalisés	PV de réception des travaux			Ens			30 600 000		30 600 000	DEEE/DMP/ARRDT 5	22 148 000		7 840 000	612 000
156021	Réaliser une adduction d'eau potable (Arrdt 3)	Nbre	AEP réalisée	PV de réception des travaux	1		1			6 500 000		6 500 000	DEEE/DMP/ARRDT 3		6 350 000		150 000
156022	Réaliser des études du système d'adduction du château d'eau potable du stade wobi, des 2 lycées communaux	Nbre	Etudes diligentées	Rapport d'études	1		1			15 000 000		15 000 000	DEEE/DMP		15 000 000		
156023	Contribuer à l'extension du réseau d'adduction d'eau potable en concertation avec l'ONEA (prioritaire au secteur 26 arrdt 5; l'agrandissement du tuyau de désserte du village de Baré,	Nbre	AEP réalisée	Taux de couverture en eau potable	1 500	500	500	500	50 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 4 et 5		350 000 000		
156024	Réaliser des extensions de bornes fontaines dans l'agglomération	Nbre	Bornes fontaines réalisées	Taux de couverture en eau potable	15	5	5	5	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000	DEEE/DMP/ARRDT 5		60 000 000		
Objectif Spécifique 1.57 : Soutenir l'organisation réticulée du territoire en lien avec l'approvisionnement en eau potable, le réseau électrique, les reseaux de téléphonie et transport en commun					1 514	500	502	512	50 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000		-	350 000 000	-	-
157001	Contribuer à l'extension du réseau d'électricité en concertation avec la SONABEL	Nbre	Accès à l'électricité	Taux de couverture d'électricité	1 500	500	500	500	50 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000	DEEE/DMP/ARRDT S-SONABEL		350 000 000		
157002	Contribuer à l'electrification des villages rattachés (Tolotama, Kékélésso, Kouentou, Moussobadougou, Noumousso) arrdt 3	Nbre	Village électrifié	Taux de couverrture d'électricité	5			5			ND	-	DEEE/DMP/ARRDT 3				
157003	Contribuer à l'electrification des villages rattachés (Borodougou, Tondogosso, Yéguérésso, Niamadougou) arrdt 4	Nbre	Village électrifié	Taux de couverrture d'électricité	-							-	DEEE/DMP/ARRDT 4				
157004	Réaliser des travaux d'électrification au CEG de Darsalamy arrdt6	Nbre	batiment réalisé	PV de réception	1			1			PM	-	DEEE/DMP/ARRDT 6				
157005	Réaliser des branchement ONEA aux écoles primaires publiques de Lafiabougou et Sabaribougou arrdt 6	Nbre	branchements d'eau	Rapport d'activités	2			2			PM	-	DEEE/DMP/ARRDT 6-ONEA				
157006	Réaliser des branchement ONEA et SONABEL au CEG de l'arrdt 6	Nbre	Branchement	Rapport d'activités	2			2			PM	-	DEEE/DMP/ARRDT 6-ONEA et SONABEL				
157007	Electrifier le villages de Bana (ABER) et oulokoto de l'arrdt 7	Nbre	Village électrifié	Taux de couverrture d'électricité	2		1	1				-	DEEE/DMP/ARRDT 7-ABER			ABER	
157008	Contribuer à l'installation des antennes de reseau téléphonie à bana et Ouolokoto à l'arrdt 7	Nbre	antenne installé	Taux de couverrture de reseau téléphnique	2		1	1				-	DEEE/DMP/ARRDT 7				
Objectif Spécifique 1.58 : Améliorer les conditions de vie quotidienne					1	-	1	-	-	20 000 000	-	20 000 000		-	20 000 000	-	-
158001	Elaborer une politique communale de construction de logements sociaux (Habitation à loyer modéré)	Nbre	Politique communale de construction de logements sociaux élaborée	rapport d'étude	1		1			20 000 000		20 000 000	DUCFC				
Objectif Spécifique 1.59 : Assurer le relai de la politique nationale en matière d'aménagement					3	-	2	1	-	50 000 000	28 000 000	78 000 000			78 000 000	-	-
159001	Faire l'inventaire des appropriations foncières à toutes les entrées de la ville conformément au POS et au SDAU				-							-	DUCFC	-			
159002	Inventorier et immatriculer le domaine foncier de la commune (réserves administratives et foncières, infrastructures vertes, forêts urbaines, etc.)	Nbre	Inventaire du patrimoine foncier communal	Rapport de mission	1		1			25 000 000		25 000 000	DUCFC/DEEE	25 000 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
159003	Assurer l'apurement du passif sur le foncier urbain conformément aux recommandations de la commission nationale chargée de l'apurement du passif	Nbre	Apurement du passif sur le foncier urbain	Rapport des commissions	2		1	1		25 000 000	25 000 000	50 000 000	DUCFC	50 000 000			
159004	Mettre en place et opératonnaliser les instances locales de gestion foncière (la commision foncière villageoise CFV et la commission de conciliation foncière villageoise CCFV dans les villages rattachés de la Commune	Ens	CFV et CCFV opérationnalisées	Rapport des commissions	-			PM			PM	-	DUCFC				
159005	Amenager et ceder des sols et sous-sols				-												
Objectif Spécifique 1.60 : Renforcer les capacités des acteurs de l'habitat					1	-	-	1	-	-	3 000 000	3 000 000	DUCFC	3 000 000			
160001	Organiser des ateliers d'appropriation des instruments de planification urbaine (SDAU, POS, PADS)	Nbre	Ateliers organisés	Rapport de l'atélier	1			1			5 000 000	5 000 000		5 000 000	-	-	-
160002	Opérationnaliser et mettre à jour une base de données spatiales communales	Ens	Données spatiales communales opérationnelle	Cartographie	-				PM	PM	5 000 000	5 000 000	DUCFC	5 000 000			
Objectif Spécifique 1.61 : Règlementer pour assurer la sécurité					11	1	2	8	2 500 000	3 500 000	PM	-	DUCFC/DEESP				
161001	Adopter une délibération fixant les horaires de circulation des gros porteurs dans la ville de Bobo-Dioulasso	Nbre	Horaires de circulation des gros porteurs	Déliberation	1		1			1 000 000	2 500 000	8 500 000		8 500 000	-	-	-
161002	Interdire et arrêter l'octroi des autorisations d'ouverture et d'exploitation des débits de boisson à proximité des écoles et dispensaires (servitude de 400m à observer)	Nbre	Exploitation des débits de boisson à proximité des écoles et dispensaires	Arrêté d'interdiction	3	1	1	1	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000	DPM/DRAF/ARRDTS	1 000 000			
161003	Implanter des feux tricolores	Nbre	Feux tricolores implantés	PV réception des travaux	-						PM	-	DPM/DIRMO/DMP/ARRDTS	7 500 000	-		
161004	Doter de feux tricolores (5 interceptions sur la RN 9 (route Bama, 2 interceptions sur la RN 6 (route Dedougou) et à l'arrdt 2	Nbre	Feux tricolores implantés	PV réception des travaux	7			7			ND	-	DPM/DIRMO/DMP/ARRDT2				
Objectif Spécifique 1.62 : Discipliner l'usage de l'espace partagé					10	-	-	10	-	-	10 000 000	10 000 000		10 000 000	-	-	-
162001	Délimiter des aires de stationnement en ville	Nbre	Aires de stationnement	Materiel de signalisation	10			10			10 000 000	10 000 000	DPM/DIRMO	10 000 000			
162002	Concevoir et matérialiser des pistes à bétail (arrdt 4)	Kml	Pistes aménagés	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DIRMO/ARRDT4				
162003	Delimiter et borner des sites des services sociaux de base dans les villages et secteur	Nbre	Sites des services sociaux de base délimités et bornés	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DUCFC/ARRDTS				
162004	Borner les édifices publics au village de Sogosssagasso arrdt 4	Nbre	édifices bornés	PV de réception des travaux				ND			ND	-	DUCFC/ARRDT4				
162005	Installer des panneaux de signalisation au sect 5 de l'arrdt 5	Nbre	Panneau de signalisations installés	PV de réception des travaux				ND			ND	-	DIRMO/ARRDT5				
Objectif Spécifique 1.63 : Etayer l'éclairage public					24	2	3	19	59 800 000	50 000 000	50 000 000	159 800 000		-	159 800 000	-	-
163001	Accroitre l'offre d'énergie renouvelable dans l'éclairage public (éclairage photovoltaïque sur le réseau de voiries urbaines bitumées)	Nbre	Rues et avenues éclairées	PV de réception	7	1	3	3	9 800 000	50 000 000	50 000 000	109 800 000	DIRMO/DMP		109 800 000		
163002	Réaliser l'éclairage solaire des infrastructures socio-communautaires de base existant dans les villages rattachés (éclairage Dafinso, MCA)	Nbre	Eclairage solaire des infrastructures socio-communautaires de base réalisée	Rapport d'études	-				PM	PM	PM	-	DIRMO/DMP/ARRDT2/MCA			MCA	
163003	Réaliser des travaux d'éclairage public en milieu urbain à l'arrdt 4	Nbre	voies éclairées	PV de réception				ND			ND	-	DIRMO/DMP/ARRDT4				
163004	Doter les rues d'éclairage public (2 sect 30, 3 sect 23, 9 sect 10) de l'arrdt 2	Nbre	voies éclairées	PV de réception	5			5			ND	-	DIRMO/DMP/ARRDT2				
163005	Doter d'éclairage public les alentours et l'intérieur de la mairie l'arrdt 2 au sect 11	Nbre	voies éclairées	PV de réception	1			1			ND	-	DIRMO/DMP/ARRDT2				
163006	Doter les villages rattachés d'éclairage public (2 sect 30, 3 sect 23, 9 sect 10) de l'arrdt 2	Nbre	voies éclairées	PV de réception	6			6			ND	-	DIRMO/DMP/ARRDT2				
163007	Réaliser des travaux d'éclairage public route Bobo 2010				1	1			50 000 000			50 000 000	DIRMO/DMP/ARRDT2		50 000 000		
163008	Réhabiliter l'éclairage public des voies arrdt 1 (du sect 2, 3, 4 et 8)	Nbre	voies électrifiées rehabilitées	PV de réception				4			ND	-	DIRMO/DMP/ARRDT1				
163009	Éclairer le tronçon sortie nord de Bobo sur la route de Bama jusqu'à la zone agro-industrielle	Nbre	Tronçon sortie nord de Bobo sur la route de Bama jusqu'à la zone agro-industrielle éclairé	Rapport d'études	-							-	DIRMO/DMP/ARRDT2				
Objectif Spécifique 1.64 : Conforter les transports collectifs					3	-	-	3	-	-	12 000 000	12 000 000		12 000 000	-	-	-
164001	Réaliser un plan de mobilité dans la ville de Bobo et le mettre progressivement en application	Nbre	Plan de mobilité réalisé	Rapport d'étude	1			1			12 000 000	12 000 000	DIRMO/DEESP	12 000 000			
164002	Contribuer à l''extension de la ligne SOTRACO dans les villages rattachés de l'arrdt 3 (Tolotama et Kouentou)	Nbre	lignes ouvertes	Taux de couverture de reseau de SOTRACO	-			2			ND	-	DIRMO/ARRDT3				
Objectif Spécifique 1.65 : Aménager la voirie urbaine et rurale					2 165	21	1 057	1 087	2 394 400 783	5 244 125 262	4 040 000 000	11 678 526 045		210 626 920	2 467 899 125	9 000 000 000	-
165001	Reprofiler les voies en terre (Commune et Arrondissements)		voies en terre reprofilées	Rapport d'activités	-							-	DIRMO/ARRDTS				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
165002	Reprofiler les voies en terre à l'arrdt 2 au sect 23; 3 au sect 10; 3 au sect 30 et 2 au sect 11)		voies en terre reprofilées	Rapport d'activités	-							-	DIRMO/ARRDT2				
165003	Recharger les voies (Commune et Arrondissements)		Voies réchargées	Rapport d'activités	-				162 500 000			162 500 000	DIRMO/ARRDTS	162 500 000			
165004	Réaliser des pistes dans les villages des arrdts 1 et 5		Pistes rurales réalisées	PV de réception des travaux	-					48 126 920		48 126 920	DIRMO/ARRDT1, 5	48 126 920			
165005	Aménager et assurer la maintenance des voies de liaisons intervillageoises	Nbre	Voies de liaisons intervillageoises aménagées et maintenues	PV de réception des travaux/ infrastructures réalisées	-				2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	DIRMO/ARRDTS			6 000 000 000	
165006	Réhabiliter les pistes rurales dans le villages rattachés (3 hameaux de culture à Sogossagasso, Kotédougou, Borodougou)	Nbre	Voies réhabilitées	PV des travaux				5			ND	-	DIRMO/ARRDT4				
165007	Réhabiliter les pistes rurales dans le villages rattachés (3 à Kékélésso, Kékélésso-Kouentou, Moussobadougou-Kékélesso, Moussobadougou-Kundimi)	Nbre	Voies réhabilité	PV des travaux				6			ND	-	DIRMO/ARRDT3				
165008	Réhabiliter les voiries urbaines bitumées au centre-ville de Bobo-Dioulasso	ml	Voiries urbaines bitumées réhabilitées	PV de réception des travaux	2 000		1 000	1 000		200 000 000	200 000 000	400 000 000	DIRMO/ARRDTS		400 000 000		
165008	Réhabiliter les voiries urbaines dans les quartiers périphériques de Bobo-Dioulasso	ml	Voiries urbaines dans les quartiers périphériques réhabilitées	PV de réception des travaux	#VALEUR!		PM	PM		PM	PM	-	DIRMO/ARRDTS		-	PMDUVS	
165009	Reprofiler la voie d'accès au lycée de Yéguérésso arrdt 4		Voie réprofilée	PV des travaux				1			ND	-	DIRMO/ARRDT4				
165010	Reprofiler les voies à Nasso arrdt 7 (Ouverture de la voie du lycée)	ml	Voie réprofilée	PV des travaux							PM	-	DIRMO/ARRDT7				
165011	Reprofiler les voies de arrdt 6	Nbre	Voie réprofilée	PV des travaux							PM	-	DIRMO/ARRDTS				
165012	Recharger les pistes rurales (Léguema-Tolotalama) arrdt 3	Nbre	pistes rurales rechargées	PV des travaux				1			ND	-	DIRMO/ARRDTS				
165013	Réhabiliter et aménager les principales places publiques (Place de la Femme, Place du Paysan au sect 1 de l'arrdt 1, Place de l'Amitié Arabo-Burkinabé, Place des Trois Luttes, Place de la Nation)	Nbre	Rond-points réhabilités et aménagés	PV de réception des travaux	5	1	2	2	20 000 000	40 000 000	40 000 000	100 000 000	DIRMO/ARRDTS		100 000 000		
165014	Réhabiliter 4 ronds points	Nbre	Rond-points réhabilités	PV de réception des travaux	-				69 960 000			69 960 000	DIRMO/ARRDTS		69 960 000		
165015	Aménager des voies de deserte (arrdt 1)	Nbre	Voies de deserte	Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DIRMO/ARRDT1, 5				
165016	Bitumer 16 km de voirie urbaine	Kml	Voirie urbaine bitulées	PV de réception des travaux	40		20	20		1 500 000 000	1 500 000 000	3 000 000 000	DIRMO/ARRDTS			3 000 000 000	
165017	Bitumer les rues sect 6 de l'arrdt 5 (rue allant du rond point du cinquantenaire au port sec du sect 18)	Kml	Voirie urbaine bitulées	PV de réception des travaux				ND			ND	-	DIRMO/ARRDT5 et 6				
165018	Construire la rocarde sud	nbre	Rocarde sud réalisée	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DIRMO/ARRDT6, 5, 26,27,25,24				
165019	Réhabilitation des ponts et dalots à l'arrdt 1(1dalot au sect 1; 5 dalots au sect 2; 1 dalot au sect8, et 9 au sect 04)	Nbre	Ponts réhabilités		16			16			ND	-	DIRMO/ARRDT1				
165020	Réhabiliter des ponts dans les villages rattachés de l'arrdt 3 (Moussobadougou, Noumousso)	Nbre	Ponts réhabilités		2			2			ND	-	DIRMO/ARRDT3				
165021	Réhabiliter un pont au lycée de yéguérésso arrdt 4	Nbre	Ponts réhabilités		1			1			ND	-	DIRMO/ARRDT4				
165022	Construire des ouvrages de franchissement (dalots et ponts)	Nbre	Ouvrages de franchissement construits	PV de réception des travaux	60	20	20	20	141 940 783	300 000 000	300 000 000	741 940 783	DIRMO/ARRDTS		741 940 783		
165023	Réaliser de ponts et radiers dans la commune te les arrdts	Nbre	Ponts et radiers construits	PV de réception des travaux	15		15			1 155 998 342		1 155 998 342	DIRMO/ARRDTS		1 155 998 342		
165024	Construire un radier de 50 mètres entre Noumousso et Socouradji arrdt3	Nbre	radire construit	PV de réception				1			ND	-	DIRMO/ARRDT3				
165025	Construire des ouvrages de franchissement entre Tolotama et Léguéma, Kouentou) arrdt 3	Nbre	Ouvrages de franchissement construits	PV de réception				2			ND	-	DIRMO/ARRDT3				
165026	Construire des ouvrages de franchissement (3 ponts, et 2 radiers) à Koumi arrdt 6	Nbre	Ouvrages de franchissement construits	PV de réception	5			5			ND	-	DIRMO/ARRDT6				
165027	Construire des ouvrages de franchissement (3 ponts) à Farakobaarrdt 7 (2 à Lasso et 1 à Kouroukan) arrdt 6	Nbre	Ouvrages de franchissement construits	PV de réception	3			3			ND	-	DIRMO/ARRDT5				
165028	Construire des ouvrages de franchissement arrdt 1 (2 dallettes de 1,20 m au sect 4)	Nbre	Ouvrages de franchissement construits	PV de réception				2			ND	-	DIRMO/ARRDT4				
165029	Traiter les accotements de voirie	Nbre	Accotements de voirie traités	Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DIRMO/ARRDTS				
Objectif Spécifique 1.66 : Se mobiliser pour les engagements collectifs					33	3	3	27	15 300 000	48 115 000	16 250 000	79 665 000		55 915 000	-	23 750 000	-
166001	Sensibiliser les populations à la réalisation de latrines familiales et publiques (arrdt 2) et institutionnaliser la Journée mondiale des toillette (SANITON)	Nbre	Tenue des seances de sensibilisation	PV des seances de sensibilisation	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DRCR/DEEE/DPGAS			3 750 000	
166002	Elaborer et adopter un plan stratégique de gestion Energie/Climat pour la ville de Bobo-Dioulasso	Nbre	Tenue des sessios de gestion Energie/Climat	Plan stratégique de gestion Energie/Climat	1			1		20 000 000		20 000 000	DEEE			20 000 000	
166003	Renforcer l'intégration de l'Agriculture et de la Foresterie Urbaine et Périurbaine (AFUP) comme moyens de lutte contre les effets du climat à Bobo-Dioulasso	Nbre	Intégration de AFUP renforcé	Sites aménagées	-				PM	PM	PM	-	DEEE				
166004	Organiser et soutenir les campagnes de reboisement	Nbre	Campagnes de reboisement	Cérémonie de campagnes de reboisement	6	2	2	2	14 050 000	15 000 000	15 000 000	44 050 000	DEEE/ARRDTS	44 050 000			
166005	Réaliser un bosquet dans les villages rattachés de l'arrdt 4	Nbre	bosquet réalisé	Rapport d'activités	1			1			ND	-	DEEE/ARRDT4				
166006	Reboiser les villages rattachés de l'arrdt 4	Nbre	Villages réboisés	Rapport d'activités	7			7			ND	-	DEEE/ARRDT4				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
166007	Reboiser 15 sites dans les secteurs et villages rattachés de l'arrdt 2 (nbre de site)	Nbre	Sites réboisés	Rapport d'activités	15			15			ND	-	DEEE/ARRDT2				
166008	Acquérir de plant pour la et plantation				-					11 865 000		11 865 000	DEEE/ARRDTS	11 865 000			
Objectif Spécifique 1.67 : Améliorer les conditions de vie quotidienne et former des acteurs sociaux					3 450	1 150	1 150	1 150	76 250 000	76 250 000	76 250 000	228 750 000		228 750 000	-	-	-
167001	Renforcer les capacités de la Brigade verte	Nbre	Capacités de la Brigade verte renforcée	Rapport de formation	450	150	150	150	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DEEE	3 750 000			
167002	Assurer le tri sélectif, le traitement et la valorisation des déchets plastiques	Volume (m3)	déchets valorisés	Rapport d'activités	3 000	1 000	1 000	1 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	DEEE	225 000 000			
167003	Inciter les villages rattachés à mettre en place un système de valorisation des déchets ménagers	Volume (m3)	déchets valorisés	Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DEEE				
Objectif Spécifique 1.68 : Inciter à une modification des pratiques					15	2	2	11	8 750 000	8 750 000	8 750 000	26 250 000		26 250 000	-	-	-
168001	Sensibiliser la population sur la gestion des ordures (former des guides compost et réadapter les zones de concession aux précollecteurs)	Nbre	séance de sensibilisation	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DEEE/ARRDTS	3 750 000			
168002	Mettre en place un système efficace de gestion des ordures ménagères et des eaux usées et excréta	Nbre	Etudes gestion des ordures ménagères et des eaux usées et excréta	Rapport d'étude	3	1	1	1	7 500 000	7 500 000	7 500 000	22 500 000	DEEE/ARRDTS	22 500 000			
168003	Evacuer les dépotoires d'ordures anarchiques au sect 20 de l'arrdt 6	le volume (m3)	déchets évacués	Rapport d'activités	#VALEUR!		PM	PM		PM	ND	-	DEEE/ARRDT6				
168004	élaborer un plan de gestion des ordures industrielles, des ordures ménagères à arrdt 6)	Nbre	plan de gestion des déchets	rapport d'étude	2			2			ND	-	DEEE/ARRDT6				
168005	Construire des centres de précollectes dans les sect de l'arrdt 6	Nbre	précollectes construites	PV de réception	#VALEUR!		PM	PM			ND	-	DEEE/ARRDT6				
168006	Construire un centre de précollectes au sect 2 de l'arrdt 1	Nbre	précollectes construites	PV de réception	1			1			ND	-	DEEE/ARRDT1				
168007	Construire un centre de précollectes dans l'arrdt 2 (3 centres au sect 30 et 2 centres au sect 11)	Nbre	précollectes construites	PV de réception	5			5			ND	-	DEEE/ARRDT2				
168008	Mettre en place une stratégies de lutte contre contre les dépots anarchiques des ordures à l'arrdt 6	Nbre	stratégies élaboré	PV de réception	1			1				-	DEEE/ARRDT6				
Objectif Spécifique 1.69 : Mobiliser les moyens pour de nouveaux engagements					3 000	1 000	1 000	1 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000		900 000 000	-	-	-
169001	Réaliser les travaux d'aménagement et d'entretien de la voirie en régie y compris le pavages des rues en perrés	ml	Entretien de la voirie urbaine	PV de réception des travaux	3 000	1 000	1 000	1 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	DEEE/ARRDTS	900 000 000			
169002	Assurer la maintenance des engins (engins lourds et véhicule à 4 roues)	Nbre	engins en maitenance	Rapport d'activités	-							-	DIRMO/DMP	-			
Objectif Spécifique 1.70 : Gérer efficacement les ordures ménagères					6 007	2 002	2 002	2 003	70 000 000	70 000 000	80 000 000	220 000 000		220 000 000	-	-	-
170001	Restructurer sept (07) centres de collecte des ordures ménagères existant dans les quartiers en centres de tri ou en déchéterie	Nbre	Transport des ordures ménagères	Rapport d'activités	7	2	2	3	30 000 000	30 000 000	40 000 000	100 000 000	DEEE	100 000 000			
170002	Assurer le transport des ordures ménagères des Centres de collecte à la décharge finale	Volume (m3)	Collecte des ordures ménagères	Déchets évacués	6 000	2 000	2 000	2 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	120 000 000	DEEE	120 000 000			
170003	Enlever les ordures sauvages au sect 11 (Colma) sect 30 arrdt 2	Volume (m3)	Collecte des ordures ménagères	Déchets évacués	ND						ND	-	DEEE				
170004	Rendre opérationnel le CET existant et diversifier ses capacités (alvéoles DIS / déchets biomédicaux)	Nbre	Opérationnalisation du CET	Site matérialisé	-						PM	-	DEEE				
Objectif Spécifique 1.71 : Gérer durablement les eaux usées et boues de vidange					40	10	15	15	70 950 000	50 000 000	50 000 000	170 950 000		170 950 000	-	-	-
171001	Réaliser des ouvrages d'assainissement dans les établissements communautaires	Nbre	Ouvrages d'assainissement réalisés	PV de réception des travaux	40	10	15	15	20 000 000	50 000 000	50 000 000	120 000 000	DEEE	120 000 000			
171002	Prestation d'études pour l'assainissement et voirie	Nbre	Etudes pour l'assainissement et voirie	Rapport d'études	-				50 000 000			50 000 000	DEEE	50 000 000			
171003	Acquérir du matériel et outillage	Ens	Matérielset outillages	PV de réception	-				950 000			950 000	DEEE	950 000			
171004	Subventionner la réalisation des ouvrages d'assainissement autonome dans les ménages conformément au PSAB/ONEA	Nbre	Ouvrages d'assainissement autonome subventionnés	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DEEE/PSAB/ONEA			PSAB/ONEA	
171005	Promouvoir une chaine de prise en charge efficace des boues de vidange, conformément au PSAB/ONEA et à la stratégie communale	Nbre	Promotion de la chaine de prise en charge efficace des boues de vidange	Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DEEE/PSAB/ONEA			PSAB/ONEA	
171006	Finaliser les travaux du centre de traitement des boues de vidange de Dogona (installation de filtres et transformation des boues, arrdt 3)	Nbre	Installation de filtres et transformation des boues	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DEEE/ARRDT3				
Objectif Spécifique 1.72 : Traiter les ordures et valoriser les déchets					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
172001	Doter tous les établissements producteurs de DIS et de déchets biomédicaux, de dispositifs de prétraitement	Nbre	Dispositifs de prétraitement distribués	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DEEE				
172002	Construire de nouvelles alvéoles pour l'enfouissement sanitaire des DIS et des déchets biomédicaux prétraités, au CET existant	Nbre	Alvéoles construits	PV de réception des travaux	-				PM	PM	PM	-	DEEE/DUCFC/DMP				
172003	Réaliser des travaux d'enfouissement de déchets au CET	m3		Rapport d'activités	-				PM	PM	PM	-	DEEE/DUCFC/DIRMO/DMP				
Objectif Spécifique 1.73 : Entretenir et construire des ouvrages de drainage des eaux pluviales					9 011	3 003	3 001	3 007	216 731 160	100 000 000	50 000 000	366 731 160		366 731 160	-	-	-
173001	Réaliser les travaux d'assainissement pluvial et de curage des collecteurs et des caniveaux (dont le canal à Sarfalalo et rechargement de voies)	ml	Canal à Sarfalalo et rechargement de voies réalisé	PV de réception des travaux	9 000	3 000	3 000	3 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	DEEE/ARRDTS	150 000 000			
173002	Curer des caniveaux, des canaux et des exutoires de drainage des eaux pluviales	ml	Curage effectif	Rapport d'activités	1	1			50 000 000			50 000 000	DEEE/ARRDTS	50 000 000			
173003	Curer de bassins de retention et ouvrages d'art	ml	Curage effectif	Rapport d'activités	1	1			70 000 000			70 000 000	DEEE/ARRDTS	70 000 000			
173004	Curer de caniveau dans les arrondissements	ml	Curage effectif	Rapport d'activités	1	1			46 731 160			46 731 160	DEEE/ARRDTS	46 731 160			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
173005	Réaliser des barrages et digues (curage de caniveaux)	ml	Barrages et digues réalisés	Rapport d'activités	1		1			50 000 000		50 000 000	DEEE/ARRDTS	50 000 000			
173006	Curer des caniveaux au sect 9 (coté ouest du marché de fruits et légumes) du sect 20 (ENESP) arrdt 6	ml	caniveaux curés	Rapport d'activités				PM			PM	-	DEEE/ARRDT6				
173007	Curer des caniveaux au sect 24 arrdt 4	ml	caniveaux curés	Rapport d'activités				ND			ND	-	DEEE/ARRDT4				
173008	Curer des caniveaux (6 Yéguéré sect 10; 1 sect 30) arrdt 2	ml	caniveaux curés	Rapport d'activités	7			7			ND	-	DEEE/ARRDT2				
Objectif Spécifique 1.74 : Accélération de la construction des Pôles de croissance et de compétitivité (PC)					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
174001	Faciliter l'aménagement des zones industrielles dans la commune	Nbre	zones aménagées	Rapport d'activités	-						PM	-	DEEE				
174002	Faciliter l'aménagement des zones activités diverses dans la commune	Nbre	zones aménagées	Rapport d'activités	-						PM	-	DEEE				
Objectif Spécifique 1.75 : Réforme du dispositif de financement de la décentralisation					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
175001	Renforcer l'appui à la mobilisation des ressources au profit de la Commune	Ens	Part du budget de l'Etat transférée aux Collectivités	Budget communal	-						PM	-	DRAF				
Objectif Spécifique 1.76 : Renforcement de l'accès à un marché sécurisé					1	-	1	-	-	150 000 000	-	150 000 000		20 000 000	-	130 000 000	-
176001	Mettre à la dispostion des aires d'abatage	Nbre	Aires d'abattage réalisées	PV de réception des travaux	1		1			150 000 000		150 000 000	DEESP/DRAF	20 000 000		130 000 000	
176002	Contribuer à la mise en place des unités de transformation de PFNL	Taux	Transformation des PFNL (%)	Rapport d'activités	-						PM	-	DEESP				
Objectif Spécifique 1.77 : Financement et promotion commerciales des produits de l'artisanat					34	8	12	14	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000		-	-	15 000 000	-
177001	Contribuer à forganisation des manifestations promotionnelles de l'artisanat	Nbre	Manifestations organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPCAT/DEESP			15 000 000	
177002	Contribuer aux constructions des infrastructures de promotion de l'artisanat	Nbre	Infrastructures construites	PV de réception des travaux	-						PM	-	DPCAT/DUCFC/DMP				
Objectif Spécifique 1.78 : Relance des travaux des infrastructures sportives Amélioration de l'offre et de la qualité des infrastructures sportives					1	-	-	1	-	-	320 000 000	320 000 000		-	320 000 000	-	-
178001	Construire ou normaliser les infrastructures sportives dans la commune	Nbre	Infrastructures construites /normalisées	PV de réception des travaux	1			1			320 000 000	320 000 000	DPESVA/DUCFC		320 000 000		
Objectif Spécifique 1.79 : Extension et renouvellement des équipements vétuste et obsolète du Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA)					13	3	5	5	10 750 000	12 250 000	12 250 000	35 250 000		35 250 000	-	-	-
179001	Renforcer les réseaux locaux des bâtiments administratifs	Nbre	Réseaux locaux renforcés	Rapport d'activités	6	2	2	2	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DSIN	30 000 000			
179002	interconnecter le nouvelles structures communales au RESINA	Nbre	bâtiments interconnectés	Rapport d'activités	7	1	3	3	750 000	2 250 000	2 250 000	5 250 000	DSIN	5 250 000			
Objectif Spécifique 1.80 : Renforcement de la résilience climatique des secteurs et domaines prioritaires					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
180001	Transformer les Villages en écovillages	Nbre	Villages en transformés en écovillages	Rapport d'activités	-						PM	-	DEEE				
Objectif Spécifique 1.81 : Atténuation des effets du changement climatiques					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
181001	Installation de feux tricolores solaires sur 10 carrefours	Nbre	Feux tricolores solaires installés	PV de réception des travaux	-							-	DPM/DIRMO				
181002	Dégager des espaces pour l'aménagement d'abris et de parc relais au profit de la SOTRACO	Nbre	Espaces dégagés	Rapport d'activités	-							-	DPM/DIRMO				
Objectif Spécifique 1.82 : Adaptation aux changements climatiques					20	2	1	17	910 536 765	47 741 344	47 741 344	1 006 019 453		1 006 019 453	-	-	-
182001	Réhabiliter les trames vertes dans les secteurs 18, 23, 25, 30 et 33	Nbre	Trames vertes réabilitées	Rapport d'activités	-							-	DEEE/DMP/ARRDT 6,5,2 et 4				
182002	Réhabiliter au moins 2 espaces verts pour chacun des 6 arrondissements périphériques	Nbre	Espaces verts réhabilités	Rapport d'activités	-							-	DEEE/DMP/ARRDT 2,3,4,5,6 et 7				
182003	Mener une campagne de sensibilisation sur l'importance des trames vertes et des espaces verts	Nbre	Campagne de sensibilisation organisée	Rapport d'activités	-							-	DEEE				
182004	Mener une étude tout au long du marigot Houet pour la stabilisation des berges	ml	Etude pour la stabilisation des berges	Rapport d'étude	1	1			19 160 000			19 160 000	DEEE	19 160 000			
182005	Sensibiliser la population aux risques liés à l'obstruction du réseau de drainage des eaux pluviales	Nbre	Campagne de sensibilisation organisée	Rapport d'activités	-							-	DEEE				
182006	Construire un canal primaire d'évacuation des eaux pluviales en amont de la RN10 (Bobo-Dédougou)	ml	Canal primaire d'évacuation des eaux pluviales réalisé	Rapport d'étude	-							-	DEEE/DUCFC/DPM/ARRDT2				
182007	Construire des caniveaux d'évacuation des eaux pluviales dans les secteurs 9,17, 21, 22, 24 et 25.	ml	Caniveaux d'évacuation des eaux pluviales construits	PV de réception des travaux	-							-	DEEE/DUCFC/DPM/ARRDT6,5,7 et 2				
182008	Réaliser de caniveaux (Remboursement de prêt)	ml	Caniveaux réalisés	PV de réception des travaux	3	1	1	1	47 741 344	47 741 344	47 741 344	143 224 032	DEEE/DUCFC	143 224 032			
182009	Réaliser des caniveaux	ml	Caniveaux construits	PV de réception des travaux	-				647 000 000			647 000 000	DEEE/DUCFC	647 000 000			
182010	Réhabiliter des caniveaux (Arrdt1 et secteur 23)	ml	Caniveaux réalisés	PV de réception des travaux	-				196 635 421			196 635 421	DEEE/DUCFC/ARRDT1 ET 2	196 635 421			
182011	Réhabiliter de caniveaux à Arrdt1 (4 de 11m au secteur 1; 73,80 au sect 4	ml										-	DEEE/DUCFC/DMP/ARRDT4				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Structure Responsable	Source Financement			Contribution de la population
						2022	2023	2024	2022	2023	2 024			Budget Comm.	ETAT	PTF	
AXE 1 : AMELIORER LA GOUVERNANCE AU NIVEAU COMMUNAL					30 572	8 650	10 153	11 769	7 391 510 135	12 212 595 857	9 132 667 346	28 736 773 338		7 809 930 426	7 614 239 910	13 298 941 002	13 662 000
182012	Construire des caniveaux au sect 18 de l'arrdt 6	ml	Caniveaux réalisés	Pv des travaux	#VALEUR!			ND			ND	-	DEEE/DUCFC/DMP/ ARDDT6				
182013	Construire des caniveaux à l'arrdt 1 (au sect 2, sect3)	ml	Caniveaux réalisés	Pv des travaux				2			ND	-	DEEE/DUCFC/DMP/ ARDDT1				
182014	Construire des caniveaux à l'arrdt 4 (sect 32, sect33, sect 16 LOC, sect 15 autour du bloc de l'école primaire de ouezzin-Ville C,D et F)	ml	Caniveaux réalisés	Pv des travaux				4			ND	-	DEEE/DUCFC/DMP/ ARDDT4				
182015	Construire des caniveaux à l'arrdt 2 (3 au sect 30 et 7 au sect 23)	ml	Caniveaux réalisés	Pv des travaux	10			10			ND	-	DEEE/DUCFC/DMP/ ARDDT2				
Objectif Spécifique 1.83 : Accès à l'énergie propre					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
183001	Sensibiliser les citoyens à l'utilisation rationnelle de l'énergie	Nbre	Campagne de sensibilisation organisée	CR de séance	-							-	DEEE/ARRDTS				
183002	Hybridation des bâtiments communaux par la solarisation (mise en place d'un système PV) des toitures et des façades	Nbre	Etude commanditée	Rapport d'études	5							-	DUCFC/DMP				
Objectif Spécifique 1.84 : promotion de l'institutionnalisation et de l'intégration du genre à tous les niveaux					54	18	18	18	11 700 000	11 700 000	11 700 000	35 100 000		35 100 000	-	-	-
184001	Réaliser des sorties de vulgarisation de la politique nationale genre	Nbre	Campagne organisée	CR de séance	12	4	4	4	1 200 000	1 200 000	1 200 000	3 600 000	DPGAS	3 600 000			
184002	Réaliser des causeries éducatives sur l'approche genre	Nbre	Campagne organisée	CR de séance	21	7	7	7	3 500 000	3 500 000	3 500 000	10 500 000	DPGAS	10 500 000			
184003	Organiser des cadres de concertation avec les organisations féminines	Nbre	Cadre de concertation organisée	CR de séance	21	7	7	7	7 000 000	7 000 000	7 000 000	21 000 000	DPESVA	21 000 000			
Objectif Spécifique 1.85 : Protection et promotion de la femme					15	5	5	5	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000		7 500 000	-	-	-
185001	Réaliser de sorties d'appui-conseil aux groupements de femmes intervenant dans la transformation des produits agricoles	Nbre	Campagne organisée	CR de séance	15	5	5	5	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000	DPESVA	7 500 000			
Objectif Spécifique 1.86 : Promotion de l'entrepreneuriat féminin					6	2	2	2	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000		7 500 000	-	-	-
186001	Organiser des formations des femmes sur l'entrepreneuriat féminin	Nbre	Formation organisée	Rapport de formation	3	1	1	1	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPESVA	6 000 000			
186002	Organisation de causeries sur les modalités d'octroi de crédits aux femmes de certaines structures financières	Nbre	Campagne organisée	CR de séance	3	1	1	1	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPESVA	1 500 000			
Objectif Spécifique 1.87 : Amenager et assurer une meilleure gestion des sites touristiques					-	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
187001	Restaurer et sauvegarder les sites touristiques, culturels et des monuments	Nbre	Sites aménagés	PV de réception	-							-	DPCAT				
187002	Aménager les accès à certains sites touristiques (Koro, Dafra, Dinguaissé)	Nbre	Sites aménagés	PV de réception	-							-	DPCAT/ARRDTS				

AXE 2 : Contribuer à la sécurisation du territoire communal

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Budget Communal	ETAT	PTF	
AXE 2 : CONTRIBUER A LA SECURISATION DU TERRITOIRE					299	5	99	195	60 000 000	216 359 666	271 500 000	547 859 666		207 859 666	250 000 000	90 000 000	-
Objectif Spécifique 2.1 : Deployer les ressources					3	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21001	Déployer des agents de la police municipale dotés de matériels dans les arrdts, directions et services pour la sécurité	Nbre	Agents de la police municipale déployés	Décision d'affectation	3	1	1	1				-	DRH/DPM				
Objectif Spécifique 2.2 : Construire de nouveaux bâtiments					22	3	3	16	50 000 000	53 759 666	150 000 000	253 759 666	-	3 759 666	250 000 000	-	-
22001	Construire un nouveau siège de la Police Municipale	Nbre	siège de la Police Municipale construit	PV de reception des travaux	1			1			100 000 000	100 000 000	DPM/DUCFC/DMP		100 000 000		
22002	Construire des postes de police (arrdt 1, 3, 4, 7)	Nbre	Postes de police construits	PV de reception des travaux	4		2	2		50 000 000	50 000 000	100 000 000	DPM/DUCFC/DMP/ARRDT1,3,4 et 7		100 000 000		
22003	Construire des commissariats de police municipale dans les arrondissements (dont sect 17 sarfalao arrdt 5)	Nbre	Commissariats de police municipale construits	PV de reception des travaux	7			7			ND	#VALEUR!	DPM/DUCFC/DMP/ARRDT5				
22004	Construire des centres d'éducation routière ou le village d'éducation routière	Nbre	Centres d'éducation routière construits	PV de reception des travaux	1			1				-	DPM/DUCFC/DIRLO/DMP				
22005	Construction des parkings des gros porteurs	Nbre	Parkings construits	PV de reception des travaux	4			4				-	DPM/DUCFC/DIRMO/DMP				
22006	Construire un parking pour le personnel à l'hotel de ville	Nbre	Parking construit	PV de reception des travaux	1		1			3 759 666		3 759 666	DUCFC/DMP	3 759 666			
22007	Construire la clôture, lactrines et guerite de la fourière de la PM	Nbre	Ouvrages construit	PV de reception des travaux	3	3			50 000 000			50 000 000	DPM/DUCFC/DMP		50 000 000		
22008	Construction de l'infirmerie de la police municipale	Nbre	Infirmerie de la police municipale construite	PV de reception des travaux	1			1				-	DPM/DUCFC/DMP				
Objectif spéfique 2.3 : Fusionner et centraliser des bases de données d'identité des personnes					7	1	3	3	10 000 000	30 000 000	30 000 000	70 000 000	-	70 000 000	-	-	-
23001	Connexter des centres d'état civil, des arrondissements au registre numérique national de l'état civil	Nbre	Centres d'état civil connectés	Rapport d'activités	7	1	3	3	10 000 000	30 000 000	30 000 000	70 000 000	DSIN	70 000 000			
Objectif Spécifique 2.4 : Améliorer la sécurité publique					123	-	25	98	-	-	17 500 000	17 500 000	-	17 500 000	-	-	-
24001	Commanditer une étude stratégique de sécurité communale : localisation et plaidoyer pour la construction de commissariat de police dans les arrondissements	Nbre	Etude commanditée	Rapport d'étude	1			1			15 000 000	15 000 000	DPM	15 000 000			
24002	Elaborer une étude des plans de defenses dans chaque arrdt	Nbre	Etude commanditée	Rapport d'étude	1			1				-	DPM				
24003	Recruter et former des agents de police municipale	Ens	Agents de la police municipale récrutés	Décision d'affectation	120		25	95				-	DPM/DRH				
24004	Mettre en place un numéro vert pour la Police Municipale	Nbre	Numero d'appel	Contrat avec les telephonies mobiles	1			1			2 500 000	2 500 000	DPM	2 500 000			
Objectif Spécifique 2.5 : Equiper la police municipale en matériels					144	-	67	77	-	132 600 000	74 000 000	206 600 000	-	116 600 000	-	90 000 000	-
25001	Acquisition de (14 motos + 3 motos d'escorte)	Nbre	Police municipale équipée	PV de réception	17		14	3		33 000 000	24 000 000	57 000 000	DPM/DMP	57 000 000			
25002	Equiper la police municipale en matériels roulants (véhicule à 4 roues)	Nbre	Police municipale équipée	PV de réception	4		2	2		90 000 000	50 000 000	140 000 000	DPM/DMP	50 000 000		90 000 000	
25003	Acquérir de matériels spécifiques et outillages de police	Nbre	Police municipale équipée	PV de réception	2		1	1		9 600 000		9 600 000	DPM/DMP	9 600 000			
25004	Acquerir des effets d'habillement pour la police municipale	Nbre	Tenue/type de tenue	Nbre de tenue/type de tenue	120		50	70				-	DPM/DMP				
25005	Equiper la police municipale en matériels spécifiques	Ens	Police municipale équipée	PV de réception	1			1				-	DPM/DMP				

AXE 3 : Promouvoir des actions humanitaires

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2 022	2 023	2 024	2 022	2 023	2 024			Budget Communal	ETAT	PTF	
AXE 3 : PROMOVOIR DES ACTIONS HUMANITAIRES					5793	1 796	1 899	2 098	155 750 000	175 770 000	170 770 000	502 290 000		270 540 000	12 000 000	219 750 000	-
Objectif Spécifique 3.1 : Renforcer les capacités des habitants					21	7	7	7	20 000 000	15 000 000	10 000 000	45 000 000	-	45 000 000	-	-	-
31001	Octroyer des micro crédit pour les ménages vulnérables (AGR) / arrdt	Nbre	Ménages atteints	Rapport d'activités	21	7	7	7	20 000 000	15 000 000	10 000 000	45 000 000	DPGAS	45 000 000			
Objectif Spécifique 3.2 : Cadrer l'harmonisation de la vie sociale					3	1	1	1	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	-	30 000 000	-	-	-
32001	et de réhabilitation et rendre fonctionnel	Nbre	Rapport d'intervention	Arrêté	-							-	DPGAS				
32002	Prévenir les catastrophes et gérer les situations d'urgence	Nbre	Intervention	Rapport d'activités	3	1	1	1	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DPGAS	30 000 000			
Objectif Spécifique 3.3 : Réhabiliter les centres d'accueil existants					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33001	Relancer les travaux de construction de la cour de solidarité des personnes victimes d'exclusion (arrdt 2)	Nbre	Cour de solidarité des personnes victimes d'exclusion construite	PV de réception	-							-	DPGAS/DUCFC/DMP/ARRDT2				
Objectif Spécifique 3.4 : Soutien au retour volontaire des personnes déplacées dans leurs zones d'origine et garantie de leur sécurité					2311	702	705	904	49 250 000	71 250 000	71 250 000	191 750 000	-	107 750 000	-	84 000 000	-
34001	Renforcer la résilience des ménages hôtes et des PDI en activités génératrices de revenu pour (Saponification, petit commerce) dans le cadre de la mise en œuvre du PCRSS	Nbre	Bénéficiaires	Rapport d'activités	150	50	50	50	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DPGAS			30 000 000	
34002	Octroyer des subventions aux élèves déplacés internes chefs de ménage*	Nbre	Subventions octroyés aux EDI chefs de ménage	Rapport d'activités	150	50	50	50	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/ARRDTS	15 000 000			
34003	populations déplacées internes	Nbre	Elèves dotés en kits scolaires	Rapport d'activités	150	50	50	50	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/ARRDTS	15 000 000			
34004	Doter les établissements hôtes en tables-bancs	Nbre	Tables-bancs dotés	Rapport d'activités	300	100	100	100	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPE/DMP/DPGAS/ARR	1 500 000			
34005	Acquerir des foyers améliorés au profit des PDI	Nbre	Foyers améliorés mis à la disposition des PDI	Rapport d'activités	150	50	50	50	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/DMP/ARRDTS	15 000 000			
34006	Distribuer des kits solaires au profit des PDI	Nbre	Kits solaires distribués	Rapport d'activités	-	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-	DPE/DMP/DPGAS/ARR				
34007	Mettre des semences améliorées de céréales et maraichères à la disposition des personnes vulnérables y compris les PDI	Nbre	PDI bénéficiaires	Rapport d'activités	-	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-	DPGAS/CABINET/DMP				
34008	Mettre des engrais à la disposition des personnes vulnérables y compris les PDI	Nbre	PDI bénéficiaires	Rapport d'activités	-	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-	DPGAS/CABINET/DMP				
34009	Mettre des équipements/matériels de production à la disposition des personnes vulnérables y compris les PDI	Nbre	PDI et personnes vulnérables bénéficiaires	Rapport d'activités	-	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-	DPGAS/CABINET/DMP				
34010	Renforcer les capacités de production des jeunes éleveurs PDI par leur dotation en animaux reproducteurs	Nbre	Jeunes éleveurs PDI bénéficiaires	Rapport d'activités	150	50	50	50	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/CABINET/DPESVA/ARRDTS			15 000 000	
34011	Former des PDI à la conduite des AGR	Nbre	PDI formés	Rapport d'activités	150	50	50	50	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS/CABINET/DPES	6 000 000			
34012	Prendre en charge les PDI et les victimes des catastrophes au plan psychosocial	Nbre	PDI et de victimes pris en charge	Rapport d'activités	300	100	100	100	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DPGAS/CABINET/DPESVA/ARRDTS	30 000 000			
34013	Elaborer des plans de préparation et de réponse (dits de contingence) aux catastrophes et crises	Nbre	Plan disponible	Rapport d'activités	1		1			10 000 000		10 000 000	DPGAS/CABINET/DPESVA/ARRDTS	10 000 000			
34014	Prendre en charge les enfants malnutris dans les zones affectées par le terrorisme	Nbre	Enfants pris en charge	Rapport d'activités	-							-	DPGAS/CABINET/DPSHP/ARRDTS				
34015	Sensibiliser les communautés pour la réinscription des enfants déscolarisés suite au déplacement forcé des populations	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPGAS/CABINET/DPE/ARRDTS	3 750 000			
34016	Apporter une subvention à la scolarisation des filles et enfants vulnérables déplacés	Nbre	Filles et les enfants vulnérable bénéficiaires	Rapport d'activités	300	100	100	100	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/CABINET/DPE/ARRDTS	5 000 000		10 000 000	
34017	Apporter une assistance en articles ménagers essentiels (AME) aux ménages vulnérables, aux victimes de catastrophes et crises humanitaires	Nbre	AME bénéficiaires	Rapport d'activités	200			200			10 000 000	10 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	5 000 000		5 000 000	
34018	Apporter un appui au logement d'urgence des ménages vulnérables, ou victimes de catastrophes et crises humanitaires	Nbre	Ménages vulnérables et victimes de catastrophe et de crise bénéficaires	Rapport d'activités	300	100	100	100	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	1 500 000			
34019	Equiper des jardins nutritifs de forage solaire mis en place au profit des PDI	Nbre	Jardins nutritifs crées et équipés	PV de réception	4		2	2		12 000 000	12 000 000	24 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			24 000 000	
Objectif Spécifique 3.5 : Renforcement de la protection des enfants en difficulté					200	-	100	100	-	5 000 000	5 000 000	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-
35001	Retirer les enfants et des jeunes en situation de rue dans la commune	Nbre	Enfants et jeunes en situation de rue retirés	Rapport d'activités	200		100	100		5 000 000	5 000 000	10 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	10 000 000			
Objectif Spécifique 3.6 : Amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement					6	2	2	2	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	-	-	-	30 000 000	-
36001	Réaliser des forages au profit des PDI et de leurs hôtes	Nbre	Forages réalisés	PV de réception	6	2	2	2	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			30 000 000	

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2 022	2 023	2 024	2 022	2 023	2 024			Budget Communal	ETAT	PTF	
AXE 3 : PROMOVOIR DES ACTIONS HUMANITAIRES					5 793	1 796	1 899	2 098	155 750 000	175 770 000	170 770 000	502 290 000		270 540 000	12 000 000	219 750 000	-
Objectif Spécifique 3.7 : Prendre des dispositions urgentes pour contenir la crise alimentaire et l'inflation					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37001	Ouvrir des points de vente à prix social des vivres dans le commune	%	Proportion des arrondissements bénéficiant de points de vente à prix social	Rapport d'activités					ND	ND	ND		DPGAS/CABINET/ARRDTS			ND	
Objectif Spécifique 3.8 : Lutte contre les violences faites aux enfants					9	3	3	3	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	-	4 500 000	-	4 500 000	-
38001	Organiser le retour en famille des enfants victimes d'exploitations d'autres violences	Nbre	Retour en famille organisé	Rapport d'activités	9	3	3	3	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	4 500 000		4 500 000	
Objectif Spécifique 3.9 : Prise en charge des enfants privés de famille					24	8	8	8	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	-	-	-	12 000 000	-
390001	Rechercher les familles d'enfants égarés	Nbre	Avis de recherche	Rapport d'activités	24	8	8	8	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			12 000 000	
Objectif Spécifique 3.10 : Prise en charge et insertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes en difficulté d'adaptation comportementale					1 173	391	391	391	23 600 000	21 620 000	21 620 000	66 840 000	-	42 840 000	-	24 000 000	-
310001	Organiser le retour en famille des enfants en situation de rue ou de mobilité hébergés	Nbre	Retour en famille organisé	Rapport d'activités	24	8	8	8	8 000 000	8 000 000	8 000 000	24 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			24 000 000	
310002	Réaliser des VAD pour le suivi des enfants en situation de rue ou de mobilité retournés en famille	Nbre	VAD réalisées	Rapport d'activités	24	8	8	8	2 000 000	20 000	20 000	2 040 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	2 040 000			
310003	Réaliser des enquêtes sociales pour assistance éducative au profit d'enfants en difficulté	Nbre	Enquêtes sociales réalisées	Rapport d'activités	30	10	10	10	100 000	100 000	100 000	300 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	300 000			
310004	Placer des enfants en difficulté / EJSR dans les centres de formation professionnelle	Nbre	Enfants en difficulté placés dans les centres de formation	Rapport d'activités	15	5	5	5	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	1 500 000			
310005	Appuyer au paiement des frais de scolarité des enfants en difficulté/EJSR	Nbre	Règlement frais de scolarité des enfants en difficulté	Rapport d'activités	150	50	50	50	4 500 000	4 500 000	4 500 000	13 500 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	13 500 000			
310006	Effectuer des suivis des enfants placés en formation professionnelle	Nbre	suivis des enfants placés en formation professionnelle	Rapport d'activités	30	10	10	10	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	3 000 000			
310007	Réaliser des VAD au profit des enfants scolarisés	Nbre	VAD réalisées	Rapport d'activités	450	150	150	150	3 750 000	3 750 000	3 750 000	11 250 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	11 250 000			
310008	Réaliser des visite à l'école (VAE) au profit des enfants scolarisés	Nbre	VAE réalisées	Rapport d'activités	450	150	150	150	3 750 000	3 750 000	3 750 000	11 250 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	11 250 000			
Objectif Spécifique 3.11 : Protection juridique de la famille					60	20	20	20	500 000	500 000	500 000	1 500 000	#REF!	-	-	1 500 000	-
311001	Appuyer l'établissement des documents d'état civil au profit des membres de la famille	Nbre	Délivrance des documents d'état civil	Rapport d'activités	60	20	20	20	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPGAS/DAG/CABINET/ARRDTS			1 500 000	
Objectfi spécifique 3.12 : Promotion d'une culture de solidarité					1 074	358	358	358	8 000 000	8 000 000	8 000 000	24 000 000	-	6 000 000	12 000 000	6 000 000	-
312001	Apporter un appui alimentaire aux personnes nécessiteuses	Nbre	Assistance aux personnes nécessiteuses	Rapport d'activités	1 050	350	350	350	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	6 000 000		6 000 000	
312002	Réalisation d'enquêtes sociales pour la délivrance de certificats d'indigences	Nbre	Enquêtes sociales réalisées	Rapport d'activités	24	8	8	8	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS		12 000 000		
Objectif Spécifique 3.13 : Renforcement de la gestion des catastrophes et des crises humanitaires					735	245	245	245	10 100 000	10 100 000	10 100 000	30 300 000	-	18 300 000	-	12 000 000	-
313001	Enregistrer des cas de victimes de catastrophes	Nbre	Cas de victimes de catastrophes enregistrés	Rapport d'activités	300	100	100	100	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	3 000 000			
313002	Réaliser des causeries sur la prévention des catastrophes dans les zones à risques	Nbre	Causeries réalisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	9 000 000			
313003	Elaborer des rapports d'évaluation de catastrophes	Nbre	Rapports d'évaluation de catastrophes	Rapport d'activités	9	3	3	3	-	-	-	-	DPGAS/CABINET/ARRDTS	-			
313004	Elaborer des microprojets au profit des familles victimes de catastrophes	Nbre	Microprojets élaborés	Rapport d'activités	60	20	20	20	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/DPESVA/CABINET/ARRDTS			9 000 000	
313005	Octroyer des vivres aux familles victimes de catastrophes	Nbre	Distribution de vivres	Rapport d'activités	300	100	100	100	1 100 000	1 100 000	1 100 000	3 300 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	3 300 000			
313006	Effectuer le suivi de la mise en œuvre de microprojets au profit des familles victimes de catastrophes	Nbre	Suivi de la mise en œuvre	Rapport d'activités	60	20	20	20	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS	3 000 000		3 000 000	
Objectif spéficique 3.14 : Protection et promotion des personnes handicapées					135	45	45	45	16 250 000	16 250 000	16 250 000	48 750 000	-	3 000 000	-	45 750 000	-
314001	Identifier les étudiants en situation de handicap en vue de leur dotation en matériel spécifique	Nbre	Etudiants en situation de handicap identifiés	Rapport d'activités	45	15	15	15	3 750 000	3 750 000	3 750 000	11 250 000	DPGAS/CABINET/ARRDTS			11 250 000	

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2 022	2 023	2 024	2 022	2 023	2 024			Budget Communal	ETAT	PTF	
AXE 3 : PROMOVOIR DES ACTIONS HUMANITAIRES					5 793	1 796	1 899	2 098	155 750 000	175 770 000	170 770 000	502 290 000		270 540 000	12 000 000	219 750 000	-
314002	Organiser des sorties de rencontres de travail avec les organisations des personnes handicapées (PH)	Nbre	Sorties de rencontres de travail organisés	Rapport d'activités	12	4	4	4	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS	3 000 000			
314003	Organiser des séances d'informations avec les organisation des personnes en situation de handicap (OPH) sur leurs droits	Nbre	Séances d'informations organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS			9 000 000	
314004	Réaliser des VAD dans les familles des PH	Nbre		Rapport d'activités	42	14	14	14	3 500 000	3 500 000	3 500 000	10 500 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS			10 500 000	
314005	Réaliser des enquêtes sociales pour assistance au profit des PH dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Enquêtes sociales réalisées	Rapport d'activités	30	10	10	10	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS			15 000 000	
Objectif Spécifique 3.15 : Suivi des engagements de protection et de promotion des droits des personnes handicapées					6	2	2	2	300 000	300 000	300 000	900 000	-	900 000	-	-	-
315001	Vulgariser des textes et autres engagements en faveur des PH	Nbre	Réglementation vulgarisée	Rapport d'activités	6	2	2	2	300 000	300 000	300 000	900 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS	900 000			
Objectif spésifique 3.16 : Protection et promotion des personnes âgées					36	12	12	12	750 000	750 000	750 000	2 250 000	-	2 250 000	-	-	-
316001	Organiser des sorties de rencontre de travail avec les organisations des personnes affectées et agées (PA)	Nbre	Sorties de rencontres de travail organisés	Rapport d'activités	6	2	2	2	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS	1 500 000			
316001	Réaliser des VAD dans les familles des PA	Nbre	VAD réalisees	Rapport d'activités	30	10	10	10	250 000	250 000	250 000	750 000	DPGAS/CABINET/ARRD TS	750 000			

AXE 4 : Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation entre citoyens

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
Objectif Spécifique 4.1 : Promouvoir, accepter, voter des principes					2	-	1	1	-	250 000	250 000	500 000	-	500 000	-	-	-
41001	Prestation d'appui-conseil pour cultiver l'esprit d'équipe au sein du personnel	Nbre	Appui-conseil pour cultiver l'esprit d'équipe au sein du personnel réalisé	PV de réception	2	-	1	1		250 000	250 000	500 000	DRH	500 000			
Objectif Spécifique 4.2 : Cadrer l'harmonisation de la vie sociale					2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
42001	Former les responsables des associations en gestion et vie citoyenne	Nbre	Responsables des associations en gestion et vie citoyenne formés	Rapport de formation	2		1	1				-	DPESVA				
Objectif Spécifique 4.3 : Adopter des stratégies d'harmonisation de la vie sociale					63	21	21	21	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	-	3 750 000	-	-	-
43001	Améliorer la collaboration entre les APE, COGES, AME	Nbre	Collaboration entre les APE, COGES, AME améliorée	rapport des rencontres	3	1	1	1	625 000	625 000	625 000	1 875 000	DPE/DPSHP	1 875 000			
43002	Promouvoir la protection des groupes vulnérables (PDI, les handicapés, les orphelins...)	Nbre	Promotion de la protection des groupes vulnérables	Rapport d'activités	60	20	20	20	625 000	625 000	625 000	1 875 000	DPGAS	1 875 000			
Objectif Spécifique 4.4 : Recourir aux engagements collectifs					3	1	1	1	7 500 000	7 500 000	7 500 000	22 500 000	-	10 000 000	-	12 500 000	-
44001	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de détention à la MACB	Ens	Conditions de vie de détention à la MACB améliorée	Convention	3	1	1	1	7 500 000	7 500 000	7 500 000	22 500 000	DPGAS	10 000 000		12 500 000	
Objectif Spécifique 4.5 : Réhabiliter les centres d'accueil existants					10	-	2	8	-	10 000 000	152 500 000	162 500 000	-	152 500 000	-	10 000 000	-
33003	Réhabiliter le centre de transit des enfants en mobilité (arrdt 1)	Nbre	Centre de transit réhabilité	PV de réception	1			1			30 000 000	30 000 000	DPGAS/DUCFC/DMP/ARRDT1	30 000 000			
45001	Ériger les permanences abandonnées en maison des jeunes ou en centre culturel à Bindougousso et Sarfalao (arrdts 3 et 5)	Nbre	Permanences abandonnées réhabilitées	PV de reception des travaux	2		1	1		10 000 000	10 000 000	20 000 000	DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT3 et 5	10 000 000		10 000 000	
45002	Construire une maison des jeunes (arrdts 2)	Nbre	Maison des jeunes construite	PV de reception des travaux	2		1	1			37 500 000	37 500 000	DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT2	37 500 000			
45003	Construire et équiper une maison des jeunes à kékélesso, Noumousso, Moussobadougou) Arrdt 3	Nbre	Bâtiment construit et équipé	PV de reception des travaux	3						ND		DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT3				
45004	Construire une maison de la femme à Noumousso arrdt 3	Nbre	Maison construite	PV de reception des travaux	1						ND		DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT3				
45005	Construire un centre d'accueil des enfants en détresse (arrdt 2)	Nbre	Centre d'accueil des enfants en détresse construit	PV de reception des travaux	-							-	DPGAS/DUCFC/DMP/ARRDT2				
45006	Construire un centre d'hébergement social, une bibliothèque et un centre multi-média dans le centre d'écoute de Lafiabougou (arrdt	Nbre	Ouvrages réalisés	PV de reception des travaux	1			1			50 000 000	50 000 000	DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT6	50 000 000			
33001	Clôturer le centre d'écoute et de dialogue des jeunes de Lafiabougou (arrdt 6)	Nbre	Centres clôturés	PV de réception	-							-	DUCFC/DMP/DPGAS/ARR				
33002	Réhabiliter le plateau omnisport du centre d'écoute des jeunes de Lafiabougou (arrdt 6)	Nbre	Plateau omnisport du Centre d'écoute réhabilité	PV de réception	-							-	DUCFC/DMP/DPESVA/ARR				
45007	Construire et équiper le centre multimédia de Diaradougou au sect 1 de l'arrdt 1	Nbre	Bâtiment construit et équipé		1			1				ND	DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT1				

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
45008	Construire une maison de la femme à Tondogosso (arrdt 4)	Nbre	Maison de la femme construite	PV de reception des travaux	1			1			25 000 000	25 000 000	DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT4	25 000 000			
45009	Construire une maison de la femme au sect 17 Sarfalao arrdt 5	Nbre	bâtiment construit	PV de reception	1			1			ND		DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT5				
45010	Construire une maison de la femme dans l'arrdt 2	Nbre	bâtiment construit	PV de reception	1			1			ND		DPCAT/DUCFC/DMP/ARRDT2				
Objectif Spécifique 4.6 : Promouvoir les ralliements aux engagements collectifs					37	-	18	19	-	61 250 000	61 250 000	122 500 000	-	122 500 000	-	-	-
46001	Contribuer à la promotion du civisme en milieu scolaire	Nbre	Promotion du civisme en milieu scolaire	séance de sensibilisation	4		2	2		1 250 000	1 250 000	2 500 000	DPE/DPGAS/DPM	2 500 000			
46002	Sensibiliser/former les jeunes sur le civisme, la culture de la paix, le vivre ensemble	Nbre	Séances organisées	PV de rencontre	4		2	2		1 250 000	1 250 000	2 500 000	DPGAS/DPESVA	2 500 000			
46003	Organiser les journées des communautés	Nbre	Journées des communautés organisées	Rapport d'activités	4		2	2		1 250 000	1 250 000	2 500 000	DPCAT	2 500 000			
46004	Organiser des séances de sensibilisation sur les thématiques liées à la prévention et à la gestion des conflits communautaires au profit des différentes catégories socio-professionnelles	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	4		2	2		1 250 000	1 250 000	2 500 000	DPGAS/DPM	2 500 000			
46005	Sensibiliser les éleveurs de Kékélésso à l'aardt 3	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	1			1			ND		DPM/DPGAS/ARRDT3				
46006	Instituer l'organisation d'une Journée de l'excellence au sport (JES)	Nbre	Journées de l'excellence organisées	Céremonie	2		1	1		5 000 000	5 000 000	10 000 000	DPESVA/DMP/ARRDTS	10 000 000			
46007	Organiser des compétitions sportives (coupe du PDS de la Commune et des arrdts)	Nbre	Compétitions sportives organisées	Céremonie	14		7	7		20 000 000	20 000 000	40 000 000	DPESVA/CABINET/ARRDTS	40 000 000			
46008	Organiser une semaine communale de la culture	Nbre	Semaine communale de la culture organisée	Céremonie	2		1	1		25 000 000	25 000 000	50 000 000	DPESVA/CABINET/ARRDTS	50 000 000			
46009	Créer un cadre d'échange communal sur les masques urbains et accompagner la tradition des masques	Nbre	Echange communal sur les masques	PV de rencontre	2		1	1		6 250 000	6 250 000	12 500 000	DPESVA/CABINET/ARRDTS	12 500 000			
Objectif Spécifique 4.7 : Se mobiliser pour les engagements collectifs					5	1	2	2	1 000 000	2 250 000	2 250 000	5 500 000	-	5 500 000	-	-	-
47001	Organiser des séances de sensibilisation la population sur l'écocitoyenneté	Nbre	Séance de sensibilisation	PV de rencontre	2		1	1		1 250 000	1 250 000	2 500 000	DEEE	2 500 000			
47002	Sensibiliser sur l'éducation à la citoyenneté	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
Objectif Spécifique 4.8 : Améliorer la sociabilité (sport, culture et loisirs)					11	2	5	4	14 500 000	84 500 000	59 500 000	158 500 000	-	36 000 000	55 000 000	67 500 000	-
48001	Réhabiliter les terrains d'entrainement de la CAN 1998 (arrdts 4, 6)	Nbre	Terrains d'entrainement réhabilités	PV de reception des travaux	2		1	1		15 000 000	15 000 000	30 000 000	DPESVA/DUCFC/DMP/ARRDT2		30 000 000		
48002	Protéger, aménager et équiper les espaces réservés et dédiés au sport de l'arrdt 2	Nbre	Espaces réservés et dédiés au sport aménagés et équipés	PV de reception des travaux	3	1	1	1	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPESVA/DUCFC/DMP/ARRDT2	6 000 000	-		
48003	Entretenir et gérer le stade Wobi (arrdt 1)	Nbre	Stade Wobi entretenu	PV de reception des travaux	3	1	1	1	12 500 000	12 500 000	12 500 000	37 500 000	DPESVA/RRDT1			37 500 000	

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
48004	Réhabiliter la maison des jeunes et de la culture (arrdt 1)	Nbre	Maison des jeunes et de la culture réhabilitée	PV de reception des travaux	1		1			25 000 000		25 000 000	DPCAT/DUCFC/DPMP		25 000 000		
48005	Réhabiliter la maison des anciens (arrdt 1)	Nbre	Maison des anciens réhabilitée	PV de reception des travaux	1			1			30 000 000	30 000 000	DUCFC/DPCAT/ARRDT1			30 000 000	
48006	Faire l'inventaire des aires de jeux et les sécuriser	Nbre	Aires de jeux recensées	Cartographie				ND			ND		DUCFC/DPCAT/ARRDT1			ND	
48007	Réhabiliter la Maison KONSA (arrdt 1)	Nbre	Maison KONSA réhabilitée	PV de reception des travaux	1		1			30 000 000		30 000 000	DUCFC/DPCAT/ARRDT2	30 000 000			
Objectif Spécifique 4.9 : Soutien au retour volontaire des personnes déplacées dans leurs zones d'origine et garantie					36	12	12	12	6 750 000	6 750 000	6 750 000	20 250 000	-	12 750 000	-	7 500 000	-
49001	Réaliser des exposés débats sur la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent	Nbre	Exposés debats organisés	Rapport d'activités	6	2	2	2	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			3 750 000	
49002	Organiser des séances de sensibilisation des PDI et les acteurs communautaires sur la culture de la paix, la prévention de la radicalisation et le renforcement de la	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			3 750 000	
49003	Produire des émissions radio et télé et des articles de presse promouvant les relations intra et intercommunautaires et intra et interreligieuses conviviales	Nbre	Emissions réalisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS,RMS Cabinet, Arrdts	6 000 000			
49004	Animer des émissions radiophoniques interactives sur l'extrémisme violent et la construction de la paix	Nbre	Emissions réalisées	Rapport d'activités	12	4	4	4	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS,RMS Cabinet, Arrdts	3 000 000			
49005	Sensibiliser des familles sur la radicalisation et l'extrémisme violent	Nbre	Familles sensibilisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	DPGAS,RMS Cabinet, Arrdts	3 750 000			
Objectif Spécifique 4.10 :Poursuite des réformes en matière de santé					6	2	2	2	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000	-	4 500 000	-	-	-
410001	Organiser des séances de sport pour tous	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000	DPGAS, DPESVA	4 500 000			
Objectif Spécifique 4.11 : promotion d'une culture de l'égalité entre les sexes dans la Commune de Bobo-Dioulasso					69	23	23	23	11 500 000	11 500 000	11 500 000	34 500 000	-	22 500 000	-	12 000 000	-
411001	Réalisation de causeries pour la promotion de l'éducation des jeunes filles dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	24	8	8	8	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS, DPE, Cabinet, Arrdts	6 000 000		6 000 000	
411002	Réalisation de causeries éducatives sur l'éducation civique dans les établissements scolaires dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	24	8	8	8	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	DPGAS, DPE, Cabinet, Arrdts	6 000 000		6 000 000	
411003	Réalisation d'exposés débats sur le leadership à l'endroit des organisations féminines dans la commune de Bobo-	Nbre	Exposés debats organisés	Rapport d'activités	12	4	4	4	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	6 000 000			
411004	Réalisation de causeries éducatives pour une prise de conscience de la nécessité de l'autonomisation de la femme dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	9	3	3	3	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	4 500 000			
Objectif Spécifique 4.12 : Protection et promotion de la femme					33	11	11	11	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000	-	12 000 000	-	-	-
412001	Réaliser des causeries au profit des femmes sur les violences faites aux femmes et aux filles dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
412002	organiser des causeries pour la promotion des centres d'alphabétisation féminine dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPGAS, DPE Cabinet, Arrdts	1 500 000			
412003	Réaliser des sorties d'identification des associations et groupements féminins dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Sorties d'identification organisées	Rapport d'activités	18	6	6	6	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, DPESVA Cabinet, Arrdts	3 000 000			
412004	Participer à la commémoration de la journée internationale de la femme (8 Mars) dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	8 mars commémoré	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
412005	Organiser des causeries au profit des femmes sur l'importance de l'utilisation des foyers améliorés dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	500 000	500 000	500 000	1 500 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	1 500 000			
Objectif Spécifique 4.13 : Promotion de l'encadrement de la prime enfance					15	4	5	6	6 500 000	6 500 000	6 500 000	19 500 000	-	3 000 000	-	16 500 000	-
413001	Réaliser des sorties d'indentification des structures d'encadrement de la prime enfance dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Sorties d'identification organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
413002	Renforcer les capacités des responsables des structures d'encadrement de la prime enfance sur la prise en charge des enfants dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	responsables des structures d'encadrement renforcées	Rapport d'activités	6	1	2	3	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			7 500 000	
413003	Réaliser des suivis des structures d'encadrement de la prime enfance dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Suivis des structures d'encadrement réalisés	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			9 000 000	
Objectif Spécifique 4.14 : Lutte contre les violences faites aux enfants					150	50	50	50	17 350 000	17 350 000	17 350 000	52 050 000	-	6 300 000	-	45 750 000	-
414001	Prendre en charge sur le plan alimentaire des enfants victimes de violences dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Plan alimentaire des enfants victimes de violences pris en charge	Rapport d'activités	30	10	10	10	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			6 000 000	
414002	Réaliser des visites à domicile (VAD) au profit des enfants victimes de violences dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	VAD réalisées	Rapport d'activités	87	29	29	29	7 250 000	7 250 000	7 250 000	21 750 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			21 750 000	
414003	Organiser des conférences de cas sur les cas complexes de violences dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Conférences de cas sur les cas complexes de violences organisés	Rapport d'activités	9	3	3	3	1 500 000	1 500 000	1 500 000	4 500 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	4 500 000			
414004	Organiser des séances de sensibilisation sur les violences faites aux enfants dans les village rattachés de la commune de Bobo-	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	12	4	4	4	6 000 000	6 000 000	6 000 000	18 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			18 000 000	
414005	Réaliser des causeries éducatives sur la protection des enfants dans la commune de Bobo-Dioulasso	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	12	4	4	4	600 000	600 000	600 000	1 800 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	1 800 000			
Objectfif spécifique 4.15 : Suivi des engagements de protection et de promotion des droits de l'enfant					9	3	3	3	450 000	450 000	450 000	1 350 000	-	1 350 000	-	-	-
415001	Réaliser des causeries éducatives sur les droits des enfants dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	9	3	3	3	450 000	450 000	450 000	1 350 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	1 350 000			
Objectif Spécifique 4.16 : Protection juridique de la famille					6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	-	-	-	9 000 000	-
416001	Réaliser des causeries éducatives sur la Santé de la réproduction (SR) dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS,DPSHP, Cabinet, Arrdts			9 000 000	
Objectif Spécifique 4.17 : Promotion de l'éducation sociale					6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	-	-	-	9 000 000	-
417001	Réaliser des causeries éducatives sur l'education à la vie familliale (EVF) dans la	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS,DPE Cabinet, Arrdts			9 000 000	
Objectif Spécifique 4.18 : Promotion de l'élimination du mariage d'enfants					12	4	4	4	6 000 000	6 000 000	6 000 000	18 000 000	-	-	-	18 000 000	-
418001	Réaliser des causeries sur les mariages d'enfants dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	12	4	4	4	6 000 000	6 000 000	6 000 000	18 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			18 000 000	
Objectfi spécifique 4.19 : Promotion d'une culture de solidarité					6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	-	-	-	9 000 000	-
419001	Réaliser des causeries éducatives sur l'importance de la solidarité	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			9 000 000	
Objectif Spécifique 4.20 : Suivi des engagements de protection et de promotion des droits des personnes handicapées					6	2	2	2	30 000	30 000	30 000	90 000	-	90 000	-	-	-
420001	Réaliser de causeries sur les droits des PH dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Causeries éducatives organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	30 000	30 000	30 000	90 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	90 000			
Objectif spésifique 4.21 : Protection et promotion des personnes âgées					45	15	15	15	750 000	210 000	750 000	1 710 000	-	1 710 000	-	-	-
421001	Réaliser des causeries sur les droits des PA	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	12	4	4	4	600 000	60 000	600 000	1 260 000	DPGAS, Cabinet,	1 260 000			
421002	Réaliser des causeries sur les violences faites aux PA dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Causeries organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	150 000	150 000	150 000	450 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	450 000			
421003	Réaliser des entretiens avec les familles des PA dans la commune de Bobo-Dioulasso.	Nbre	Entretiens réalisés	Rapport d'activités	30	10	10	10	-	-	-	-	DPGAS, Cabinet, Arrdts				
Objectif Spécifique 4.22 : Reduire les conflits potentiels					5	1	2	2	1 000 000	2 500 000	2 500 000	6 000 000	-	-	-	6 000 000	-

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
422001	Organiser des sensibilisation sur les risques potentiels des conflits	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet,			3 000 000	
422002	Initer des formation les acteurs sur les techniques de prévention des conflits.	Nbre	Formations initiées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	1 500 000	1 500 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			3 000 000	
Objectif Spécifique 4.23 : Mettre en place un dispositif de prévention des conflits					8	-	4	4	-	5 000 000	5 000 000	10 000 000	-	8 000 000	-	2 000 000	-
423001	Mettre en place et rendre fonctionnel les dispositifs de prévention des conflits en milieu rural ou urbain	Nbre	Dispositifs de prévention des conflits mis en place	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000	DPGAS, Cabinet, DAG,Arrdts	4 000 000			
423002	Sensibiliser et former les organes de prévention et la gestion des conflits (CCFV et CFV, CVD et CCM).	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	4	-	2	2	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000	DPGAS, Cabinet, DAG,Arrdts	4 000 000			
423003	Former les organes de prévention des conflits (CCFV et CFV, CVD et CCM).	Nbre	Organes de prévention d	Rapport d'activités			1	1		1 000 000	1 000 000	2 000 000	DPGAS, Cabinet,DAG, Arrdts			2 000 000	
Objectif Spécifique 4.24 : Resoudre les conflits ouverts					2	-	1	1	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000	-	4 000 000	-	-	-
424001	Former sur les techniques de gestion des conflits les CVD,...	Nbre	CVD formés	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000	DPGAS,DAG,	4 000 000			
Objectif Spécifique 4.25 : Répertorier les mécanismes traditionnels et endogènes existant dans la commune					2	-	1	1	-	1 500 000	1 500 000	3 000 000	-	3 000 000	-	-	-
425001	Vulgariser le référentiel national par l'implication de la chefferie traditionnelle et couturnière et des autorités religieuses dans la prévention et la gestion des conflits locaux	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	1 500 000	1 500 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
Objectif Spécifique 4.26 : Valoriser les mécanismes traditionnels et endogènes de préventions et de gestion des conflits					6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	-	-	-	6 000 000	-
427001	Impliquer les chefferies traditionnelles et couturnières et des autorités religieuses dans la prévention et la gestion des conflits locaux	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			6 000 000	
Objectif Spécifique 4.27 : Promouvoir le dialogue intra et interreligieux de la commune					17	5	6	6	5 000 000	7 000 000	7 000 000	19 000 000	-	-	-	19 000 000	-
427001	Sensibiliser sur le dialogue interreligieux dans les émissions (télés, radios de grande écoute etc)	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	15	5	5	5	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS, RMS, Cabinet, Arrdts			15 000 000	
427002	Former des acteurs coutumiers et religieux, sur la prévention et le dialogue inter religieux	Nbre	Formations initiées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000	DPGAS, Cabinet,			4 000 000	
Objectif Spécifique 4.28 : renforcer l'acceptation dans la différence dans la commune					6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	-
428001	Promouvoir la tolérance religieuse	Nbre	Promotion de la tolérance religieuse	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet,	3 000 000			
428002	Lutter contre la stigmatisation	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			3 000 000	
Objectif Spécifique 4.29 : Promouvoir le civisme de la commune					6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-	-	-
429001	Former jeunes sur le civisme, la culture de la paix, le vivre ensemble	Nbre	Formations initiées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet,	3 000 000			
429002	Sensibiliser jeunes sur le civisme, la culture de la paix, le vivre ensemble	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet,	3 000 000			
Objectif Spécifique 4.30 : renforcer l'éducation à la citoyenneté de la commune					2	-	1	1	-	1 000 000	1 000 000	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
430002	Former les différents acteurs	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	1 000 000	1 000 000	2 000 000	DPGAS, Cabinet,	2 000 000			
Objectif Spécifique 4.31 : Reduire fortement les facteurs propices à l'émergence et au développement de la radicalisation et de l'extrémisme violent de la commune					5	-	3	2	-	4 500 000	3 000 000	7 500 000	-	1 500 000	-	6 000 000	-
431001	Sensibiliser sur la radicalisation et de l'extrémisme violent/mobilisation sociale pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent au profit des jeunes	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	1 000 000	1 000 000	2 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			2 000 000	
431002	Former les différents acteurs sur la radicalisation/renforcement des capacités des acteurs des communautés sur la radicalisation et l'extrémisme violent au profit des jeunes	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			4 000 000	

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
431003	Concevoir et mettre en place d'un dispositif d'alerte précoce des signe avant-coureur de la radicalisation et l'extrémisme violent/renforcement des capacités des acteurs des communautés sur la radicalisation et l'extrémisme violent	Nbre	Dispositif d'alerte précoce mis en place	Rapport d'activités	1	-	1	-	-	1 500 000	-	1 500 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	1 500 000			
Objectif Spécifique 4.32 : Reduire fortement les facteurs propices à l'émergence et au développement de la radicalisation et de l'extrémisme violent de la commune					11	3	4	4	3 000 000	4 000 000	4 000 000	11 000 000	-	9 000 000	-	2 000 000	-
432001	Renforcer les liens sociaux et le vivre-ensemble	Ens	Séances organisées	Rapport d'activités	2	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
432002	Sensibiliser sur les valeurs identifiées (parenté à plaisanterie, ...)	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
432003	Célébrer des journées de promotion du vivre-ensemble des communautés	Nbre	Journées de promotion o	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	3 000 000			
432004	Organiser des séances de formation sur le dialogue social	Nbre	Séances de formation initiées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	1 000 000	1 000 000	2 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			2 000 000	
Objectif Spécifique 4.33 : Prendre en compte des couches défavorisées dans les actions de développement de la Commune					10	2	4	4	6 000 000	111 000 000	111 000 000	228 000 000	-	200 000 000	-	28 000 000	-
433001	Plaidoyer en faveur des couches vulnérables	Nbre	Plaidoyer organisé	Plaidoyer	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			3 000 000	
433002	Former en entreprenariat des personnes vivant avec un handicap.	Nbre	Formations initiées	Rapport d'activités	2	-	1	1	-	5 000 000	5 000 000	10 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			10 000 000	
433003	Réduire les inégalités sociales	Ens	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			15 000 000	
	Accompagner les acteurs culturelles (SNC et autres)	Nbre	Associations culturelles accompagnées	Rapport d'activités	2	-	1	1		100 000 000	100 000 000	200 000 000	DPCAT, Cabinet, Arrdts	200 000 000			
Objectif Spécifique 4.34 : contribuer au renforcement de l'unité nationale de la commune					9	3	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
434001	Contribuer au renforcement de l'engagement citoyen	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	9	3	3	3	-	-	-	-	DPGAS, Cabinet, Arrdts				
Objectif Spécifique 4.35 : Renforcer le sentiment patriotique dans la commune					6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-	-	-
435001	Contribuer au renforcement de la connaissance et de l'attachement aux symboles de la nation.	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	6	2	2	2	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts	6 000 000			
Objectif Spécifique 4.36 : Renforcer les capacités techniques des acteurs de coordination des actions de la cohésion sociale de la commune					3	1	1	1	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	-	-	-	6 000 000	-
436001	Assurer la formation des acteurs de la cohésion sociale (les coutumiers, leaders d'association, les services techniques concernés de la Commune)	Nbre	Formations initiées	Rapport d'activités	3	1	1	1	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts			6 000 000	
Objectif Spécifique 4.37 : renforcer les capacités opérationnelles des structures de promotion de la cohésion sociale de la commune					6	2	2	2	8 000 000	8 000 000	8 000 000	24 000 000	-	19 500 000	-	4 500 000	-
437001	Renforcer des capacités opérationnelles en ressources matérielles et en ressources financières	Ens	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	DPGAS, DMP Cabinet, Arrdts	15 000 000			
437002	Contribuer à la participation aux rencontres nationales internationales de partage d'expériences sur la cohésion sociale	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	DPGAS, DMP Cabinet, Arrdts	4 500 000		4 500 000	
Objectif Spécifique 4.38 : Renforcer la coordination des actions de la cohésion sociale					4	1	1	2	1 000 000	1 000 000	2 000 000	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	-	-
438001	Contribuer à la mise en œuvre et au fonctionnement de l'observatoire locale de la cohésion sociale dans la commune	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	1	-	-	1	-	-	1 000 000	1 000 000	DPGAS, DMP Cabinet, Arrdts	1 000 000			

		Unité	Indicateurs	Sources de vérification	Cible 2024	Prog. Physique			Prog. Financière			Coût global	Responsable	Source Financement			Contribution de population
						2022	2023	2024	2022	2023	2024			Communal	ETAT	PTF	
AXE 4 : PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION ENTRE LES CITOYENS					640	183	225	232	122 080 000	387 790 000	505 330 000	1 015 200 000		657 950 000	58 000 000	299 250 000	-
438002	Contribuer à la vulgarisation des actions gouvernementales en matière de cohésion sociale	Nbre	Séances organisées	Rapport d'activités	3	1	1	1	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	DPGAS, Cabinet, Arrdts		3 000 000		

REGION DES HAUTS BASSINS

PROVINCE DU HOUET

COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO

BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

Lu et approuvé
Bobo-Dioulasso, le 15 JAN 20

DELIBERATION N°2023-40/RHBS/PHUE/CB *PORTANT ADOPTION DU PLAN D'ACTIONS DE LA DELEGATION SPECIALE (PADS 2022 -2024) DE LA COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO.*

Le Haut-Commissaire

Laurent K. KONTOGOM
Administrateur civil

Délégués en exercice	: 38
Délégués présents	: 33
Délégués absents	: 05
Procurations	: 04
Quorum	: 20
Délégués Votants	: 37

Pour : 37 Contre : 00 ; Abstentions : 00

La Délégation Spéciale de la Commune de Bobo-Dioulasso régulièrement convoquée conformément aux dispositions de l'article 234 de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004, portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs et textes d'application, s'est réunie en sa deuxième session extraordinaire **les jeudi 17 et vendredi 18 Août 2023** dans la salle des fêtes de l'Hôtel de ville sous la présidence effective de **Monsieur Adama BIDIGA,** Président de la Délégation Spéciale de la Commune aux fins de délibérer sur l'adoption du plan d'action de la délégation spéciale (PADS 2022 -2024) de la Commune de Bobo-Dioulasso.

LE PRESIDENT DE LA DELEGATION SPECIALE EXPOSE :

Conformément aux dispositions de l'article 91 du Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso qui disposent que « Les collectivités territoriales élaborent et exécutent leurs politiques et plans de développement dans le respect des grandes orientations de l'Etat», la Commune de Bobo-Dioulasso a procédé à l'élaboration de son Plan d'Actions de la délégation spéciale (PADS) 2022-2024.

A cet effet, une commission ad' hoc a été créée conformément à la Délibération n°2022-20/RHBS/PHUE/CB, du 22 septembre 2022, portant création, composition, attributions et fonctionnement d'une commission ad'hoc chargée de l'élaboration du plan d'actions (2022-2024) de la délégation spéciale de la commune de Bobo-Dioulasso afin d'élaborer un document qui servira de boussole pour atteindre un développement harmonieux de la Commune.

Le PADS 2022-2024 comporte quatre axes qui sont :

- l'amélioration de la gouvernance au niveau de la Commune ;

- la contribution à la sécurisation du territoire communal ;
- la promotion des actions humanitaires ;
- la promotion de la cohésion sociale et la réconciliation entre citoyens.

La mise en œuvre de ces différents axes permettra de réaliser la vision globale du PADS qui est de " promouvoir un développement harmonieux et durable de la Commune de Bobo-Dioulasso à travers l'amélioration de l'accessibilité des populations aux services sociaux de base ainsi que la promotion des activités économiques".

Afin d'atteindre ces différents objectifs à travers la mise en œuvre d'un plan d'actions de la délégation spéciale, l'adoption de la présente délibération s'avère nécessaire.

C'est pourquoi, elle vous est soumise pour examen et adoption.

LA DELEGATION SPECIALE DE LA COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO,

Vu la Constitution du 02 juin 1991;

Vu la Charte de la transition du 14 octobre 2022;

Vu le Décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023, modifiant le décret n° 2022-0924/PRES TRANS du 21 octobre 2022, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret n°2023-0766/PRES-TRANS/PM du 25 juin 2023, portant remaniement du gouvernement ;

Vu le Décret n°2022-0996 /PRES-TRANS /PM du 02 décembre 2022, portant attribution des membres du gouvernement ;

Vu la Loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004, portant Code Général des Collectivités Territoriales, ensemble ses modificatifs et textes d'application ;

Vu la Loi n°014-2006/AN du 09 mai 2006, portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso ;

Vu la Loi organique n° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015, relative aux lois des finances ;

Vu le Décret n° 2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019, portant Régime Financier et Comptable des Collectivités Territoriales du Burkina Faso ;

Vu le Décret n°2019-0621/ PRES/ PM/MINEFID/MATDC du 14 juin 2019, portant nomenclature budgétaire des collectivités territoriales du Burkina Faso et son décret modificatif n°2021-1272/PRES/PM/MATD/MINEFID du 19 décembre 2021 ;

Vu le Décret n°2022-004/PRES/PM du 1er février 2022, portant dissolution du Conseil des Collectivités Territoriales au Burkina Faso ;

Vu le Décret n°2022-0118/PRES-TRANS/PM/MATDS/MEFP du 03 mai 2022, portant conditions d'installation, organisation, attribution et fonctionnement de la délégation spéciale dans une collectivité territoriale ;

Vu l'Arrêté n°2022-000030/MATDS/RHBS/GBD/CAB du 12 juillet 2022, portant nomination des membres de la délégation spéciale de la Commune de Bobo-Dioulasso ;

Vu la Circulaire budgétaire n°2022-001293/MEFP/MATDS du 27 Juillet 2022;

Vu le Procès-verbal d'installation de la Délégation Spéciale du 28 juin 2022 de la Commune à statut particulier de Bobo-Dioulasso.

Vu le Procès-verbal de passation de service entre les Présidents de délégation spéciale entrant et sortant de la Commune de Bobo-Dioulasso en date du 28 juillet 2022 ;

Ouï l'Exposé de Monsieur le Président et après en avoir débattu,

DELIBERE

Article 01 : Est adopté le Plan d'Actions de la Délégation Spéciale (PADS 2022-2024) de la Commune de Bobo-Dioulasso.

Article 02: La présente délibération est exécutoire dès son approbation par l'autorité de tutelle.

Ainsi fait et délibéré à Bobo-Dioulasso, le 18Août 2023

Les Secrétaires de séance

Issouf SAWADOGO

Sylvie SAWADOGO/OUEDRAOGO

Le Président de séance

BURKINA FASO ★ COMMUNE DE BOBO DIOULASSO ★ Président de la Délégation Spéciale

Adama BIDIGA
Administrateur Civil

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE

REGION DES HAUTS-BASSINS

PROVINCE DU HOUET

HAUT-COMMISSARIAT DE BOBO-DIOULASSO

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE CONTROLE DE LEGALITE

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

ARRETE N°2024-0001/MATDS/RHBS/PHUE/HCBDLS/SG/SCL portant approbation de la délibération n°2023-040/RHBS/PHUE/CB du 18 août 2023, portant adoption du Plan d'Actions de la Délégation Spéciale (PADS 2022-2024) de la commune de Bobo-Dioulasso.

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA PROVINCE DU HOUET

VU la Constitution du 02 juin 1991 ;

VU la charte de la transition du 14 octobre 2022 ;

VU le décret n°2022-0924/PRES/TRANS du 21 octobre 2022 portant nomination du Premier ministre et son rectificatif le décret n° 2023-0017/PRES/TRANS du 12 janvier 2023 ;

VU le décret n°2023-01738/PRES/TRANS/PM du 17 décembre 2023 portant remaniement du gouvernement ;

VU le décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs et textes d'application ;

VU la loi n°014-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso ;

VU la loi n°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso ;

VU le décret n°2016–878/PRES/PM/MATDS/MINEFID du 14 septembre 2016 portant organisation administrative du territoire et attributions des chefs de circonscriptions administratives au Burkina Faso ;

VU le décret n°2016-1142/PRES/PM/MATDSI du 06 décembre 2016 portant organisation du Gouvernorat, du Haut-commissariat et de la Préfecture ;

VU le décret n°2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso ;

VU le décret n°2022–004/PRES/MPSR du 01 février 2022 portant dissolution des conseils des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2022-0118/PRES-TRANS/PM/MATDS/MEFP du 03 mai 2022, portant conditions d'installation, composition, organisation, attribution et fonctionnement de délégation spéciale dans une collectivité territoriale ;

VU le décret n°2023–0478/PRES-TRANS/PM/MATDS du 19 avril 2023 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Sécurité ;

VU l'Arrêté n°2022-000030/MATDS/RHBS/GBD/CAB du 12 juillet 2022, portant nomination des membres de la Délégation Spéciale de la commune de Bobo-Dioulasso ;

VU la délibération du Conseil des Ministres en sa séance ordinaire du 18 octobre 2023 portant nomination des Hauts-commissaires de province ;

VU le procès-verbal d'installation de la Délégation Spéciale de la commune à statut particulier de Bobo-Dioulasso en date du 28 juin 2022;

VU le procès-verbal d'installation de passation de service entre les Présidents de Délégation Spéciale entrant et sortant de la commune de Bobo-Dioulasso en date du 10 novembre 2023;

VU le Plan d'Action de la Délégation Spéciale (PADS 2022-2024) de la commune de Bobo-Dioulasso.

ARRETE

Article 1 : est approuvée la délibération n°2023-40/RHBS/PHUE/CB du 18 août 2023, portant adoption du Plan d'Actions de la Délégation Spéciale (PADS 2022-2024) de la commune de Bobo- Dioulasso.

Article 2: le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bobo-Dioulasso, le 15 JAN 2024

AMPLIATIONS :

- Gouvernorat/Bobo-Dioulasso ;
- Commune de Bobo-Dioulasso ;
- Archives/Chrono.

Le Haut-Commissaire

BURKINA FASO
Haut Commissariat de la Province du Houet
Le Haut-Commissaire

Laurent K. KONTOGOM
Administrateur Civil